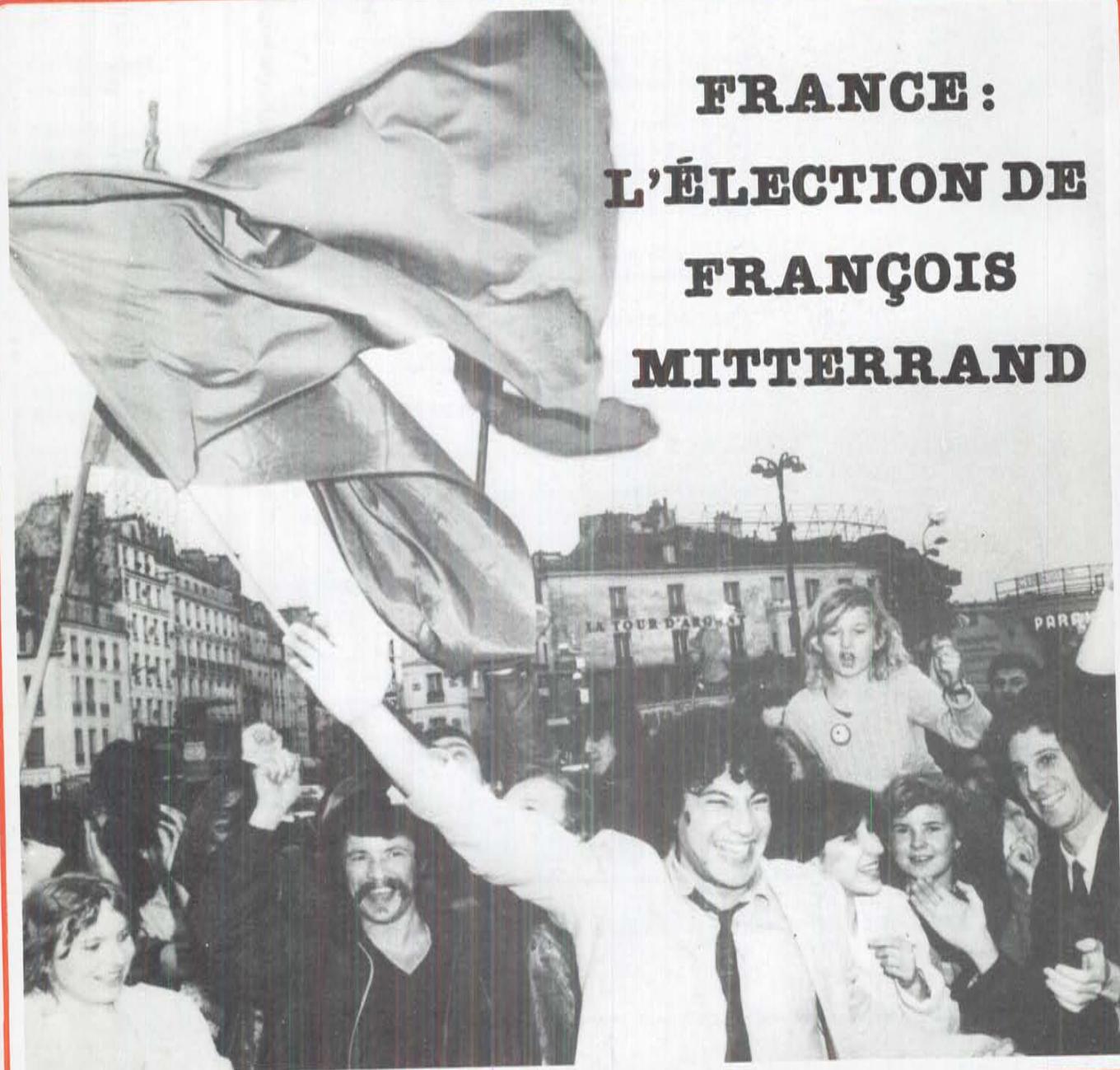


# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



### **FRANCE :** **L'ÉLECTION DE** **FRANÇOIS** **MITTERRAND**

**DOSSIER TUNISIE**

Document d'un groupe d'opposants socialistes de RDA

## Sommaire du n° 102 du 25 mai 1981

3	FRANCE	La victoire de François Mitterrand met un terme à 23 ans de règne de la droite	Francis SITEL
5		Tract national de la LCR au soir du 10 mai	Document
7	IRLANDE	Après la mort des grévistes de la faim républicains	Christian PICQUET
8		Les grandes étapes du mouvement nationaliste irlandais	Christian PICQUET
10		Déclaration du Comité exécutif international de la IV <sup>e</sup> Internationale sur l'Irlande	CEI de la IV <sup>e</sup> Internationale
11		Des méthodes de guerre coloniales	Christian PICQUET
12	RDA	« Les forces et les idées qui poussent au développement du socialisme se sont retrouvés dans l'opposition... »	Document
18	TCHECOSLOVAQUIE	« Des policiers et des geôliers ont juré de liquider Petr Uhl... »	Jaroslav SUK
20	POLOGNE	Premières brèches dans l'appareil répressif	Cyril SMUGA
21		Un bureaucrate à cœur ouvert...	Andrzej SABINSKI
23		« Quelquefois, il faut reculer d'un pas pour gagner... »	Lech WALESA
25	TUNISIE	Les limites de l'« ouverture » et la riposte ouvrière	« MAL AMAL »
30		Le Congrès extraordinaire de l'UGTT	Nabil SAID
		La déclaration à la presse de la minorité qui a quitté le Congrès	Document
		La nécessité de construire le parti des travailleurs	« MAL AMAL »

Couverture : Le 10 mai 1981, à 20 h 30, place de la Bastille à Paris, les drapeaux rouges et les flonflons du bal populaire. (DR)

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## ABONNEMENT UN AN 25 NUMÉROS

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

*Inprecor*, abonnement un an pour tous pays 180 FF.  
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.  
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pays |-----|

# L'élection de François Mitterrand met un terme à 23 ans de règne de la droite

Francis SITEL

Giscard a été battu ! François Mitterrand, candidat du Parti socialiste (PS), soutenu par l'ensemble des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier français, a été élu président de la République. C'est évidemment un événement de grande ampleur dont les conséquences, tant au plan français qu'euro-péen, sont d'ores et déjà sensibles.

D'autant qu'il s'agit d'un succès incontestable, puisque, avec 51,75 % des voix (plus de 52 % en France métropolitaine), François Mitterrand l'emporte de plus d'un million de voix sur son concurrent, alors que tout le monde pronostiquait que le résultat se jouerait — comme en 1974 — dans un mouchoir de poche (1).

Dans la France entière, dès le soir du 10 mai, cette victoire fut saluée par une formidable explosion de liesse populaire. Spontanément, cortèges et rassemblements se sont multipliés dans toutes les villes. A Paris, ce sont sans doute plus de 200 000 personnes qui sont descendues dans la rue pour fêter leur victoire et manifester leur joie.

## TROIS ANNEES DE DIVISION...

On était alors bien loin du climat de scepticisme et du sentiment d'impuissance qui régnaient il y a quelques mois encore, quand beaucoup considéraient que la droite ne pouvait être délogée du pouvoir. Il faut dire que le régime ne s'est pas fait faute d'user au maximum des immenses moyens qui étaient à sa disposition pour assurer la pérennité de son pouvoir. Mais, surtout, l'échec de la gauche aux élections de mars 1978 — conséquence de l'éclatement de l'Union de la gauche (2) provoqué par le Parti communiste français (PCF) —, et les polémiques virulentes entre PC et PS, avaient laissé au cœur des travailleurs un sentiment d'écœurement profond. Or, depuis 1978, la division n'a fait que s'approfondir et multiplier ses ravages. Et ce, à un moment où la crise capitaliste et la politique d'austérité du gouvernement Raymond Barre frappaient de plus en plus durement les travailleurs. Ainsi, tandis que la classe ouvrière voyait son pouvoir d'achat baisser, le chômage prendre une ampleur de plus en plus dramatique, tous ses acquis menacés, les syndicats et partis traditionnels donnaient le spectacle lamentable de leurs polémiques et de leur impuissance à organiser la moindre riposte.

Pourtant, ceux qui refusaient cette

logique infernale de la division et de l'impuissance, pouvaient trouver des raisons d'espérer. La mobilisation qui s'était opérée au cours de l'année 1980 en défense de la Sécurité sociale (3) avait montré que la combativité ouvrière restait forte ; le vote massif pour les syndicats ouvriers lors des élections prud'homales (4) révélait que, malgré la désyndicalisation, la conscience de classe des travailleurs n'était pas entamée ; quant aux élections législatives partielles intervenues au cours du mois de novembre 1980, elles montraient que les rapports de forces électoraux se maintenaient malgré la division. Et partout, dans les entreprises, les syndicats, à travers l'affirmation du courant « *Union dans les luttes* » qui regroupe des militants de diverses organisations ouvrières, apparaissaient la vigueur de l'aspiration unitaire et les résistances de plus en plus fortes — au sein même de la classe ouvrière — à la politique de division des directions.

Une classe ouvrière qui n'a pas subi de défaite majeure depuis mai 1968 et pour laquelle l'expérience de l'échec de mars 1978 et de la division qui s'en est suivie constitue un capital politique dont elle tire progressivement les leçons.

C'est pourquoi le résultat de l'élection présidentielle est, avant tout, l'expression de la volonté de changement qui existe parmi les travailleurs. Celle-ci, sous pression durant sept ans de giscardisme, bridée par la politique de division — mais non vaincue —, s'est exprimée avec une force formidable le 26 avril et le 10 mai.

Beaucoup de commentateurs tentent,

1. Au second tour de l'élection présidentielle de 1974, le 19 mai, Valéry Giscard d'Estaing l'avait emporté avec 13 396 203 suffrages (50,81 %) sur François Mitterrand qui n'avait recueilli que 12 971 604 voix (49,19 % des suffrages exprimés).

2. La rupture de l'Union de la gauche est formellement intervenue en septembre 1977, lors des discussions sur « *l'actualisation du Programme commun* ». Cette rupture avait été précédée au cours du premier semestre 1977, d'une escalade dans la polémique du PCF contre le Parti socialiste.

La rupture de l'Union de la gauche et surtout la politique de division qui devait s'ensuire, avec le refus du PCF de s'engager par avance au désistement en faveur des candidats ouvriers les mieux placés, aboutit à reconduire aux élections législatives de mars 1978 l'ancienne majorité de droite, qui avait été massivement défaite un an plus tôt aux élections municipales.

3. Après l'échec de la gauche aux législatives de 1978, la division s'est accentuée, notamment sur le terrain syndical, au moment où le gouvernement et le patronat ont multiplié les attaques contre les acquis sociaux des travail-

leurs. Mais le maintien de la forte combativité ouvrière, qui se concrétisa dans des manifestations de rues organisées par la CFDT et la CGT en mai 1980, contraignait le gouvernement à retirer le projet de loi Berger visant à démanteler la Sécurité sociale, une conquête arrachée par la classe ouvrière à la Libération.

4. Les prudhommes sont des tribunaux du travail, composés paritairement de représentants du patronat et des organisations syndicales.

5. En 1965, François Mitterrand, dirigeant de la Convention des institutions républicaines, un club politique bourgeois, devenait président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) qui regroupait, avec les conventionnels, le Parti socialiste et le Parti radical. Candidat aux élections présidentielles où il devait mettre De Gaulle en ballottage au premier tour, Mitterrand reçut le soutien inconditionnel du PCF qui renonça à présenter son propre candidat et à défendre son point de vue. C'est pour s'être opposés à ce ralliement que des oppositionnels de gauche au sein de l'UEC et du PCF furent exclus. Ils fondèrent la Jeunesse communiste révolutionnaire. Mais c'est une autre histoire...

à présent, de réduire la portée de l'événement aux dimensions d'un échec personnel de Giscard qui aurait été provoqué par son arrogance et son autoritarisme. Incontestablement, un phénomène de rejet a joué, faisant apparaître l'élection de François Mitterrand comme un moyen de renvoyer à ses châteaux ce monarque républicain devenu insupportable et discrédité par les multiples et sordides scandales qui sont venus éclabousser le régime. Il s'agit là d'une aspiration démocratique profonde que François Mitterrand a su exprimer dans une formule qui ne pouvait que rencontrer un écho profond : « *7 ans, c'est déjà beaucoup, 14 ans c'est tellement plus !* ».

Mais ce facteur ne saurait, à lui seul, expliquer ce qui s'est passé. D'une part — à la différence de 1974 —, le débat politique a essentiellement porté sur les questions liées à la crise, en premier lieu le chômage. Et si François Mitterrand a gagné, c'est que, tout en cultivant le flou sur ses propositions et tout en refusant de prendre des engagements clairs, il s'est appuyé sur un mécontentement populaire très profond, en dénonçant les effets de sept ans de giscardisme sur les conditions de vie des travailleurs, et en préconisant une « *autre politique* » donnant la priorité à la question de l'emploi.

D'autre part, la force de François Mitterrand, ce qui lui a permis d'éliminer sans appel son concurrent au sein du PS, Michel Rocard, c'est qu'il est apparu comme celui qui, après avoir été le candidat unique de la gauche en 1965 (5) et 1974, s'est efforcé de maintenir, malgré

les attaques du PCF, la ligne d'Union de la gauche. Ainsi, il a pu donner une image de marque unitaire au PS, face au PCF qui déchaînait la division, pouvant ainsi compter sur les voix communistes quelles que soient les consignes de la direction du PCF.

*C'est dire que la victoire de François Mitterrand, dans une situation d'usure extrême du régime de Giscard et de crise profonde de la majorité RPR-UDF (6), est le produit direct de l'aspiration unitaire et de la volonté de changement des travailleurs.*

Ces deux facteurs sont d'ailleurs liés : c'est parce que Giscard s'est heurté à la combativité et à la radicalisation ouvrières, qui résistaient à la division, qu'il a échoué dans son projet de marginalisation du RPR et d'affirmation de l'UDF comme parti bourgeois hégémonique. Et cette crise interne du régime, qui n'a fait

que s'aggraver ces derniers mois, a rendu possible la victoire de François Mitterrand.

Ces données se sont manifestées très clairement au soir du premier tour. Giscard — « *président sortant avec tout ce que cela implique* », comme l'a dit pudiquement un commentateur bourgeois —, ne recueillait que 28 % des suffrages, contre 32,6 % en 1974. La droite dans son ensemble rassemblait 49 % des voix, contre 52 % en 1974. Tandis que François Mitterrand atteignait 26 % et la gauche dans son ensemble 47 % (contre 46 % en 1974). Et les écologistes faisaient près de 4 % des voix.

C'est dire que, malgré la division, la gauche progressait sensiblement tandis que la droite régressait et que Giscard était très clairement en perte de vitesse.

Dès lors, une victoire de Mitterrand au second tour apparaissait comme possi-

ble. Tout étant fonction de la façon dont s'effectueraient les reports de voix ; d'une part, des voix communistes sur François Mitterrand, d'autre part, des voix gaullistes sur Giscard.

## L'ÉCHEC DE GEORGES MARCHAIS

Or, c'est là qu'est intervenu un des faits fondamentaux du premier tour : le recul massif du score électoral du PCF. Alors que celui-ci visait à préserver un résultat avoisinant les 20 %, il subissait avec 15,35 % des voix un échec monumental, perdant environ un quart de son électoral...

C'était le prix de sa politique de division qui ne visait à rien de moins qu'à assurer la réélection de Giscard. Après avoir proclamé, dès septembre 1980, que le système automatique était « *une formule périmée* », la direction du PCF s'était acharnée pendant des mois à approfondir la division. Dirigeant toutes ses attaques contre le PS et François Mitterrand, annonçant qu'une élection de celui-ci ne changerait rien à la situation — voire l'aggraverait —, elle pimentait le tout des scandaleuses opérations anti-immigrés de Vitry et de Montigny-lès-Cormeil (7).

Fin mars 1981, la direction du PCF a tenté d'infléchir sa campagne afin de lui donner une apparence plus unitaire en mettant en avant l'exigence de ministres communistes, ce qui supposait une volonté de battre Giscard et de s'inscrire dans une future perspective d'union. Au moment où la direction du PS refusait de s'engager sur cette question des ministres communistes et faisait des ouvertures en direction de la droite — prenant ainsi sa

Le PCF a payé électoralement au prix fort sa politique de division. (DR)



6. Le Rassemblement pour la république (RPR) est la nouvelle appellation du parti gaulliste, héritier de l'UNR et de l'UD Ve République. Après l'échec électoral de Chaban-Delmas aux présidentielles de 1974, c'est Jacques Chirac, qui avait soutenu dans cette confrontation Giscard et qui avait été son Premier ministre, qui prit la direction du mouvement gaulliste.

L'Union pour la démocratie française (UDF) est un cartel des diverses formations centristes bourgeoises (Parti républicain, Centre démocratique et social, Parti radical-socialiste) qui soutenaient « *l'action du président de la République Giscard d'Estaing* ». Les diverses composantes ont cependant toujours refusé de fusionner en un parti unique.

7. C'est à Vitry, en pleine campagne présidentielle, que des militants du PCF, avec à leur tête le maire de cette municipalité communiste, attaquèrent au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés maliens pour les contraindre à quitter la commune. La direction du PCF, qui prône l'arrêt de l'immigration, devait totalement cautionner cette action chauvine et diviseuse.

Quelques semaines plus tard, le maire et les militants communistes de Montigny-lès-Cormeilles, dans la banlieue ouest de Paris, dénonçaient publiquement, par la voie de tracts et de manifestation, une famille de travailleurs immigrés marocains dont l'un des fils était accusé d'être un revendeur de haschich.

Les deux affaires de Vitry et de Montigny devaient soulever un tollé général contre les méthodes du PCF, accentuer le malaise en son sein sans pour autant empêcher le PCF de voir son nombre de voix baisser fortement dans les « *banlieues rouges* », ses fiefs traditionnels où il avait crû flatter le besoin d'« *ordre moral* ».

part dans la division —, cette inflexion unitaire du PCF pouvait apparaître payante. Pourtant, cette correction tardive n'a pas été suffisante, et la ligne suivie par la direction Georges Marchais depuis plus de deux ans a été spectaculairement désavouée par l'électorat communiste.

Dès lors, la direction du PCF, frappée de plein fouet par la volonté unitaire de chasser Giscard, s'est trouvée contrainte de s'adapter à celle-ci. Oubliant ses déclarations antérieures, le Comité central du 28 avril appelait à voter pour François Mitterrand, et, sans mener réellement campagne, la direction du PCF se mettait en situation de pouvoir revendiquer sa part dans la défaite de Giscard.

Le résultat fut que, à quelques rares exceptions près, et malgré de fortes tensions dans certains secteurs du parti, le report des voix communistes sur François Mitterrand s'est très largement opéré.

### LE JEU DU RPR

En même temps, cette situation favorisait François Mitterrand dans son effort pour gagner des voix à droite, puisqu'elle lui permettait de se revendiquer d'un vrai succès dans son entreprise visant à minoriser le PCF. Ce qui rendait aussi quelque peu ridicule le thème favori de la droite selon lequel François Mitterrand serait l'« otage des communistes » !

D'autant que la perspective de la défaite de Giscard amenait certains politiciens bourgeois à appeler à voter pour François Mitterrand — au nom de l'alternance ! —, tels Michel Jobert, ex-ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, Joël Le Tac, député RPR, ou Philippe Dechartre, gaulliste « historique ». Marie-France Garaud, ancienne éminence grise de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, qui s'était présentée au premier tour avec l'objectif avoué de « démolir Giscard », appelait au vote nul.

Quant à la direction du RPR, Jacques Chirac en tête, malgré les criaileries des députés gaullistes apeurés à l'idée de perdre leur siège en cas d'élections législatives en juin, elle ne dissimulait pas que, bien que votant pour Giscard, elle ne verrait pas d'un mauvais œil une défaite de ce dernier. Elle a été entendue puisqu'une partie de l'électorat RPR s'est abstenue, voire a voté pour François Mitterrand.

Le but de Chirac dans cette opération était de se débarrasser de Giscard, afin de redonner une crédibilité au RPR en plaçant celui-ci en situation de constituer la principale force d'opposition face à François Mitterrand, et donc comme le « recours » une fois l'expérience mise en échec.

### MOBILISATION UNITAIRE CONTRE GISCARD

Ainsi, au moment où la crise du régime éclatait au grand jour et qu'elle se traduisait par une détérioration de l'image de marque du président sortant, à l'inverse, toute une série de facteurs se combi-

## Giscard est battu !

### Une première victoire qui en appelle d'autres !

Giscard est licencié !

Ce sont 23 ans de règne de la droite qui prennent fin ! C'est un premier grand coup de balai que les travailleurs viennent de donner. C'est une sanction de la politique d'austérité et de chômage menée par ce régime.

Cette victoire a été rendue possible par la mobilisation des travailleurs, socialistes, communistes, révolutionnaires, syndiqués CGT, CFDT, FEN, FO ou inorganisés, tous réunis par une même volonté de chasser Giscard.

Aujourd'hui, notre tâche à tous c'est de renforcer et de consolider la mobilisation unitaire. Tous ensemble, il nous faut imposer :

### UNE MAJORITE PARLEMENTAIRE AUX PARTIS DU MOUVEMENT OUVRIER, AU PC ET AU PS, LORS DES PROCHAINES ELECTIONS LEGISLATIVES !

Nous avons chassé la droite par la porte, pas question de la laisser rentrer par la fenêtre. Il faut que la droite soit minoritaire dans la prochaine Assemblée ! Il faut en finir avec ce système électoral qui désavantage de façon scandaleuse les travailleurs : élections à la proportionnelle !

### GOUVERNEMENT PC-PS, SANS RADICAUX NI GAULLISTES !

Les travailleurs et leurs organisations n'ont rien à voir ni avec Michel Jobert, ancien ministre de Georges Pompidou, ni avec Joël Le Tac, député RPR. Ils n'ont pas oublié le retournement de veste de Robert Fabre, dirigeant des radicaux de gauche, en 1978. Pas d'alliance avec des représentants des patrons ! Pas de ministres bourgeois pour justifier le refus de satisfaire les revendications des travailleurs !

### DES MESURES IMMEDIATES REPOUNDANT AUX BESOINS DES TRAVAILLEURS !

Nous avons voté contre Giscard parce que nous voulons que ça change, parce que nous voulons vivre mieux. Sans attendre, Mitterrand doit montrer qu'il veut s'appuyer sur ceux qui l'ont élu, en prenant au moins trois mesures immédiates :

- arrêt de tout licenciement !
- SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) à 3 300 F et blocage des prix !
- arrêt immédiat de la répression contre les travailleurs et les jeunes ; abrogation des lois scélérates comme la loi policière de Peyrefitte (Loi « Sécurité et Liberté ») et les décrets Bonnet-Stoléro dirigés contre les travailleurs immigrés !

Face au patronat et à la droite, la seule garantie, c'est notre mobilisation. Tous ensemble, travailleuses et travailleurs, réunissons-nous dans les entreprises, avec nos syndicats et nos partis, pour discuter ensemble de nos besoins et, dans l'unité, obtenir la satisfaction de nos revendications.

### NOUS AVONS CHASSÉ GISCARD ! MAINTENANT, ENSEMBLE, ALLONS DE L'AVANT !

LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (LCR)  
Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale  
Paris, le dimanche 10 mai 1981.

La LCR, à vos côtés, s'est battue pour imposer l'unité contre Giscard, pour se débarrasser du président de la droite et du chômage. Maintenant, avec vous, la LCR va prendre toute sa place dans la bataille pour en finir avec l'austérité et pour qu'enfin les choses changent pour tous les travailleurs. C'est le moment de venir renforcer la LCR. Pour construire un parti révolutionnaire, pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme.

naient pour rendre possible ce qui semblait hors de portée il y a quelques mois : l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République.

Ce qui ne veut pas dire, comme cherchent à le faire croire aujourd'hui les commentateurs de droite, que le succès de François Mitterrand a simplement été le fruit des erreurs de Giscard et des divisions de la majorité.

Les manigances et les opérations politiques de certains secteurs gaullistes ont existé et ont pesé. Ce qui doit inviter les travailleurs à être vigilants par rapport à de futures combinaisons entre le PS et des politiciens bourgeois, et à s'opposer à toute alliance avec ces derniers. Mais celles-ci n'ont joué qu'un rôle secondaire et qui n'a été rendu possible que parce que la candidature de François Mitterrand était portée par un élan populaire : *la volonté de réaliser cette unité minimum qu'est le rassemblement de toutes les voix ouvrières pour chasser Giscard et ouvrir la voie au changement.*

C'est pourquoi, un rôle décisif a été joué par le courant unitaire qui s'est affirmé ces derniers mois contre la politique de division des appareils et au sein duquel les militants de la LCR ont pris toute leur place et n'ont pas ménagé leurs efforts.

La LCR, en tant qu'organisation, à travers la campagne menée par Alain Krivine, a popularisé très tôt le thème : « *Battre la division pour battre Giscard !* », expliquant que Giscard pouvait être battu, que pour cela il fallait organiser une mobilisation unitaire suffisamment forte pour contraindre le PC et le PS à s'engager clairement au désistement réciproque et à former un gouvernement de leurs deux partis en cas de victoire.

Ces thèmes ont été également ceux de nombreux travailleurs et militants appartenant aux différents partis et syndicats. Les collectifs « *Union dans les luttes* » ont fait signer des milliers de pétitions pour l'unité contre Giscard, le désistement et la perspective d'un gouvernement d'Union, s'opposant ainsi au double chantage du PC et du PS sur le désistement et les ministres communistes. Dans les syndicats, des militants ont lancé des appels invitant leurs directions à s'engager fermement dans la bataille pour battre Giscard en appelant au vote ouvrier au premier et au second tour (8). En effet, la direction de la centrale syndicale CGT, considérant qu'il n'existait pas de débouché politique, estimait que l'échec présidentiel n'était pas celle de la CGT, et que, dans ces conditions, le problème du vote s'arrêterait au premier tour. Faisant fi de toute préoccupation concernant la défense du caractère de masse du syndicat, elle ne se gênait pas pour appeler à voter Georges Marchais au premier tour, tout en refusant de se prononcer sur le second tour. De la même façon, la direction de la CFDT concédait qu'un président de gauche serait souhaitable, mais se refusait à s'engager résolument dans cette bataille décisive. Quant à la direction social-démocrate de FO et celle du syndicat étudiant l'UNEF-ID (9), cette dernière composée



« Les ennuis commencent (François Mitterrand, 21 heures, 10 mai 1981)... (DR) »

majoritairement par des militants de l'OCI (10), elles refusaient, au nom de l'« indépendance syndicale », de prendre position.

Dans tous ces syndicats, les prises de position en faveur du vote ouvrier ont rencontré un écho très important, en particulier au sein de la CGT.

Cette volonté unitaire s'est affirmée, dans la rue, le 1er mai, qui, cette année, se situait entre les deux tours de l'élection. Alors que la division dominait et que chaque syndicat organisait son propre cortège ou son propre rassemblement, 10 000 militants unitaires — membres de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de FO et de l'UNEF —, après avoir affirmé dans le cortège de leur organisation l'exigence unitaire, se sont rassemblés et ont manifesté ensemble pour faire entendre leur volonté que se réalise l'unité pour battre Giscard.

Le résultat de l'élection présidentielle confirme avec éclat la justesse du combat mené par ces milliers de travailleuses et de travailleurs qui, durant des mois, ont refu-

sé la démoralisation et la division, ont affirmé la nécessité de la mobilisation et de l'unité pour battre Giscard.

Ce n'est pas un des moindres atouts de la classe ouvrière dans la situation nouvelle qui s'ouvre, que cette bataille ait été menée. L'ancrage de cette volonté unitaire, sa concrétisation sous forme de regroupements de militants de toutes les organisations, voire des comités unitaires de base, peut, en effet, constituer une garantie majeure pour que les travailleurs ne soient pas spoliés des fruits de la victoire qu'ils viennent de remporter. Pour que, au contraire, ils puissent aller de l'avant, afin que ce premier succès débouche sur de nombreuses autres victoires.

Parce que, comme le criaient ceux qui sont descendus dans la rue par centaines de milliers le soir du 10 mai : « *Giscard battu, ce n'est qu'un début, le combat continue !* »

Francis SITEL  
Paris, le 13 mai 1981.

8. Face à l'alignement presque total de la majorité de la direction de la CGT derrière le candidat du PCF, Georges Marchais, et devant le refus de la direction de la CFDT de s'engager à fond dans la campagne électorale pour faire battre Giscard, un certain nombre de syndicalistes dans ces deux syndicats devaient lancer des appels publics pour que leurs directions fédérales respectives appellent au premier tour à voter pour les candidats ouvriers, sans discrimination, et au deuxième tour pour le candidat ouvrier le mieux placé pour battre Giscard (lire à ce propos *Inprecor* numéro 99, du 13 avril 1981).

9. L'UNEF-indépendante et démocratique est le principal des deux syndicats étudiants qui

portent ce signe (le deuxième est une scission de l'UNEF dirigée par les étudiants du PCF). La majorité de sa direction est proche de l'OCI.

10. L'Organisation communiste internationaliste (OCI) est l'organisation en France du Comité international. L'OCI, après avoir proposé l'année dernière à la LCR de soutenir la candidature d'Alain Krivine, a fait campagne à la rentrée de septembre 1980 pour une candidature unique du PC et du PS au premier tour. Après une brève manœuvre qui consista à proposer pendant 15 jours à la LCR une candidature commune, l'OCI, dans la logique de sa position précédente, appela au vote Mitterrand dès le premier tour.

## Après la mort des grévistes de la faim républicains

**D**EUX prisonniers républicains qui observaient une grève de la faim, ont déjà, à l'heure où ces lignes sont écrites, trouvé la mort. Bobby Sands, porte-parole des détenus des Blocks H et député élu du comté de Fermanagh à la Chambre des Communes avait cessé de s'alimenter le 1er mars. Fran-

cis Hughes l'avait rejoint le 14 mars. Trois autres militants nationalistes incarcérés jeûnent toujours : Raymond Mc Creesh, 24 ans, Patsy O'Hara, 24 ans et Joe Mc Donnell, 31 ans. Les deux premiers sont déjà atteints de troubles graves.

Christian PICQUET

Les hommes de Long Kesh réclament le statut politique, c'est-à-dire de voir satisfaites cinq revendications : le droit de porter leurs propres vêtements civils, de s'accocier librement, de refuser le travail carcéral, de recevoir plus fréquemment visites et courrier. C'est après que les promesses qui leur avaient été faites en décembre 1980 n'aient pas été tenues (1), qu'ils ont commencé un nouveau mouvement de grève de la faim.

Nul ne peut douter de leur détermination. Après la mort de Bobby Sands, ses camarades des Blocks H rendaient publique une déclaration dans laquelle ils indiquaient : « A Margaret Thatcher, à Humphrey Atkins (2) et au gouvernement britannique, nous disons : vous avez votre livre de chair, maintenant donnez-nous nos droits ! Ne croyez pas que nous allons renoncer à nos principes. Il y a de nombreux Bobby Sands dans ces Blocks, et nous continuerons de mourir de grève de la faim si besoin est, pour défendre nos principes. » Ils concluaient : « La grève de la faim continue et continuera jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites. »

A cette volonté inébranlable des prisonniers de voir reconnue leur dignité, le gouvernement britannique a répondu par l'intransigeance, le cynisme et la provocation. Au cours de la visite officielle qu'elle vient d'effectuer en Arabie saoudite, Margaret Thatcher a déclaré : « Un crime est un crime, ce n'est pas politique. Il ne peut être question de statut politique pour quelqu'un qui a été condamné pour un crime ! » Et le 8 mai, Humphrey Atkins renchérit : « Si des gens comme Bobby Sands font la grève de la faim et refusent nourriture et soins médicaux afin d'amener le gouvernement britannique à reconnaître que les crimes qu'ils ont commis étaient justifiés, ils mourront ! »

### LA CRIMINALISATION

L'aveu est de taille. C'est de façon totale délibérée que les autorités de Londres laissent mourir les militants républicains irlandais. On peut s'en étonner. L'opinion publique internationale est actuellement très sensibilisée au problème

de l'Irlande. Les exigences des prisonniers apparaissent comme élémentaires. D'ailleurs, jusqu'en 1976, il existait un statut politique dont bénéficiaient encore aujourd'hui ceux qui ont été condamnés avant cette date.

Mais il n'est guère d'autre alternative pour la puissance occupante. Depuis une dizaine d'années, la criminalisation du combat nationaliste est la clef de voûte de la politique des gouvernements successifs de Grande-Bretagne à l'égard de l'Ulster. Dans la foulée des puissantes mobilisations pour les droits civiques en 1968, et après que les milites paramilitaires protestantes aient attaqué de nombreux quartiers catholiques, l'armée britannique est intervenue directement dans les Six Comtés du Nord.

Très vite, il est apparu que le seul objectif fixé à ces troupes était d'écraser le mouvement nationaliste. En août 1971, les Britanniques ont introduit le régime des internements administratifs (détention ordonnée sans procès).

Il n'y eut plus aucun doute sur la politique de Londres lorsque, le 30 janvier 1972, les parachutistes britanniques ouvrirent le feu sur un rassemblement de 15 000 personnes à Derry, tuant treize manifestants catholiques. Cet événement est resté gravé dans la mémoire des Irlandais sous le nom de « *Dimanche sanglant* ». L'internement administratif ne donnant pas les résultats escomptés, il y fut mis fin en décembre 1975. A la place furent établies des cours spéciales sans jury.

Un prêtre, enseignant dans une école secondaire de Dungannon à 70 km de Belfast, résume la situation : « *Fondamentalement, nous sommes une colonie comme l'était l'Algérie, mais nous vivons ici sous une tyrannie extrêmement sophistiquée. (...) La publicité mondiale dont bénéficie notre cause a eu pour effet d'atténuer les brutalités exercées contre les détenus. Mais l'utilisation de la loi est de plus en plus pervers. Il y a peu de temps encore, les condamnations étaient trop souvent prononcées à partir d'une déclaration extorquée au prévenu par la brutalité, pour ne pas dire plus. Maintenant, une personne arrêtée est accusée et condamnée à partir d'une déclaration ver-*

*bale qu'elle n'a jamais faite. Voici le schéma :*

**Le policier :** *L'accusé m'a déclaré qu'il est membre de l'IRA et qu'il a fait ceci et cela...*

**Le juge :** *Il sera condamné à tant d'années de prison...*

*Tous deux sont protestants, loyalistes, orangistes... Ils ne font qu'un face aux catholiques républicains. Je peux dire que 85 % des prisonniers de Long Kesh ont été condamnés sans aucune preuve. Ils sont simplement victimes de l'arbitraire colonial... »*

En face, les loyalistes — pourtant puissamment armés et qui multiplient les déclarations de guerre aux catholiques — bénéficient d'une totale impunité. En refusant de considérer l'IRA autrement que comme une association de malfaiteurs, Margaret Thatcher veut préserver la seule légitimation qu'elle ait trouvée de sa politique. Octroyer un statut politique aux détenus républicains, serait reconnaître implicitement que les soldats britanniques stationnés dans les Six Comtés sont une armée d'occupation.

Mais ce n'est pas la seule raison de son obstination criminelle. La renouveau des mobilisations de masse au Nord mais aussi dans l'« Etat libre » du Sud (Eire), font peser une grave menace sur le système issu de la partition de 1921. Un recul de la « *dame de fer* » sur une question qui cristallise les exigences de dignité des masses républicaines, ne pourrait que galvaniser, dans l'avenir, les luttes de masse dans les Trente-Deux Comtés. Enfin, Londres est soumis aux pressions des organisations loyalistes sur lesquelles elle s'est toujours appuyée. Toute concession serait considérée par ces dernières comme une capitulation. Périodiquement, elles mettent leurs milices en état d'alerte afin de ne pas relâcher leur pression sur le gouvernement britannique.

1. Lire *Inprecor*, numéro 99, du 13 avril 1981, Christian Picquet, « La nouvelle grève de la faim des détenus républicains irlandais ».

2. Humphrey Atkins est le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord du gouvernement conservateur dirigé par Margaret Thatcher.

C'est dans ce contexte que Margaret Thatcher a choisi l'affrontement. L'impérialisme britannique spéculait sur l'explosion qui risque de secouer Belfast et Derry devant tant de cruauté. Nul doute qu'il voit là l'occasion rêvée d'infliger une défaite cinglante aux nationalistes. Outre le corps d'armée britannique, les effectifs de la police à majorité protestante, le Royal Ulster Constabulary (RUC), et les formations loyalistes réactionnaires sont en état d'alerte. Ces dernières pourraient d'ailleurs jouer un rôle décisif en lançant des raids contre les ghettos catholiques.

Le quotidien britannique *Times* écrivait il y a peu (3) : « On estime que les groupes paramilitaires protestants ont commencé à stocker des vivres et d'autres provisions à Lisburn, à environ huit miles de Belfast, ce qui pourrait signifier que la ville de Lisburn sera utilisée en tant que base à partir de laquelle seront dirigées les opérations... »

Le piège consiste, en suscitant des affrontements armés, à faire apparaître les autorités britanniques et ses troupes comme les derniers remparts de la paix civile, et effacer du même coup l'indignation qu'a suscitée dans le monde leur intransigeance.

C'est pour parer à toute dynamique incontrôlée que les républicains et le Comité irlandais contre les Blocks H (4) ont appelé à la discipline. *An Phoblacht-Republican News*, l'organe du Sinn Fein (expression politique de l'IRA), titrait ainsi le 2 mai : « Discipline, dignité et unité ! ». Notre camarade Bernadette Devlin-Mc Aliskey, qui est l'un des principaux porte-parole de la campagne pour les droits des prisonniers, déclarait au lendemain de la mort de Bobby Sands : « Nous souhaitons, dans toute la mesure du possible, maintenir un climat non-violent, parce que nous savons que tout sera fait pour détourner l'attention du problème de fond. Nous comprenons que les jeunes des ghettos de Belfast et de Derry aient réagi comme ils l'ont fait. Ils n'ont pas

## UNION SACRÉE EN GRANDE-BRETAGNE

L'une des plus grandes faiblesses du mouvement est sans doute actuellement l'absence de soutien de masse en Grande-Bretagne, à l'exception des secteurs influencés par l'extrême gauche. On a vu se former une sorte d'Union sacrée autour de la politique irlandaise du cabinet conservateur.

C'est ainsi que le député travailliste Don Concannon s'est rendu le 1er mai au chevet de Bobby Sands agonisant afin de lui faire connaître le refus du *Labour Party* de soutenir la lutte des prisonniers. Rien d'étonnant d'ailleurs, puisque ledit Concannon fut secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord de 1976 à 1979, et que le gouvernement travailliste de l'époque avait mis le même acharnement que l'actuel gouvernement conservateur à criminaliser le mouvement républicain.

Peu après le décès de Bobby Sands, Michael Foot, le nouveau leader du *La-*

## Les grandes étapes du mouvement

L'Irlande est une colonie britannique. La colonisation remonte au XVIIe siècle, lorsque les Anglais y installèrent les féodaux protestants anglais et écossais, réduisant rapidement les Irlandais à la fonction de métayers et d'ouvriers agricoles. Au Nord comme au Sud, avec des différences, la classe dominante — les grands propriétaires terriens — était composée d'Anglais protestants qui s'opposaient aux masses catholiques d'expression gaélique (dialectes celtiques).

La première expression importante du mouvement national irlandais fut le soulèvement de 1798. Mais l'un des facteurs les plus déterminants a été constitué par l'apparition, à la fin du XIXe siècle, du mouvement ouvrier, à la tête duquel on trouve des figures aussi remarquables que James Connolly — l'un des premiers à lier le programme de la libération nationale et l'émancipation sociale. Le Parti socialiste irlandais (ISP) mit sur pied, à partir d'octobre 1913, une milice ouvrière destinée à protéger les syndiqués des attaques patronales.

De leur côté, les nationalistes fondèrent des « unités de Volontaires », en réaction contre les milices coloniales protestantes. C'est la milice ouvrière de James Connolly et la minorité radicale des Volontaires — le Sinn Fein — qui déclenchèrent l'insurrection de Pâques 1916 qui fut écrasée par les Britanniques.

Le Sinn Fein se développa par la suite de façon importante. Lors des élections de 1918, et bien que ses candidats soient emprisonnés, il obtint la victoire. Ses élus se proclamèrent Parlement (Dail) et les Volontaires se transformèrent en Armée républicaine irlandaise (IRA). La révolution irlandaise avait commencé, aboutissant à la partition de l'île en 1921. Bien qu'il ait atteint à cette époque l'apogée de sa force, le Sinn Fein se développa sans programme social et politique clair, ce qui pesa beaucoup dans son incapacité de s'attirer les sympathies des petits protestants.

Les conditions de l'activité des nationalistes furent transformées par le Traité de 1921, établissant l'Etat libre (Eire) et partageant artificiellement le pays. Celui-ci fut le résultat d'un compromis entre l'aile bourgeoise et agrarienne du mouvement républicain et la puissance coloniale. Au terme de cette convention, la République d'Irlande restait rattachée à la Couronne britannique en tant que dominion, et le Nord, à majorité protestante, détaché de l'Irlande du Sud néocoloniale, continuait à subir la domination directe de Londres.

Pour imposer ce traité bâtard aux républicains radicaux, la droite irlandaise n'hésita pas à s'engager dans une répression brutale. Les affrontements armés durèrent jusqu'en 1923. L'IRA connut alors sa traversée du désert. Ce sont les événements eux-mêmes et la réflexion stratégique des républicains qui

tous compris que le point central de notre lutte est d'isoler politiquement la Grande-Bretagne. »

*bour Party* déclarait que « cette mort n'était pas nécessaire car le Parlement ne cédera jamais aux revendications des prisonniers tendant à leur accorder le statut politique ». Seule une minorité du groupe parlementaire a plaidé en faveur d'une amélioration des conditions de détention, et Tony Benn, leader de la gauche travailliste, vient de réaffirmer publiquement qu'il était en faveur du retrait des troupes britanniques d'Irlande.

Pourtant, dans certains secteurs du mouvement ouvrier, des protestations ont commencé à s'élever. Le Congrès syndical des TUC écossais vient d'adopter par exemple une motion indiquant qu'« une solution immédiate est possible sur la base d'un compromis portant sur le port des vêtements et le travail pénitentiaire ».

S'il est un acquis du combat en cours, c'est bien la puissance de la mobilisation et ses formes d'organisation. A tra-

vers les Comités contre les Blocks H et contre la prison pour femmes d'Armagh, c'est un cadre unitaire — large, militant, réunissant toutes les composantes du mouvement républicain et anti-impérialiste — qui s'est mis en place. Chaque localité a son propre comité. Il s'agit là d'un pas décisif dans la prise en charge de la lutte par la population catholique elle-même. Bernadette Devlin pouvait de ce point de vue déclarer récemment : « La campagne contre les Blocks H a mobilisé le plus grand nombre de militants et de gens depuis le début du mouvement pour les droits civiques. Nous avons eu une opportunité pour un second souffle. Nous avons su apprendre de douze ans d'erreurs... »

Parallèlement, la campagne s'est étendue au Sud (5) et a commencé à rompre avec la séparation — traditionnelle en Irlande — entre mouvement ouvrier et luttes anti-impérialistes. Certains secteurs du mouvement syndical ont même commencé à reprendre en charge ses objectifs.

3. *The Times*, Londres, 30 avril 1981.

4. H-Block Information Center, 85 Falls Road, Belfast, Ulster.

5. National Smash H-Block Committee, c/o Turret Road, Palmerstown, Dubin 20, Eire.

## nationaliste irlandais

vont donner naissance aux grands courants du mouvement républicain des années 1960 et 1970.

Dans les Six Comtés du Nord, le mouvement pour les droits civiques aboutit à une mobilisation impressionnante. De l'autodéfense des ghettos surgent parfois de véritables zones de double pouvoir (comme le Free Derry). En 1972, l'armée britannique écrase ces zones sous les chenilles de ses engins blindés. Au Sud, le gouvernement de Jack Lynch répond à la solidarité entre républicains par une violente campagne de répression. Dans ce contexte, le débat d'orientation au sein du mouvement républicain va aboutir à un éclatement en 1969.

Le courant « officiel » de IRA, sous l'impulsion de membres entristes du Parti communiste irlandais, fut conduit à mettre en avant le caractère de classe du combat républicain et à s'affirmer comme socialiste ; mais ce fut au prix d'une relativisation de plus en plus marquée de la lutte nationale. Progressivement, les « officiels » passèrent de la proclamation d'un programme socialiste à une version irlandaise du réformisme et de l'électoratisme, et son refus du « nationalisme petit-bourgeois » se transforma en abandon pur et simple du combat pour l'émancipation nationale du peuple irlandais. Issu du courant « officiel », le Sinn Fein Workers Party (SFWP) refuse aujourd'hui de combattre pour le statut politique des prisonniers.

Le Sinn Fein (provisoire) adopta de son côté en 1970 un programme censé définir « la nouvelle Irlande ». Il peut être caractérisé comme une plateforme interclassiste, populiste, ménageant la propriété et l'initiative privée, respectant la loi du marché, tout en prônant un ensemble de nationalisations. Pourtant, l'idée selon laquelle la victoire contre l'impérialisme ne suppose pas seulement de se porter à la tête des luttes (de masse et armées) dans les Six Comtés mais d'être une direction politique pour l'ensemble des classes exploitées des Trente-Deux Comtés, commence à faire son chemin dans le mouvement nationaliste.

Le Congrès de 1980 du Sinn Fein a ainsi adopté un document intitulé : « La dimension économique et sociale de Eire Nua ». Ce document se place dans la perspective d'une lutte unifiée des masses exploitées des Trente-Deux Comtés. Fruit d'un compromis entre la droite et la gauche, il se fixe comme objectif la défense par un système de revendications sociales et économiques des intérêts des ouvriers et des paysans pauvres, tout en restant encore prisonnier du caractère interclassiste du programme original.

C. P.

Il faut aussi mettre à l'actif de cette campagne la victoire électorale de Bobby Sands dans le comté de Fermanagh, le 10 avril. Pour la première fois, le Sinn Fein (provisoire) avait accepté qu'un de ses militants se batte sur le terrain électoral. Plus de 90 % de la population nationaliste a plébiscité le porte-parole des prisonniers et l'ont élu député à Westminster. Ce succès a fourni la démonstration éclatante que les détenus de Long Kesh disposaient d'un soutien de masse et a constitué un camouflet pour les partis qui prônent la collaboration avec Londres, comme le Social Democratic and Labour Party (SDLP) qui a toujours prétendu être la principale force de la minorité catholique.

Cette précieuse expérience va sans aucun doute être mise à profit au sein du mouvement nationaliste, à l'heure où se pose à lui des questions aussi décisives que : comment organiser maintenant la mobilisation, comment l'ancrer socialement, comment ne pas tomber dans le piège des occupants, etc.

### TRACAS POUR LE GOUVERNEMENT DU SUD

Compte tenu des formes qu'a prise la partition du pays, ce qui est en train de se

passer au Nord ne peut pas ne pas plonger la bourgeoisie néocoloniale du Sud dans l'embarras. L'heure des élections se rapproche pour le parti gouvernemental, le Fianna Fail. Cette formation reste toujours puissante et bien implantée dans la paysannerie et la bourgeoisie nationale, elle jouit de plus en plus de la confiance de nombreux travailleurs. Mais elle est confrontée à une situation économique désastreuse (20 % d'inflation, 12 % de chômage et un très lourd déficit de la balance commerciale). Pour ne pas perdre le pouvoir au profit du Fine Gael (parti d'opposition très marqué à droite), elle a dû faire avancer la date de l'échéance électorale.

Son arme principale est son projet d'établissement de « nouvelles relations constitutionnelles » entre l'Irlande du Sud et la Grande-Bretagne. Pour le Fianna Fail, il s'agit d'aboutir à un accord permettant de dépasser les formes actuelles de la partition du pays, mais sans remettre fondamentalement en cause celle-ci et tout en acceptant un droit de regard de la puissance coloniale sur l'ensemble de l'île. Il présente le « sommet régulier anglo-irlandais » — inauguré en juin 1980 par une rencontre entre Margaret Thatcher et Charles Haughey — comme l'amorce d'un tel processus.

Les développements politiques viennent de contrecarrer ce beau projet. Londres s'efforce de minimiser l'enjeu des négociations. Et, de leur côté, les dirigeants loyalistes y trouvent une preuve supplémentaire de la trahison et de l'abandon de l'Ulster aux « papistes ».

Charles Haughey a cherché par tous les moyens à faire cesser la grève de la faim des prisonniers. Sans succès. Il se trouve maintenant dans l'impasse. Peu après l'annonce du décès du second gréviste de la faim Francis Hughes, il ne pouvait que se contenter de déclarer : « *Aucun gouvernement irlandais ne peut rester indifférent face à ces morts qui se succèdent...* »

Bernadette Devlin affirmait le 26 avril que la mort des détenus allait « *fermer définitivement tout espoir de règlement pacifique en Irlande du Nord.* »

L'impérialisme britannique semble s'acharner à donner au monde la preuve qu'il est en guerre contre tout un peuple. Cette attitude réduit à néant tous les projets fumeux de « démocratisation » de l'Etat d'Ulster et de collaboration avec les occupants britanniques.

La leçon sera retenue en Irlande. Mais elle appelle aussi une intensification de la pression internationale pour isoler le colonialisme et pour imposer le retrait des troupes britanniques. Dans un premier temps, ce combat passe par le soutien aux revendications des prisonniers de Long Kesh (6). Dans la présente épreuve de force, beaucoup dépendra de l'ampleur de la solidarité internationale. ■

Christian PICQUET  
14 mai 1981.

6. Comité de défense des prisonniers politiques irlandais (CDPPI), 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, France.

### « Inprecor » a publié...

Gerry Foley, « L'enfer du Block H de Long Kesh », numéro 75, du 17 avril 1980.

Geoff Bell, « Les prisonniers du Block H ne doivent pas mourir ! », numéro 89, du 17 novembre 1980.

Secrétariat unifié de la IVe Internationale, « Déclaration sur la grève de la faim des prisonniers politiques irlandais », numéro 91, du 15 décembre 1980.

People's Democracy, « Déclaration après l'attentat contre Bernadette Devlin et son mari Michael Mc Aliskey », numéro 96, du 2 mars 1981.

Christian Picquet, « La nouvelle grève de la faim des détenus républicains irlandais », numéro 99, du 13 avril 1981.

# Déclaration du Comité exécutif international de la IVe Internationale sur l'Irlande

Aux premières heures de la journée du 5 mai, Bobby Sands, volontaire de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), député du Parlement pour la circonscription de Fermanagh-South Tyrone, et combattant anti-impérialiste, est mort des suites de la grève de la faim qu'il avait entreprise.

Le 12 mai, son camarade Francis Hughes, qui avait été blessé lors de son arrestation et auquel l'armée britannique avait refusé les soins médicaux nécessaires est également mort à la suite de sa grève de la faim.

Trois autres prisonniers des Blocks H de la prison britannique de Long Kesh, en Irlande du Nord, sont en train de suivre leur exemple. Ces prisonniers ont expliqué qu'ils voulaient être traités comme des prisonniers politiques. Ils ont été condamnés suivant une législation d'*exception*, jugés dans des tribunaux d'*exception* sans jury, avec des lois d'*exception* en ce qui concerne les preuves de leur culpabilité. Dans plus de 80 % des cas, la seule « preuve » est constituée par les « aveux spontanés » des prisonniers eux-mêmes. Les rapports d'Amnesty International, le rapport Bennet fait par le gouvernement britannique lui-même, et d'autres enquêtes menées de façon indépendante, ont confirmé le bien-fondé des accusations portées par les prisonniers

eux-mêmes, selon lesquelles les aveux en question ont été arrachés dans la plupart des cas par la torture. Pour être soumis à ce traitement d'exception, un suspect n'a besoin, selon les termes de la législation britannique elle-même, que d'être soupçonné de « terrorisme », qui est défini d'ailleurs comme « l'usage de la violence à des fins politiques ».

Les principales revendications des prisonniers sont de pouvoir porter leurs propres vêtements et non l'uniforme pénitentiaire et de pouvoir rencontrer librement leurs autres camarades prisonniers politiques.

Le gouvernement britannique, qui avait garanti ces droits aux prisonniers condamnés avant mars 1976, explique maintenant qu'il n'y a plus de prisonniers politiques, mais de simples criminels de droit commun. Il a expliqué que les prisonniers républicains ne représentaient qu'une toute petite minorité, ne bénéficiant que d'un soutien réduit dans la population catholique qui vit dans les Six Comtés de l'Etat fantoche d'Irlande du Nord, administré directement par la Grande-Bretagne.

Cette argumentation n'a jamais été autre chose qu'une manœuvre grossière pour cacher les raisons politiques pour lesquelles la population catholique, majoritaire dans toute l'Irlande, se voit re-

fuser par le gouvernement britannique le droit démocratique élémentaire à l'unité nationale et à l'indépendance. Cette malhonnêteté a été mise en lumière quand Bobby Sands a recueilli plus de 30 000 suffrages dans la circonscription de Fermanagh-South Tyrone et qu'il a été ainsi élu député aux Communes.

La réponse du gouvernement britannique à cette expression de soutien massif aux revendications élémentaires des prisonniers, a été de se préparer à écraser avec encore plus de force la population catholique et d'ignorer les protestations massives qui ont surgi de par le monde contre la politique britannique. Le gouvernement britannique a révélé plus clairement que jamais son mépris pour les aspirations politiques du peuple irlandais.

La politique du gouvernement Margaret Thatcher, qui consiste à provoquer ouvertement la population républicaine irlandaise pour pouvoir l'écraser, a été soutenue par les alliés de l'impérialisme en Grande-Bretagne et en Irlande. Ainsi, la direction officielle du Parti travailliste britannique, par le biais d'une déclaration ignominieuse de son dirigeant Michael Foot et de son porte-parole sur la question irlandaise Don Concannon, a endossé sans la moindre critique la politique de Margaret Thatcher. En Irlande du Nord, la direction du Parti travailliste et social-



démocrate (SDLP) a refusé de se solidariser avec les justes revendications de Sands, de Hughes et des autres prisonniers politiques.

Au Sud, le gouvernement du Fianna Fail a refusé de soutenir les prisonniers. Au contraire, il a négocié puis coopéré avec le gouvernement Margaret Thatcher pour co-organiser la répression contre la résistance républicaine au Nord.

La hiérarchie de l'Église catholique, en Grande-Bretagne comme en Irlande, et notamment le cardinal Hume et l'évêque Daly, a publiquement enjoint aux prisonniers de mettre fin à leur lutte et donc de capituler devant l'impérialisme britannique.

Face à cette alliance réactionnaire qui défend l'occupation britannique de l'Irlande du Nord, un immense mouvement de résistance s'est développé. La grève de la faim de Bobby Sands, de Francis Hughes et des prisonniers républicains

est devenue, aux yeux des masses irlandaises et de leurs alliés de par le monde, un symbole du combat contre l'arrogance et la cruauté de la politique britannique en Irlande.

100 000 personnes ont assisté aux funérailles de Bobby Sands à Belfast. C'est la plus grande manifestation anti-impérialiste qui puisse avoir lieu en Irlande du Nord, où la population ne compte que 500 000 personnes.

En Irlande du Sud, la mort de Bobby Sands a été suivie de manifestations de rues et de nombreux arrêts de travail. Le soutien massif du peuple irlandais opprimé aux justes revendications des prisonniers avait déjà contraint le SDLP, contre le désir des dirigeants de ce parti, à ne pas présenter de candidat contre Bobby Sands pour les élections de Fermanagh. En Irlande du Sud, la critique ouverte de la collaboration entre le Premier ministre irlandais Haughey et le gouver-

nement britannique s'amplifie tandis que les principaux partis d'opposition ont été réduits au silence après avoir soutenu Margaret Thatcher dans un premier temps.

Hors d'Irlande, la politique britannique a été l'objet d'un certain nombre de critiques de forces bourgeoises, notamment aux États-Unis. Mais, en dépit de cette opposition immense, le gouvernement de Londres poursuit l'escalade dans sa politique répressive. Il a mobilisé toutes ses forces armées stationnées en Irlande et développé tout un appareil de répression, d'assassinat sélectif et de « contre-insurrection » qui est aujourd'hui utilisé ouvertement.

Dans cette situation, le rôle d'un soutien international immédiat et massif à la lutte des prisonniers politiques en Irlande du Nord joue un rôle décisif. Le mouvement anti-impérialiste en Irlande s'est unifié au sein de la « Campagne contre les Blocks H et Armagh ». Il sait que le renforcement du soutien de masse dans le sud de l'Irlande est décisif. Mais la plus grande aide dont il puisse bénéficier, c'est la solidarité internationale. D'une part celle-ci affaiblit Margaret Thatcher pour qui elle constitue une menace ; d'autre part elle montre au peuple irlandais qu'il n'est pas seul dans sa lutte contre l'impérialisme britannique et ses laquais. Les manifestations et les actions de protestations qui se sont déroulées dans de nombreux pays, des actions comme la décision qui a été prise en Iran de donner le nom de Bobby Sands à une rue, sont le meilleur soutien qu'on puisse apporter au peuple irlandais. Elles constituent autant de coups directs portés à l'impérialisme britannique. Aux États-Unis, un boycott des navires britanniques a été organisé par le syndicat des dockers. En Grande-Bretagne, le TUC écossais a soutenu les revendications des prisonniers.

C'est avec le plus grand respect que la IVE Internationale salue le courage et l'héroïsme de Bobby Sands, de Francis Hughes et de leurs camarades.

Elle condamne résolument l'occupation, depuis siècles, de l'Irlande par les Britanniques, et soutient inconditionnellement la lutte qui est menée contre cette occupation.

Elle lance un appel pour qu'aient lieu le plus rapidement dans chaque pays et de la façon la plus large possible, des actions pour dénoncer la politique du gouvernement britannique et soutenir les revendications des prisonniers politiques républicains en Irlande du Nord.

— Vive la mémoire de Bobby Sands et de Francis Hughes, martyrs du combat pour libérer l'Irlande de l'impérialisme britannique !

— Le gouvernement britannique doit satisfaire immédiatement et sans condition les revendications des prisonniers politiques républicains d'Irlande du Nord !

— Troupes britanniques et impérialisme britannique hors d'Irlande !

Comité exécutif international (CEI)  
de la IVE Internationale  
13 mai 1981.

## Une vraie guerre coloniale

De véritables pratiques de guerre coloniale ont cours en Ulster, au cœur de la Vieille Europe. Les officiers britanniques chargés de la lutte contre l'IRA ont en particulier étudié la guérilla urbaine auprès de leurs collègues français qui ont participé à la guerre d'Algérie.

Les forces qui s'opposent au combat des républicains sont colossales. 13 000 soldats britanniques sont stationnés dans les Six Comtés. Ils reçoivent l'appui des 8 500 hommes de la police à majorité protestante, la Royal Ulster Constabulary (RUC). Depuis 1970, on utilise de façon systématique les unités du Special Air Service (SAS), ce corps d'élite qui se voit chargé, entre autres, de missions d'infiltration dans les quartiers catholiques. Comme dans toutes les actions de contre-insurrection, le contrôle des populations est au centre de la stratégie des « Brits ».

Aussi les services de renseignements se trouvent-ils hypertrophiés : surveillance de la population par tables d'écoute et appareillage vidéo, mise sur ordinateur des informations recueillies, restructuration des quartiers...

Il faut également savoir que l'Ulster constitue un terrain d'entraînement en grandeur réelle pour l'armée anglaise : la majorité des soldats y passe trois à quatre mois.

L'arriération économique de l'Ulster a de quoi concurrencer la plupart des pays dominés. Même le très modéré SDLP (Social Democratic Labour Party) concluait ainsi un récent rapport économique : « La conclusion que nous tirons de nos investissements est qu'après soixante ans d'administration britannique, l'économie de l'Irlande est au bord de l'effondrement ! »

La réalité du chômage est connue : il est le double de celui de l'Angleterre (11,8 % contre 6,1 %). C'est la population nationaliste qui supporte le plus durement cette situation. Par exemple, sur les 6 700 ouvriers de l'entreprise Harland and Wolf, 200 seulement sont catholiques. Dans les quartiers catholiques qui s'étendent à l'ouest de Belfast, 30 % des chefs de famille sont sans emploi, contre 8 à 9 % dans les quartiers protestants. Bien évidemment, les nationalistes sont les « derniers embauchés et les premiers licenciés ».

La mortalité infantile à Belfast est de 20,6 pour 1 000, contre 6,7 pour 1 000 dans la région anglaise la plus favorisée. 12,5 % seulement des enfants vont encore à l'école après seize ans. En dix ans, le pourcentage d'Irlandais ayant dû s'expatrier s'est accru de 50 %.

A ce sombre tableau, il faut ajouter l'insécurité que font peser sur les républicains les exactions des commandos paramilitaires loyalistes. Organisés dans l'Ulster Volunteer Force (UVF), l'Ulster Defence Association (UDA) ou l'Ulster Freedom Fighters (UFF), leurs membres sont responsables de centaines d'assassinats, d'attentats et de raids contre les quartiers catholiques. Toujours impunis, ils peuvent en toute légalité parader et proclamer — tel Andy Tyrrie, le leader de l'UDA, il y a peu —, qu'il faut « débarrasser l'Irlande des chefs nationalistes »...

# « Les forces qui poussent au développement du socialisme se sont retrouvées dans l'opposition... »

Document d'un groupe d'opposants socialistes de RDA

Le texte dont on lira de larges extraits ci-dessous a été rédigé par un « groupe d'opposants socialistes de République démocratique allemande », pour reprendre leur propre définition. Il a été écrit à cours de la période récente, puisqu'il fait à plusieurs reprises allusion aux événements survenus en Pologne depuis août 1980. Il a été publié d'abord dans la revue consacrée aux pays de l'Est *Gegenstimmen* qui est publiée à Vienne. Essentiellement destiné à poursuivre et approfondir en RDA même la discussion engagée, notamment par Robert Havemann et Rudolf Bahro (1), ce texte n'est publié d'abord en Occident que par nécessité ; cela n'empêche évidemment pas tous ceux qui s'intéressent aux pays de l'Est en dehors de la RDA d'en faire leur profit.

Pour l'essentiel, ce texte reprend l'inspiration du livre de Rudolf Bahro *l'Alternative*, poursuivant l'application des concepts marxistes à l'analyse du socialisme dit réellement existant, et qu'avec davantage de précision théorique Rudolf Bahro désigne comme « protosocialisme » (2). Les auteurs tentent d'y cerner les spécificités de la RDA en termes de développement historique, de formation sociale et économique. Comme Rudolf Bahro, ils reconstituent la genèse du système bureaucratique et la mise en place de ce qui s'est qualifié d'« Etat ouvrier et paysan », dont la caractéristique essentielle est la domination des travailleurs par la bureaucratie de l'Etat et du parti, le SED (3). Analysant en détail les conséquences de l'adoption du nouveau Code pénal de 1979 et les « causes sociologiques de la criminalité en RDA », les auteurs précisent et prolongent dans des directions inattendues les analyses de Rudolf Bahro.

Comme chez l'auteur de *l'Alternative*, le fil conducteur de leur démarche, c'est une critique radicale de l'étatisme et de la réduction du projet socialiste à la croissance économique qui prévalent dans les pays de l'Est, qui sert de fil conducteur à leur démarche. La perspective historique qu'il convient de réaffirmer — de leur point de vue — est celle de l'émancipation humaine dans le communisme.

(...) La situation géographique particulière de la RDA, comme Etat situé directement au contact du monde occidental, et l'existence de Berlin-Ouest, ont obligé le SED à développer une agitation et une propagande particulière-

ment insistantes, et tout spécialement à diffuser les acquis du marxisme à tous les niveaux de la société, ceci afin de consolider l'identité propre du premier « Etat ouvrier et paysan » d'Allemagne. Pourtant, la propagande en faveur de la

En même temps, ils demeurent convaincus que la RDA demeurera encore longtemps un bastion du conservatisme bureaucratique à l'Est, et ils proposent des perspectives d'action qui peuvent sembler bien modestes si on les rapporte aux formidables événements qui continuent de secouer la Pologne voisine. Il est d'ailleurs significatif que ce texte ne fasse allusion qu'en passant au séisme polonais. Comme si — pour ses auteurs — il n'existait aucune commune mesure entre l'action émancipatrice possible dans l'un et l'autre pays.

La communauté d'inspiration avec Rudolf Bahro n'empêche les auteurs de le critiquer sur quelques points essentiels. Ils ne pensent pas, comme lui, que le prolétariat ait disparu dans les pays de l'Est, ils sont résolument partisans du pluralisme social et politique, ils considèrent que le combat doit absolument être mené en RDA même.

Sur d'autres points, ils suivent Rudolf Bahro, considérant par exemple que — jusqu'en 1950 — l'appareil bureaucratique d'URSS fut, « au moins dans le domaine économique, une force motrice » (contrairement à ce qu'il fut d'emblée, selon eux, en RDA).

Avec tout le respect que nous devons à leur très beau texte, c'est l'un des points sur lesquels nous ne pouvons les suivre, de même que lorsqu'ils énoncent — en se fondant hâtivement sur une citation de Lénine — que la bureaucratie est une classe sociale, tout comme les travailleurs de ces pays en sont une.

Là n'est sans doute pas l'essentiel : ce texte nous confirme, après ceux de Robert Havemann, Rudolf Bahro, Petr Uhl, (4) que le marxisme — certes minoritaire parmi les oppositions vivantes à l'Est — n'est pas ce « chien crevé » que nous présentent les André Gorz (5) et autres nouveaux maîtres en idéologie pour temps de crise...

A. B.  
10 mai 1981.

1. Robert Havemann, physicien, philosophe et écrivain. Communiste depuis 1932, condamné à mort par les nazis en 1943, député en RDA de 1950 à 1964, privé de tous ses titres et fonctions à la suite d'une série de conférences dont le contenu fut jugé hérétique par les dirigeants du parti. Assigné à résidence à Grünheide, près de Berlin-Est, depuis 1976, il est l'auteur de l'ouvrage *Etre communiste en Allemagne de l'Est* paru en 1979 aux éditions François-Maspero.

Rudolf Bahro, membre du parti communiste est-allemand SED depuis 1956, a occupé diverses fonctions dans les instances culturelles et économiques de la RDA. En 1977, la publication en Allemagne fédérale de son ouvrage *l'Alternative (Die Alternative — Zur Kritik des realexistierenden Sozialismus, Europäische Verlagsanstalt — EVA — Francfort, 1977)*

lui vaut une condamnation à 8 ans de prison. Libéré en 1979 et expulsé vers la RFA, il est depuis cette date actif dans les rangs des « verts » du mouvement écologiste. *l'Alternative* a été publiée en français aux éditions Stock en 1979. Pour une approche marxiste révolutionnaire de cet ouvrage, lire Ernest Mandel, « La solution de rechange » de Rudolf Bahro », dans *Inprecor*, deuxième série, numéro 13, du 29 septembre 1977.

2. La formule « protosocialisme » désigne chez Rudolf Bahro ce qu'il qualifie lui-même de « socialisme à l'état larvaire » (la traduction de l'édition Stock donne une inflexion sensiblement différente avec la formule « socialisme à l'état embryonnaire »). Cette formule est à rapprocher de celle employée par le marxiste révolutionnaire tchécoslovaque Petr Uhl quand il parle de « pré-socialisme », cf. note 4.

3. SED, Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, Parti socialiste unifié, dénomination du Parti communiste d'Allemagne de l'Est.

4. Petr Uhl, *le Socialisme emprisonné*, co-édition Stock 2/ La Brèche, Paris, 1980.

5. André Gorz, écrivain, philosophe et journaliste français, chroniqueur pour les questions économiques et syndicales à l'hebdomadaire *le Nouvel Observateur*. Disciple de Jean-Paul Sartre, il a publié en 1958 un livre, *le Traître*, préfacé par ce dernier. Il a publié de nombreux ouvrages parmi lesquels : *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* (1964), *le Socialisme difficile* (1967), *Critique du capitalisme quotidien* (1973), *Fondements pour une morale* (1977). Son dernier livre, *Adieux au prolétariat* (1980) est surtout un adieu assez banal au marxisme.

dans la conscience des citoyens de RDA — la question nationale, l'ont placée au premier plan, et ont fait naître une puissante aspiration à la réunification de l'Allemagne divisée (même si, bien sûr, se dissimule derrière ce sentiment le désir d'accéder à un niveau de vie comparable à celui qui existe en RFA ; pourtant, avec le soutien des autres pays du Pacte de Varsovie, la RDA est également parvenue à un niveau de vie relativement élevé qui a même favorisé la renaissance de la vieille morgue allemande vis-à-vis des peuples voisins de l'Est).

Cette situation a débouché — dans les années 1950 — sur une guerre froide entre les médias de l'Est et de l'Ouest dont la propagande occidentale est sortie victorieuse. La responsabilité en incombe aux zigzags incessants de la propagande officielle de RDA. Celle-ci s'est efforcée de faire en sorte que l'opinion publique suive la ligne du parti jusque dans ses variations successives. Et pourtant, ce que le parti considère comme juste encore aujourd'hui peut se révéler faux dès demain, à moins que ce ne soit l'inverse. La majorité des gens vivant en RDA se sont soustraits à cette propagande, qui ne concourt qu'à l'abrutissement général, en s'efforçant de compenser leur manque d'informations en écoutant la radio et en regardant la télévision de RFA.

Ainsi, au lieu de se faire une opinion personnelle, on se contente souvent de laisser le soin à l'Occident de publier des informations critiques. Mais on ne peut rien changer de cette façon ! Un mouvement allant dans le sens du progrès ne peut naître que si nous développons nos propres canaux d'information et une pratique d'opposition. C'est pour cette raison, c'est-à-dire parce qu'elles s'emparent des problèmes surgissant en RDA dans le but de les résoudre à l'intérieur de la RDA, que les communautés chrétiennes de RDA jouent souvent un rôle progressiste, en réactivant les fondements de la pensée chrétienne, en les actualisant dans le sens d'une incorporation de l'éthique du *Nouveau Testament* à la conscience de la nécessité de l'émancipation. (...)

On peut dire que, du fait des condi-

6. Ernst Bloch, philosophe et écrivain allemand, choisit en 1945 de vivre dans la « zone orientale » ou zone d'occupation soviétique qui deviendra en 1949 la RDA. A la suite du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (1956), ses attaques contre le néostalinisme lui valurent d'être violemment attaqué par la presse officielle de RDA. En 1961, il s'installe en RFA et enseigne à l'Université de Tübingen jusqu'à sa mort en 1978. Il est l'auteur, entre autres, du *Principe Espérance*, traduit en français aux éditions Gallimard.

7. Volker Braun est l'un des écrivains les plus connus de RDA. Bien que souvent très critique vis-à-vis de l'orientation politique officielle, il se refuse néanmoins à quitter la RDA. On peut lire de lui en français la *Vie sans contrainte* de Kast publié aux Editions français réunis (EFR).

Jurek Becker, écrivain, auteur de *Jurek le Menteur*, ouvrage traduit en une dizaine de langues, (EFR), et d'un autre roman traduit sous le titre de *L'Heure du réveil* (Grasset), vit actuellement aux Etats-Unis.



Rudolf Bahro. (DR)

tions spécifiques existants en RDA, la conscience de la nécessité de l'émancipation n'a trouvé aucun moyen concret pour s'accumuler de manière spécifique.

Dans les autres pays du socialisme réellement existant, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et l'Union soviétique, il existe déjà des groupes et mouvements d'opposition, tels les syndicats indépendants en Pologne, la Charte 77 en Tchécoslovaquie, etc., qui pour une part sont tolérés, pour une autre part combattus.

Mais, en RDA, il existe des travaux théoriques fondamentaux comme ceux de

Wolf Biermann, chanteur très populaire en RDA, a été interdit de scène pendant des années dans son propre pays, à cause des critiques qu'il ne ménage pas aux dirigeants de la RDA et au système en place. Banni de RDA en 1976, à la suite d'un concert auquel les autorités lui avaient permis de se rendre à Cologne en RFA. Vit depuis en Allemagne fédérale.

Bettina Wegner, chanteuse, auteur-compositeur-interprète dont les textes comportent souvent des accents féministes assez virulents. A obtenu un passeport pour se rendre en RFA valable trois ans.

Stefan Heym, écrivain, réfugié aux Etats-Unis durant la Seconde Guerre mondiale, il a choisi de revenir vivre en RDA après 1945. Très critique vis-à-vis du régime, il a été condamné à une forte amende pour avoir publié à l'Ouest son roman *Collin*. Il est également l'auteur d'un roman ayant pour cadre l'insurrection berlinoise de juin 1953, cf. note 13.

Christa Wolf, écrivain, auteur de nombreux romans, et notamment de *Christa T.*, traduit en français aux éditions Gallimard. Très

Ernst Bloch (6), Robert Havemann et Rudolf Bahro qui, tous, sont d'orientation communiste. Il existe par ailleurs tout un éventail d'écrivains engagés, comme par exemple Volker Braun, Jurek Becker, Wolf Biermann, Bettina Wegner, Stefan Heym, Christa Wolf, Maxie Wander, Stefan Wander, Jürgen Fuchs, (7) Erich Loest.

Depuis quelques années, il existe également ici une forte tendance à renouer avec la tradition de la littérature progressiste et avec les expériences du mouvement ouvrier des années 1920. Bien qu'après 1945 Bertolt Brecht,

connue en RFA, elle a reçu de nombreuses distinctions littéraires en RDA. Elle a signé en 1976 la pétition protestant contre le bannissement de Wolf Biermann.

Maxie et Stefan Wander, écrivains d'origine autrichienne installés en RDA. On doit à Maxie Wander, notamment, un recueil d'interviews de femmes est-allemandes intitulé *Guten Morgen, Du Schöne*, qui a été republié en RFA avec une belle préface de Christa Wolf. Maxie Wander est morte d'un cancer en 1978.

Jürgen Fuchs, écrivain, exclu des Jeunes communistes et expulsé de l'Université pour ses prises de positions non-conformistes, il a été l'animateur de la campagne de protestation en faveur de Wolf Biermann, au lendemain du bannissement de ce dernier. Emprisonné durant plusieurs mois, il a fini par être expulsé vers l'Ouest à son tour. Il vit depuis à Berlin-Ouest. Il est l'auteur de deux livres traduits en français, *Souvenirs d'interrogatoires* chez Gallimard et *Procès-verbal d'un duel* chez Flammarion.

Johannes Becher et Hans Eisler (8) aient cultivé et poursuivi cet héritage, ce n'est que maintenant que les écrits de Erich Mühsam, Carl von Ossietzky et d'autres sont à nouveau accessibles (9). Ce mouvement s'est accompagné de la réputation de livres de de pièces de théâtre d'auteurs soviétiques des années 1920 comme par exemple Vladimir Maïakovski, Alexandre Blok (10), Boulgakov et Tretiakov. En travaillant sur ces textes, on trouve un nouveau point de départ permettant d'approfondir dans les conditions actuelles les finalités du socialisme telles qu'elles étaient alors définies.

## UN CONTROLE PARFAIT

Ce qui est spécifique à la RDA, c'est aussi bien la non-existence de regroupements (politiques, NDT) réellement actifs que le fait qu'il y existe une base théorique assez développée pour le passage au communisme. Car nulle part ailleurs le contrôle de tous les aspects du travail comme de l'existence n'est aussi

## PARTICULARITES ECONOMIQUES ET IDEOLOGIQUES DE LA RDA

La RDA, premier « *Etat ouvrier et paysan* » d'Allemagne, est un Etat où ont été jetées les bases de l'édification du socialisme. Pourtant, ce développement s'est effectué d'une manière extrêmement contradictoire. D'un côté, la RDA (tout comme les autres pays du socialisme réellement existant) apparaît comme allant dans le sens du progrès, car s'y sont trouvés réalisés des traits essentiels en faveur desquels, dans les pays capitalistes, se battent les partis communistes : abolition de la propriété privée des moyens de production ; anéantissement complet de l'ancien ordre social capitaliste ; proclamation de l'égalité des droits des femmes et des hommes au plan économique ; soutien économique et militaire apporté aux mouvements de libération anti-impérialistes et diffusion massive de l'enseignement de Marx et de Lénine.

Mais si l'on mesure la réalité de la RDA à l'idéal communiste, c'est un tout autre image qui apparaît : les forces et les idées progressistes qui poussent au développement du socialisme, et montrent ainsi le chemin du communisme, se sont retrouvées dans l'opposition. C'est la conséquence d'une évolution au fil de laquelle le SED, en tant que parti qui assume la direction de l'Etat, a réduit le contenu émancipateur du bouleversement socialiste à une croissance économique aussi rapide que possible.

Cette réduction au développement économique crée une contradiction entre la théorie marxiste et une pratique purement bureaucratique qui, en retour, finit par entraver la croissance économique. Ce caractère contradictoire semble être un trait caractéristique du socialisme réellement existant, d'un type de société qui ne peut désormais plus rien réaliser qui soit vraiment digne d'éloge et n'a pour cette raison à sa disposition que de puissants instruments de répression, et bien

parfait qu'ici. C'est pour cette raison que, jusqu'à présent, seuls les théoriciens pouvaient diffuser « en vase clos » la conscience émancipatrice. Si donc aucun nouveau mouvement communiste n'a pu se constituer jusqu'à présent, cela n'a rien à voir avec un quelconque esprit de soumission qui serait typique de la mentalité allemande. D'un côté, le niveau de vie en RDA est, de toute façon, assez élevé pour que l'on n'ait pas à redouter de « révoltes de la faim » ; de l'autre, tout mouvement de réforme se trouve confronté à ce facteur particulier qu'est l'énorme puissance politique et militaire que représentent les forces militaires de combat soviétiques (11).

Ce n'est que quand se formera, en dépit de ces difficultés, dans une situation peut-être plus favorable, une opposition politique disposant d'une base dans les entreprises que pourra être engagé un processus de transformations radicales qu'aucune intervention extérieure ne sera capable de remettre en cause.

peu de capacités compensatoires, pour opprimer les mouvements d'émancipation.

Ainsi, toute conscience sociale qui va de l'avant se heurte nécessairement à la superstructure du parti et de l'Etat, tandis que la direction du SED et la bureaucratie sont devenus un *establishment* qui considère toute proposition de réforme n'émanant pas d'eux-mêmes comme une menace pour leur position de pouvoir. Pourquoi les choses se passent-elles ainsi ? Qu'est-ce qui entraîne un tel comportement ?

On peut diviser l'histoire de la RDA en deux phases :

— Première phase (1945-1960) : reconstruction et processus de transformation sociale débouchant sur l'émergence d'un Etat ouvrier et paysan bureaucraté ;

— Deuxième phase (à partir de 1960) : dans cet Etat bureaucraté, apparition d'une structure de classe nouvelle dans laquelle l'appareil de domination du parti et les masses de travailleurs qui lui sont subordonnées se font face, sur le mode de la reproduction simple.

8. Johannes Becher, poète allemand, membre du Parti communiste allemand, participa à l'insurrection spartakiste de janvier 1919 à Berlin. Emigré en URSS à partir de 1935, ministre de l'Education de la RDA après la défaite du nazisme, il meurt en 1958.

Hans Eisler, compositeur allemand (Leipzig 1898 — Berlin-Est 1962), élève de Schönberg et de Webern à Vienne, il émigra aux Etats-Unis en 1937 (Hollywood) et revint s'installer en RDA en 1948. Auteur de l'hymne national est-allemand, il a évolué de la musique sérieuse aux conceptions esthétiques du réalisme socialiste. Auteur de nombreux chœurs, cantates et musiques de film, entre autres sur des textes de Bertolt Brecht.

9. Erich Mühsam, écrivain anarchiste allemand, a participé à l'éphémère gouvernement de la République bavaroise des conseils (7-13 avril 1919). Condamné à 15 ans de

Cet ordre social est ce que Rudolf Bahro appelle le « *socialisme réellement existant* ». Dans ce socialisme réellement existant, l'intérêt premier de la bureaucratie consiste en son intérêt à conserver le pouvoir. Dans ce cadre, outre les nombreux privilèges dont jouissent les camarades du SED et qui rendent l'existence plus agréable, la position des cadres de direction et des membres de l'appareil, par rapport aux moyens de production, est différente de celle des travailleurs. Les travailleurs sont privés de toute possibilité de disposer des moyens de production et de répartition des produits, car le « centralisme démocratique » n'a aucun intérêt à l'organisation de la cogestion.

Concernant la bureaucratie du parti et de l'Etat d'un côté et les travailleurs de l'autre, la définition que Lénine donne des classes s'applique tout à fait : « *Des classes, écrit-il, sont des groupes d'hommes, groupes dont l'un peut s'approprier le travail des autres du fait de leurs positions différentes dans un système déterminé de l'économie sociale.* »

Il faut pourtant apporter une réserve en remarquant que la frontière entre ces deux grands pôles de classe est mouvante, et que la bureaucratie est contrainte de puiser sans cesse de nouvelles forces aux échelons inférieurs de la hiérarchie. Il en résulte son caractère contradictoire qui consiste en ce qu'elle est d'un côté une organisation dominante, et de l'autre l'appareil bureaucratique lui-même est une partie de la hiérarchie sociale d'ensemble dont le sommet n'est même pas le premier secrétaire du SED, mais l'idéologie « marxiste » devenue religion.

C'est en chaque individu que se reflète au plan socio-psychologique cette structure sociale : dans les conditions où une classe exploiteuse exerce sa domination, on assiste à la production d'hommes dont le caractère porte l'empreinte du bureaucratisme. Ainsi, le plaisir qu'engendre l'exercice du pouvoir est également une motivation essentielle pour se joindre à la hiérarchie du parti et en grimper les échelons. Mais les motivations de ce type de fonctionnaire et sa pratique de l'exercice du pouvoir sont dissimulées derrière le voile de l'idéologie. Elles se présentent à nous comme le mode de pensée élitiste de celui qui revendique d'être l'instigateur et l'initiateur du développe-

ment, prison, amnistié en 1924, arrêté par les nazis en 1933, assassiné dans un camp de concentration en 1934.

Karl von Ossietzky, écrivain et journaliste pacifiste allemand, anima sous la République de Weimar (1919-1933) la célèbre revue *Weltbühne* en compagnie de Kurt Tucholsky. Il a été assassiné par les nazis.

10. Alexandre Blok, poète russe rallié au bolchevisme, auteur du poème intitulé *les Douze* où il exprime sa conception de la révolution, meurt désespéré en 1921.

11. Au contact des forces de l'OTAN, l'Allemagne de l'Est concentre une part essentielle du dispositif des forces du Pacte de Varsovie en dehors de l'Union soviétique, que ce soit en divisions blindées, divisions infanteries, mécanisées et aéroportées, avions et rampes de lancement de missiles.

ment du socialisme en RDA. Tous les facteurs liés à la position sociale de l'homme d'appareil, aux privilèges et au besoin d'exercer le pouvoir sur d'autres, entraînent l'intérêt au maintien de l'appareil bureaucratique de l'Etat. La voie allemande particulière au socialisme, dont Anton Ackermann s'était fait le héraut, fut rejetée au profit du modèle soviétique, à la suite de quoi toutes les entreprises industrielles furent finalement étatisées. Depuis lors, les travailleurs productifs de RDA sont toujours en opposition latente avec « leur » Etat, opposition qui s'exprime par leur peu d'enthousiasme dans la production. La lutte contre les quotas de production qui, en fin de compte, a débouché sur le soulèvement des travailleurs des 16 et 17 juin 1953 (12) en est un exemple éloquent. Le syndicat FDGB n'est pas la courroie de transmission du Parti comme l'entendait Lénine, permettant précisément de prendre en considération les éléments contradictoires qui s'expriment au niveau syndical, mais n'est tout simplement qu'un instrument du parti.

La centralisation de la direction des entreprises et du pouvoir du SED, sans possibilité pour les travailleurs d'avoir part aux décisions, est l'expression organisationnelle de l'étatisation des moyens de production. Il en découle ainsi que nos travailleurs, en dépit de toutes les déclarations officielles affirmant qu'ils sont les propriétaires de tous les biens du pays, ne se considèrent pas comme tels. L'étatisation n'est pas synonyme de socialisation. La socialisation signifierait la prise en charge de fonctions de l'Etat par les organismes de base de la société, par les producteurs eux-mêmes.

Il en a découlé, du fait de l'application d'une politique appropriée de mise en place des cadres, une situation dans laquelle la plupart des positions dirigeantes et autres postes de commandement sont occupés par des membres du SED. Ce n'est pas la qualification dans un domaine particulier, mais avant tout les comportements politiques qui sont décisifs pour déterminer si quelqu'un va occuper un poste dirigeant ou non. Au fil de cette évolution, le parti a été envahi par des adhérents qui voulaient se ménager une existence confortable. C'est là le terrain du règne des charlatans décrit par Robert Havemann dans la direction des entreprises, dans l'art, les sciences et la politique, et qui nous cause un tort infini. Cette politique de recrutement des cadres entraîne, au moment où il faut prendre des décisions sérieuses dans le domaine économique, force contradictions. Les rivalités personnelles entre dirigeants de l'Etat, pour des distinctions, des fonds à investir et les charges lucratives, font que le Plan est réalisé en termes quantitatifs ; ainsi, par exemple, l'application des découvertes scientifiques à la production se fait avec beaucoup de retard, parce que personne n'ose prendre des décisions impliquant des risques. A cela s'ajoute l'absence de mécanismes purement économiques et financiers qui pourraient stimuler efficacement et rapidement une



Robert Havemann. (DR)

telle application. Les intérêts contradictoires entre les directions des entreprises et la Commission du Plan de l'Etat entraînent sans cesse des rectifications du Plan, sous la forme d'une auto-tromperie organisée par l'Etat lui-même.

### UN GOUFFRE ENTRE PARTI ET PEUPLE

La hausse considérable des prix des matières premières sur les marchés internationaux est certes en partie responsable de certaines difficultés économiques, mais elle ne peut être désignée comme la cause de la stagnation du développement des conditions de travail et d'existence des travailleurs. Les prix élevés des matières premières sont bien davantage un facteur qui catalyse le caractère erroné de notre organisation sociale. « *La pratique montre en toute clarté que l'Etat n'est pas capable de diriger de façon compétente un grand nombre d'entreprises ni de les contrôler, si bien que se manifeste la tendance à centraliser et à en bureaucratiser la direction. Le montant des versements effectués dans la caisse de l'Etat devient le critère de l'efficacité du travail et, tout comme dans le passé, la croissance des revenus des travailleurs est pour lui quelque chose de fondamentalement inopportun, car elle limite les sources de l'accumulation de l'Etat.* » Cette analyse est due aux travailleurs tchécoslovaques des entreprises de constructions mécaniques de Prague (13).

Pourtant, la crainte que les partis, qui forment la colonne vertébrale de l'Etat dans les pays du socialisme réellement existant, éprouvent vis-à-vis des réformes et des innovations, est fondée sur le fait que toute transformation comporte un risque pour la stabilité qui fonde le maintien de leur pouvoir politique.

Les effets de l'idéologie stalinienne entraînent une rupture de la confiance entre la population et la direction de l'Etat et du parti, si bien que cette dernière ne fonde plus son existence dans

la force consciente des masses populaires, mais dans son appareil de pouvoir bureaucratique. Dans la mesure où cet appareil de pouvoir bureaucratique se comporte de manière répressive face à toute conscience émancipatrice, prive de parole des gens et dégrade la cogestion dans les entreprises en alibi misérable du socialisme, la gouffre s'élargit sans cesse entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, entre le parti et le peuple. (...)

### ALTERNATIVES

Le socialisme n'interviendra pas comme par une nécessité naturelle et il ne sera pas non plus l'œuvre de la seule classe ouvrière. C'est par la lutte qu'il faut le conquérir, par la lutte d'hommes et de femmes issus de toutes les couches et de toutes les classes qui ne veulent plus supporter la misère psychique croissante.

Notre première tâche est, face à la politique sociale de l'Etat orientée vers la consommation, de faire prendre conscience de l'aliénation qui accompagne le processus permanent d'adaptation aux normes sociales. Cette aliénation est la raison pour laquelle la majorité des êtres humains ne peuvent mener une existence riche de sens et de joies.

Le concept de la misère psychique se fonde sur l'observation que les êtres humains adoptent de façon croissante des comportements asociaux, au sens le plus large du terme. Les rapports de production sont cependant le fondement du

12. Les 16 et 17 juin 1953, les travailleurs du bâtiment et de la construction de Berlin-Est — dont les normes de production venaient d'être unilatéralement relevées — se mettent en grève. Le mouvement tourne vite à l'émeute et provoque la panique au sein des autorités est-allemandes. Dans la journée du 17, les chars soviétiques écrasent l'émeute dans le sang.

13. Cité par Max Borin, Vera Plögen, *Management und Selbstverwaltung in der CSSR*, Rotbuch Verlag, Berlin, 1976.

processus d'aliénation, et ainsi d'un comportement égoïste et asocial.

## QUE FAUT-IL DONC FAIRE ?

1. — Dans les films, les pièces de théâtre et la littérature, on évoque parfois ouvertement les travers de notre société, ou la critique ou on en rit. Mais ce que l'on peut critiquer, et quand on peut le faire, ce dont on peut rire et quand, ce n'est pas l'Etat seul et ce qu'il permet qui devrait en décider. Ce n'est qu'en confrontant l'Etat à un mode de vie et de pensée alternatifs que l'on pourra imposer la légalité de la conscience émancipatrice. Aussi est-il nécessaire d'exprimer ouvertement son point de vue sur les problèmes actuels, d'en discuter collectivement, de formuler des critiques selon le principe suivant : ne pas en dire moins que ce qui est autorisé. Au sein des équipes de production comme dans toutes les réunions (collectifs d'habitants, réunions électorales, débats dans les foyers, clubs de jeunes), on trouve des gens prêts à soutenir un orateur courageux dont ils partagent le point de vue. Une fermeté pleine d'optimisme dans le combat quotidien débouchant sur la volonté de faire échec, même à petite échelle, à l'arbitraire d'un certain nombre de dirigeants et de gens de l'appareil, peut apparaître comme une conduite individuelle exemplaire permettant de redonner courage à des collègues de travail découragés. On entend très souvent un vieux proverbe dont on a inversé les termes : « *Reste au pays et défends-toi jour après jour !* ». Cela ne veut pas dire, bien sûr, que nous ne devons pas défendre la liberté générale et sans condition de voyager, mais ce qui s'y exprime, c'est la certitude que la fuite vers la RFA a bien peu de chance d'être heureuse.

2. — Il est tout à fait possible de développer une activité qui débouche sur des formes de vie alternatives. On peut ainsi observer que, dans de nombreuses familles, le comportement patriarcal va s'amenuisant dans la mesure où la divi-

sion traditionnelle du travail entre homme et femme a été brisée. Ainsi se trouve allégée la double charge qui pèse sur la femme. Des tentatives isolées ont été faites aussi pour créer des communautés de logement.

Il est aussi possible de limiter consciemment sa propre consommation afin de se ménager du temps pour pouvoir poursuivre sa formation personnelle ou s'investir dans des activités sociales. Ainsi, il s'agirait là d'une anticipation individuelle sur le but du communisme, consistant en un déplacement chez chacun de nous du rapport entre les intérêts compensatoires et les intérêts émancipateurs, au profit des intérêts émancipateurs. Car il s'agit d'acquiescer sur le plan matériel aussi une indépendance aussi grande que possible vis-à-vis de la bureaucratie. Quand les moyens de corruption dont elle dispose n'ont plus d'effet, une autonomie personnelle se crée, qui constitue la base psychique d'un homme nouveau, et aussi peut-être d'un nouvel ordre social.

3. — Le syndicat est et demeure, en dépit de toute la corruption qui y règne, une organisation dans laquelle on peut travailler d'une manière qui est immédiatement efficace pour les masses. Il faut que la démonstration soit faite, dans les brigades et les équipes de production, que la satisfaction de revendications peut être imposée. Il faut inlassablement expliquer aux travailleurs et aux jeunes ouvriers quels sont leurs droits et leurs devoirs, afin que ces droits aussi soient pris en considération. Les « écoles du travail socialiste » (14) sont un cadre adéquat pour développer un tel travail d'éducation.

Une des revendications les plus importantes est l'introduction de la journée de 6 heures, telle qu'elle avait été mise en place dans les années 1920 en Union soviétique, afin que les travailleurs disposent d'un capital de temps qui leur permette de développer leur personnalité. Des dispositions transitoires, tendant à ce que le temps de travail soit raccourci d'une heure tandis que la production individuelle demeurerait la même, allé-

geraient déjà considérablement l'existence des familles ayant des enfants en bas âge.

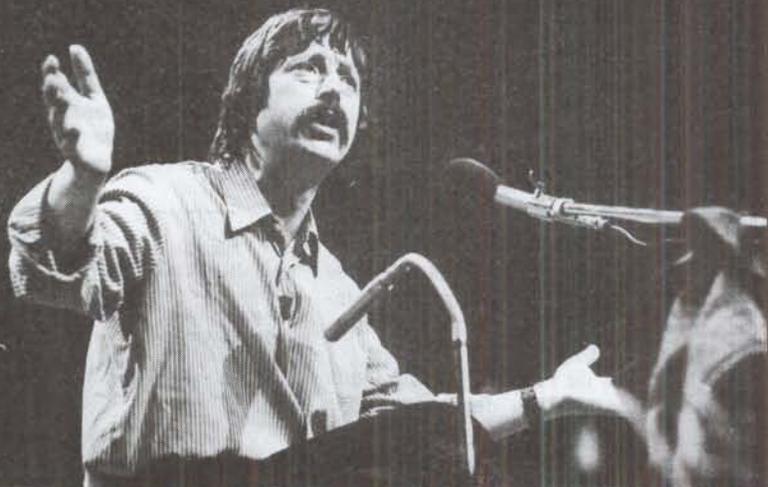
4. — Les travailleurs, les jeunes travailleurs et les apprentis devraient « jouer à explorer » en petits groupes les possibilités et les voies d'une autogestion de leur entreprise, en donnant libre cours à leur imagination créatrice, ceci afin de garantir l'existence d'une cogestion directe. Ce n'est que quand le travailleur a son mot à dire, aussi bien sur la production que sur la répartition des produits, que le travail peut correspondre aux intérêts du travailleur. Cette tâche d'assurer la cogestion ne doit pas être déléguée une fois de plus à des dirigeants syndicaux professionnels plus d'un ou deux ans, même s'ils sont tout ce qu'il y a de progressistes.

5. — Il serait important de créer des groupes de femmes orientés vers la prise en charge de leurs problèmes, et qui proposent aux femmes violées ou maltraitées aide et assistance juridique. Les groupes de femmes pourraient en outre discuter des questions concernant la poursuite de l'émancipation féminine, par exemple : pourquoi la plupart des femmes qui travaillent sont-elles reléguées dans les catégories de salaire les plus basses ? comment peut-on imposer dans les maternités des relations et des méthodes qui fassent davantage cas de la dignité humaine ? quel type de système de formation pourrait permettre que la grossesse et le fait d'avoir un enfant n'exercent pas un effet en retour irréversible dans la vie de la femme concernée ?

6. — Il est impressionnant de constater combien l'éducation militaire est, dans les écoles, de bas niveau. A l'évidence, l'abrutissement organisé des jeunes a pour objectif de les rendre aussi dociles que possible aux ordres qu'ils sont susceptibles de recevoir. Aussi l'enseignement militaire préparatoire devrait-il à l'avenir être contrôlé par les parents des enfants et des jeunes à qui il est dispensé. A cette fin, il faut obtenir la garantie que les parents puissent prendre connaissance du matériel servant de base à cet enseignement.

7. — Tous les jeunes Allemands de l'Est de sexe masculin peuvent apporter leur contribution personnelle au désarmement en refusant de servir avec une arme et en se faisant affecter dans les unités dites de « construction ». (...)

8. — Défendre des opinions qui s'écartent de la ligne officielle du parti ne



14. « Ecoles de travail socialistes » : *die « Schulen der sozialistischen Arbeit »* dans le texte.

15. En RDA, le règne sans partage de la bureaucratie du SED se dissimule derrière la fiction du « Bloc » au pouvoir, héritier du « Bloc antifasciste » de 1945, et qui — en plus du SED né de la « fusion » des débris du KPD reconstitué en Allemagne orientale après 1945 à partir notamment de groupes de communistes allemands émigrés en URSS, et de noyaux social-démocrates issus du SPD — regroupe une série de partis fantômes comme la CDU (Union chrétienne-démocrate) dont on peut apercevoir le siège central à Berlin-Est, immédiatement au-delà du poste frontière « Check Point Charlie »...



Berlin-Est à l'heure du « socialisme réellement existant ». (DR)

signifie pas renoncer à être membre du SED ou d'autres partis du « Bloc » au pouvoir (15) et des organisations de masse. On peut très bien combiner le travail légal avec le travail illégal, et mettre l'accent sur l'un ou sur l'autre selon la conjoncture intérieure.

9. — Notre système électoral avec liste unique pour la Chambre du peuple et les assemblées locales ne permet en rien que s'expriment des opinions différentes des électeurs. Aussi peut-il être utile de voter « non », afin d'imposer ainsi un nouveau mode de suffrage qui rende possible un véritable choix entre plusieurs candidats à une fonction donnée.

10. — La pollution de notre environnement par les déchets industriels nocifs s'est accrue, au cours des dix dernières années, dans des proportions vertigineuses. Sur ce plan, la RDA a une législation exemplaire. Mais, malheureusement, dans nombre de cas elle demeure sur le papier. En envoyant massivement des pétitions faisant référence aux articles du Code en question, on pourrait limiter de manière décisive la pollution catastrophique existant dans le secteur industriel de Bitterfeld, Halle, Merseburg, ainsi que dans le secteur Hoyerswerda « Schwarze Pumpe ».

11. — Le langage de ceux qui exercent le pouvoir est sans vie. La pédanterie de leur phraséologie exprime leur mode de pensée mécanique. La façon cynique dont ils se bornent à constater ce qui existe réellement indique leur intérêt réel au maintien de cette situation. A ce langage, nous opposons celui de ceux qui sont dominés où s'exprime clairement qu'en nous l'espérance du socialisme demeure vivante.

Il est possible de rendre intelligibles pour tous les ensembles sociaux les plus complexes, de façon à ce que la conscience émancipatrice s'élargisse grâce à un travail d'explication opiniâtre. La transmission orale du savoir est une chose à laquelle il faut à nouveau se consacrer et

s'entraîner, parce que le matériel écrit ne fait bien trop souvent que constituer une charge inutile.

12. — Partout, il est possible de constituer des groupes de discussion où l'on peut lire soi-même les « classiques », débarrassés des ordonnances de marxisme prescrites par l'Etat. Nous devons réapprendre à séparer l'idéologie de la science sociale, afin que notre conscience ne soit pas déterminée par la manipulation idéologique, mais par la réalité.

Mais, avant tout, c'est des problèmes pratiques de l'activité qu'il faut discuter. Recourir systématiquement, d'une façon ou d'autre, aux textes dont nous avons parlé peut aisément conduire à des débats stériles qui détournent de l'essentiel, et débouche le plus souvent sur la création de petites sectes. S'il s'agit de changer le monde comme Marx nous invite à le faire, nous n'avons pas alors à rechercher « la pierre philosophale », mais à dire, avec Wolf Biermann, qu'elle n'existe pas (16). C'est ainsi que l'on pourrait atteindre une unité dans l'action dans la diversité pour attaquer sur tous les fronts les rapports anciens.

Le nouvel ordre social pour lequel nous nous battons supprimera les contradictions qui entravent aujourd'hui l'épanouissement de la conscience émancipatrice. C'est pour cela qu'il s'agira d'un ordre social qui n'aura que peu de choses en commun avec ce qui existe actuellement dans notre pays.

## L'OR ET LA PORCELAINE

Cet ordre, Rudolf Bahro en a caractérisé les traits essentiels quand il écrit que « le but de la production communiste est l'individualité libre et riche, qui peut toujours se placer en relation active avec l'ensemble social », et qui est ainsi un facteur déterminant du procès de production et de reproduction social. C'est le chemin qui conduit à cet ordre nouveau qu'il a caractérisé comme étant une révolution culturelle. Pourtant, celle-ci

ne sera pas à notre avis l'œuvre d'un parti d'avant-garde communiste, mais celle d'un pluralisme de gauche qui anticipe sur les rapports de l'avenir par ses formes mêmes d'organisation non hiérarchiques.

Surtout, nous ne devrions pas en rester à des images toutes faites concernant la forme que prendra le communisme, mais, tout comme Johann Friedrich Böttger qui, au lieu de l'or, découvrit la porcelaine (17), nous devons nous libérer du rêve d'une société idéale et édifier un ordre social pluraliste qui nous permette d'accéder au communisme. Nous entendons par cette notion de pluralisme des rapports sans relation de domination, qui suppriment l'unidimensionalité de l'individu. C'est à partir de là que pourra se développer le cadre social au sein duquel les philosophies et modes de vie de toutes sortes pourront se matérialiser dans la pratique, parce que la différence entre droits et devoirs s'y trouvera supprimée.

Dans nos douze propositions d'action, ce sont des choses réalisables qui sont avancées, de façon à ce que chacun puisse vraiment y prendre part, quand bien même cette part serait petite. Mais il faut rappeler que, tout comme en physique, au sein de la société les forces les plus petites ont l'effet le plus grand, dès que ces toutes petites forces agissent de façon massive. Dans un contexte d'ouverture, des actions allant plus loin peuvent apparaître et se frayer un chemin, car, comme l'a dit G. W. F. Hegel : « Quand le domaine de la représentation entre en révolution, la réalité n'en a plus pour longtemps ! » ■

## Un groupe d'opposants socialistes de RDA fin 1980-début 1981.

16. Référence au texte d'une chanson de Wolf Biermann.

17. Johann Friedrich Böttger, céramiste à Meissen en Allemagne, redécouvert en 1709 le secret de fabrication de la porcelaine dure, appelée encore porcelaine chinoise.

## « Des policiers et des geôliers ont juré de liquider Petr Uhl... »

Un entretien avec le révolutionnaire tchécoslovaque Jaroslav Suk

**J**AROSLAV Suk était étudiant en philosophie à Prague en 1968. Il fut l'un des dirigeants du Comité de grève de novembre 1968 qui rallia les forces du mouvement de résistance et qui concrétisa l'alliance entre les ouvriers et les étudiants. Il fut également l'un des membres fondateurs, l'un des dirigeants et théoriciens du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire (MJR) — organisation socialiste révolutionnaire d'une centaine de membres fondée en automne 1968 — qui fit campagne pour la révolution politique en Tchécoslovaquie et en Europe de l'Est jusqu'à son démantèlement.

En janvier 1970, il était arrêté avec 18 autres membres du Mouvement et, en mars 1971, il était emprisonné pour ses acti-

vités politiques. Membre fondateur de la Charte 77 et proche collaborateur de Petr Uhl, il a participé à la rédaction de certains documents-clefs de la Charte 77, dont le document sur les droits des travailleurs et celui sur le problème de la consommation. Jaroslav Suk a joué un rôle important dans les débats au sein de la Charte 77, polémique d'un point de vue socialiste-révolutionnaire contre les conceptions réformistes.

Il a collaboré à la rédaction du livre de Petr Uhl, *le Socialisme emprisonné* (paru en français chez Stock/La Brèche en 1980). Confronté au choix entre l'exil et la prison, il a quitté la Tchécoslovaquie il y a un mois.

— INPRECOR : Tout d'abord, raconte-nous ton histoire.

— Jaroslav SUK : La police m'a harcelé pendant de longues années. C'était très dur. Pas seulement pour moi, mais aussi pour ma famille ; nous avons donc décidé de partir. Je comprends bien que mon départ représente une défaite politique, mais je crois qu'ici je peux faire plus pour la lutte en Tchécoslovaquie, que je ne l'aurais fait en prison.

— Pourrais-tu revenir sur tes expériences politiques depuis 1968 ?

— J'ai milité dans le mouvement étudiant tchécoslovaque en 1968. J'ai également été membre du Comité de grève de la Faculté de philosophie au cours de l'automne 1968. Puis je suis devenu membre du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire (MJR). J'ai également été membre du présidium du Comité de grève de Prague Uhl et sa compagne Hana Sabatova. (DR)

gue en novembre de la même année. Au sein du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire, j'ai rédigé un certain nombre de tracts et de prises de position. J'ai été arrêté en 1970 et condamné à deux ans de prison en mars 1971 ; Petr Uhl écopiait quant à lui de quatre ans, la peine de prison la plus lourde. Puis je me suis mis à faire du travail illégal, et j'ai signé des prises de positions et des résolutions avec d'anciens prisonniers comme moi, par exemple sur la question du Chili, puis de la Charte 77 (1) ; j'ai milité pour la Charte dès le début et je suis devenu par la suite militant du VONS (2).

— Dans quelle prison as-tu été envoyé ?

— J'ai fait seize mois à la prison Ruzyně de Prague, c'est-à-dire tout le temps qu'a duré l'enquête. Ce sont les pires moments que j'ai passés en prison. Je partageais une cellule de six mètres carrés avec

deux ou trois autres détenus. On ne pouvait pratiquement pas se mouvoir dans la cellule : le plafond était bas, il y avait peu de lumière, pas assez d'air, de nourriture ni de protéines. C'était difficile et physiquement éprouvant.

— Y avait-il d'autres membres du Mouvement de la jeunesse révolutionnaire ?

— Nous étions vingt membres du groupe, ce qui faisait qu'il était difficile de nous isoler les uns des autres, et nous maintenions des contacts entre nous.

— Continuons. Après l'arrestation de Petr Uhl, et le procès qui a suivi, nous avons entendu dire que les conditions de détention à la prison de Mirov étaient très mauvaises. Les conditions sont-elles toujours les mêmes aujourd'hui ? Les conditions se sont-elles améliorées depuis son entrée ou ont-elles empiré ?

— Tout d'abord il faut rappeler que Petr Uhl a déjà purgé une peine de quatre ans. Il souffre d'asthme et rester à la prison de Mirov plus de deux ans, quand on est en mauvaise santé, est extrêmement dangereux (sa nouvelle condamnation est de cinq ans). Il y a un groupe de geôliers et de membres de la police secrète qui



1. Le Manifeste de la Charte 77, rendu public à Prague en janvier 1977, avec 240 premières signatures, réclame notamment l'application effective des droits reconnus par la législation tchécoslovaque et par les accords internationaux contresignés par la Tchécoslovaquie. La Charte 77 a aujourd'hui été signée publiquement par plus de mille citoyens tchèques et slovaques, et elle est devenue le cadre de regroupement de toute l'opposition.

2. Le VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies) a été fondé en 1978. Il regroupe l'aile la plus militante de l'opposition tchécoslovaque. Ses fondateurs et animateurs, Petr Uhl, Vaclav Havel et leurs camarades ont été lourdement condamnés en octobre 1979.

souhaite ouvertement l'élimination de Petr. Ils me l'ont dit.

— C'était quand ?

— Je l'ai entendu dire lors de l'un des derniers interrogatoires que j'ai subis. Ils ont dit qu'ils allaient s'occuper de lui comme ils l'ont fait avec Trotsky. Petr partage maintenant une cellule avec d'autres détenus. La prison est un vieux château aménagé. On lui inflige pas mal de punitions disciplinaires, ce qui implique des privations de nourriture auxquelles s'ajoutent des travaux pénibles.

— Peux-tu donner des exemples concrets de ces punitions ?

— Toutes les occasions sont bonnes pour les gardiens ; ainsi, si l'un d'entre eux rencontre un prisonnier qu'il n'est pas supposé rencontrer, ou bien si le prisonnier est surpris à donner un coup de main à quelqu'un d'autre — chose tout à fait courante en prison —, ils peuvent toujours dire qu'il a passé un message, même s'il n'a rien dit. Ils peuvent de cette manière alourdir sa peine. Il y a d'autres exemples similaires avec les prisonniers politiques, voir l'exemple de Cibulka (3).

— Petr Uhl et les autres prisonniers politiques ont-ils reçu des échos de la campagne internationale et de l'envoi de cartes postales à la prison, qui ne lui ont certainement pas été remises ?

— Petr en a sûrement entendu parler, car les gardiens parlent librement devant lui. Dans le cas de Petr, cela ne peut que l'aider moralement et de façon tout à fait pratique, c'est une arme pour combattre toutes les tentatives de le détruire. C'est également une aide pour d'autres prisonniers moins connus, tels Machacek et Lastuvka.

— Il y a eu des cas de suicides en prison. Se sont-ils déroulés dans des circonstances douteuses ?

— Il est toujours possible de tuer quelqu'un et de maquiller cela en suicide. Mais s'il s'agit d'un véritable suicide, la responsabilité en incombe au système, à la prison. Petr lui-même a dit à Anna Sa-

batova, sa femme, et comme c'est la dernière chose qu'il lui a dit lors de son ultime visite, il a dont insisté là-dessus : « *Quoi qu'il m'arrive, ne crois jamais à la thèse du suicide !* » Nous avons donc raison quand nous disons que nous craignons pour sa vie.

Rudolf Battek est dans une situation identique. Il attend son procès et il risque de 3 à 10 ans. Il est également malade et, du seul fait qu'il défende la démocratie socialiste, il représente pour la police le même danger que Petr Uhl. Alors qu'il s'apprêtait à quitter deux semaines plus tard la Tchécoslovaquie pour la Suède, J. Litominsky a été arrêté lui aussi. Il est membre actif du VONS et il risque de 3 à 10 ans pour « *subversion* »...

— Penses-tu que tout cela fait partie d'une campagne systématique pour détruire la Charte 77 ?

— Ils essaient petit à petit de mettre sous les verrous les militants les plus actifs de la Charte. Comme les grands procès soulèvent un écho très important dans les pays occidentaux, ils se contentent de procès moins spectaculaires. Par exemple, Josef Gruntorad, qui était très actif dans une maison d'édition de *samizdat*, et qui travaillait à la publication d'un livre sur les événements polonais, a été arrêté et s'attend à écoper de 1 à 5 ans de prison. Les militants tchèques sont très intéressés par les événements polonais, et certains collaborateurs et sympathisants de la Charte 77 ont rendu public plusieurs lettres et prises de position sur les événements de Pologne. Une réunion s'est même tenue récemment entre des membres de la Charte 77 et du KOR.

Ils ont tenté d'organiser une grève de la faim à laquelle participeraient simultanément des militants polonais et tchèques. Des Polonais se sont rendus en Tchécoslovaquie et vice versa. La police secrète a tenté de mettre fin à ces échanges. Et c'est ainsi que J. Litominsky a été arrêté à la frontière entre les deux pays. Il a été jeté en prison à la suite d'une provocation policière. Quiconque montre le moindre intérêt pour les événements polonais risque d'être poursuivi en justice. Malgré cela, les contacts avec la Pologne sont maintenus ainsi que les liens entre les militants de la

Charte 77 et le syndicat indépendant autogéré *Solidarnosc*.

— Qu'a fait le gouvernement polonais pour tenter de dresser l'opinion publique tchécoslovaque contre la population polonaise ?

— Le gouvernement de Prague essaie de faire croire aux Tchèques qu'ils devront verser des impôts supplémentaires pour les Polonais. Cela rencontre un écho auprès des secteurs les plus arriérés de la population. La propagande officielle répand des mensonges que personne ne croit, même quand elle ne ment pas. La majorité de la population capte et reçoit les émissions des radios et des télévisions étrangères, et une information illégale sur la Pologne circule dans tout le pays. C'est dans la région frontalière que le phénomène est le plus important. Des dizaines de milliers de travailleurs polonais vont travailler chaque jour dans la région d'Ostrava, en Silésie tchécoslovaque.

— Et de quelle façon la direction tchécoslovaque présente-t-elle les événements aux cadres et aux militants du parti ?

— Elle ment et essaie d'intoxiquer non seulement la population tchèque mais également les couches de la bureaucratie. Elle essaie de dire que *Solidarnosc* est faible, qu'il est moins fort qu'en août dernier. Elle dit que le KOR — comme tous les groupes de « droite » — devra être détruit. La direction tchécoslovaque affirme bien haut que tout cela peut être fait facilement, pour décourager toute velléité de la part de membres du Parti communiste tchécoslovaque d'aller dans le sens des événements polonais... ■

Propos recueillis par Peter GREEN  
Stockholm, 2 avril 1981.

3. Petr Cibulka, jeune ouvrier sympathisant de la Charte 77, a été arrêté en avril 1978 et condamné à deux ans de prison pour avoir écouté avec des amis des enregistrements du groupe de rock tchécoslovaque interdit *Plastic People*. A l'expiration de sa peine de deux ans, il a à nouveau été condamné à six mois de prison. Le VONS et la Charte 77 avaient mené une campagne en sa défense.



# Premières brèches dans l'appareil répressif

## L'armée, la milice et la police politique

### face au mouvement ouvrier indépendant

**L'**APPARITION massive d'un mouvement ouvrier indépendant a modifié les rapports de forces en Pologne. Privée de son principal atout — l'atomisation et la passivité de la classe ouvrière —, la bureaucratie a été obligée de céder, de reculer, et même de lâcher ceux des siens que le mouvement des

masses mettait en cause. Les premières réactions ne se sont pas faites attendre : alors qu'une partie de l'appareil cherchait à biaiser, quitte à en sacrifier certains, une autre choisissait l'affrontement avec « Solidarité », unique moyen de défendre la totalité des privilèges acquis.

Cyril SMUGA

On peut facilement comprendre que l'appareil répressif — la milice (MO), le service de sécurité (SB — police politique) et l'armée —, au vu de son importance pour le maintien de la domination de la bureaucratie, mais aussi parce que son attitude peut être décisive dans l'issue de la lutte acharnée que se livrent les cliques adverses au sein du POU et de l'appareil d'Etat, a été d'emblée placé au centre de toutes les convoitises.

Le débat qui en a résulté a, à son tour, contribué à rendre ces institutions plus perméables à la pression des masses. Cela d'autant que la suppression de fait du monopole de la censure (plusieurs dizaines de bulletins syndicaux locaux, parfois tirés à des dizaines de milliers d'exemplaires, paraissent sans être soumis à la censure, et « Solidarité » a mis la main sur les radios et les journaux internes des entreprises...) ne permet plus à la bureaucratie de cacher plus longtemps ses méfaits. Ainsi, les fonctionnaires de MO et SB impliqués directement dans les mauvais coups, se voient régulièrement dénoncés nommément et deviennent les cibles de la colère populaire.

Dans l'armée formée en grande partie de conscrits, et qui a vu depuis huit mois arriver plusieurs dizaines de milliers de jeunes qui ont pris part aux mobilisations de masse depuis août 1980, les tensions n'ont pas manqué d'apparaître — notamment des revendications contre les méthodes très hiérarchiques et la discipline tâtillonne, devenues d'autant plus insupportables que, en dehors des casernes, les travailleurs ont maintenant la tête haute. La nomination du général Jaruzelski, qui était le chef de l'armée, au poste de Premier ministre et ses proclamations verbales sur le « *renouveau* », en plaçant la « grande muette » à l'avant-scène politique, n'ont fait que renforcer les aspirations démocratiques et égalitaires des hommes de troupe.

La grève générale de la Baltique d'août 1980 a donné le signal des premières tentatives de fraternisation entre les soldats et les travailleurs en lutte. A Gdansk, à Szczecin ou à Gdynia, le souvenir de la répression sanglante — à laquelle des unités de l'armée ont pris part — de la

grève de décembre 1970, poussait naturellement les travailleurs à se préoccuper de l'état d'esprit de la troupe.

Ainsi, dès les premiers jours du mouvement, les travailleurs des ports de Gdansk et de Gdynia ont entrepris la diffusion de leur bulletin de grève parmi les marins et les soldats de la défense côtière. Tout en suivant ainsi jour après jour l'évolution de la lutte, les soldats ont mis en place les premiers liens informels et leurs premières structures de discussion. Et on a même vu des officiers diffuser à Gdansk un tract en solidarité avec les grévistes...

Ce premier mouvement n'a cependant pas dépassé, en règle générale, le stade de la sympathie passive et du refus de se laisser utiliser contre les grévistes. Après la signature de l'accord du 31 août, ce qui est devenu « Solidarité » a cessé de se préoccuper de ce qui se passait dans les casernes, et la hiérarchie militaire a pu étouffer tout signe d'« agitation ». Seules les organisations du parti dans l'armée, de par leurs relations organiques avec les comités départementaux, pouvaient rester en liaison avec l'« extérieur ». Mais ce lien demeurait aux mains de l'appareil.

Dans la milice (MO), c'est également dès août 1980 que les premiers signes d'insubordination sont apparus. Loins d'être généralisés, ils témoignaient avant tout de l'inquiétude des flics de base face à la force du mouvement et aux risques d'une confrontation généralisée dont l'issue leur paraissait incertaine. Ainsi à Lublin, où une grève générale avait permis dès juillet aux travailleurs de s'emparer localement des syndicats officiels, une délégation de miliciens est venue annoncer au Comité de mobilisation — qui préparait la grève au cas où la bureaucratie tenterait de réprimer le mouvement sur la Côte — que la milice était au courant de leurs préparatifs et qu'elle ne les réprimerait pas. Les flics ont ajouté qu'ils n'avaient pas l'intention de réprimer une grève générale, si elle éclatait.

Plus faible encore que dans l'armée, cette contestation n'a pas eu de suite après le 31 août, cela d'autant que l'immense majorité de l'encadrement a pris fait et cause pour l'aile la plus conservatrice de la bureaucratie, craignant de faire les premiers les frais d'une épuration, même limitée, qui suivrait inévitablement

toute politique de réforme impulsée et contrôlée d'en haut.

Si les changements à la tête de l'appareil après le 31 août — le départ d'Edward Gierek (malade) et son remplacement par le flic en chef, Stanislaw Kania — ont été des plus timorés pour maintenir l'équilibre entre les cliques, ils ont néanmoins ouvert la voie à toute une série de remises en cause. Reculant, attaqué de partout, l'appareil central a dû se défendre en ressoudant autour de lui tous ceux que le mouvement des masses menaçait, tout en étant obligé d'admettre ce que tout le monde savait. Ainsi, les dirigeants se sont livrés à une intense campagne d'explications, en particulier auprès des cadres de l'armée et des forces de l'ordre (voir l'intervention de Andrzej Zabinski, membre du Bureau politique du POU que nous publions plus loin).

Mais la reconnaissance même de l'énormité de la corruption, qui a pu entraîner une limitation au moins temporaire de celle-ci, a atteint le ciment le plus sûr qui faisait de la milice (MO) et de la police politique (SB) les défenseurs inconditionnels de l'ordre établi. Cela d'autant que, devant la pression du mouvement des masses, nombre de fonctionnaires ont été à nouveau abandonnés à la vindicte populaire, lâchés en quelque sorte...

### « SOLIDARITÉ » S'ADRESSE AUX MILICIENS

Après la provocation de Bydgoszcz — attaque par les flics d'une réunion commune de « Solidarité » et des conseillers municipaux, au cours de laquelle plusieurs syndicalistes ont été sérieusement blessés —, et alors que « Solidarité » préparait la grève générale, le syndicat a été obligé de se préparer à l'affrontement. Il s'est ainsi adressé, dans plusieurs appels, aux fonctionnaires de MO et de SB.

Ainsi, le MKZ de « Solidarité » de Gdansk disait aux miliciens : « *Nous ne pouvons pas diviser la société. On ne peut accepter que différents groupes sociaux se haïssent mutuellement et se combattent.* » Celui de Katowice renchérisait : « *Ne soyez pas un outil aveugle de la terreur. Nous sommes une seule nation, et personne ne pourra nous diviser.* » Le MKZ de Szczecin expliquait : « *Nous voulons*

que ce soit notre milice et notre service de sécurité, nous voulons vous croire. (...) Nous voulons nous sentir en sécurité. C'est cela que nous attendons de votre part. »

A Kalisz, les militants de « Solidarité » sont allés plus loin en tentant, dans une adresse aux miliciens, de leur donner des éléments de réflexion sur leur condition : « Fils d'ouvriers et de paysans, vous travaillez et vivez dans des conditions un tout petit peu meilleures que le reste de la société. C'est pourquoi une barrière vous sépare des autres travailleurs. Cette barrière a été construite par ceux qui veulent continuer à vous utiliser pour tuer et pour réprimer les ouvriers ! » Et l'appel se terminait par cette assurance : « Dans la lutte pour la démocratisation dans vos rangs, vous pouvez compter sur notre aide. »

Alors que les fonctionnaires de la milice (MO) et du SB redoutent tout autant que l'issue d'un éventuel affrontement

généralisé qu'ils ne fassent les frais d'un compromis à l'heure où il faudra désigner les coupables..., ces arguments ont porté. Dans plusieurs commissariats, les miliciens ont tenu des réunions et ont adopté des résolutions témoignant de leur désarroi et de leur volonté de s'en sortir. Ce fut notamment le cas à Bydgoszcz et à Gdansk.

Dans une résolution de leur cellule du parti, contresignée par les sans-parti, les flics du commissariat numéro 2 de Gdansk écrivent : « Les fonctionnaires de la milice (MO) ne peuvent accepter l'opposition des organes de la milice à la société. MO agit au nom de la volonté de la nation et est au service de celle-ci. » Et ils poursuivent en avançant une série de revendications : « Nous exigeons que les événements de Bydgoszcz soient expliqués, que les responsables de l'utilisation injustifiée des forces de la milice soient identifiés et sanctionnés. (...) Nous exigeons aussi que "Solidarité" cesse les

attaques contre nous et que ceux qui s'en sont rendus coupables soient sanctionnés. (...) Les responsables du désastre économique et de la crise sociale et politique doivent répondre de leurs méfaits. Les activités tendant à dresser la société contre la milice doivent cesser. » Et enfin, ce point : « Nous exigeons qu'on explique les raisons et qu'on rende public l'existence de privilèges dits "de fonction" de certains milieux. »

Si nombre de ces revendications sont d'inspiration corporatiste, d'autres portent directement la marque des revendications mises en avant par le mouvement des masses. Elles témoignent donc de la gravité de la crise institutionnelle qui touche aujourd'hui la Pologne. Cela d'autant que les miliciens du Commissariat numéro 2 de Gdansk, en avançant leurs revendications, annonçaient qu'ils « seront obligés de cesser leurs activités » si les autorités

# ROUGE

**CHAQUE SEMAINE  
EN VENTE  
DANS LES KIOSQUES**

## Quatrième Internationale

avril-mai-juin 1981

### EDITORIAL :

Espagne : signal d'alarme.....

Ernest Mandel et John Ross - Nécessité d'un organisation internationale révolutionnaire.....

Fitzroy Ambursley - L'échec du socialisme démocratique à la Jamaïque et l'avenir de la révolution à Grenade.....

Pierre Frank - La théorie de la révolution permanente.....

Alain Brossat - Petr Uhl, Rudolf Bahro, le marxisme renait à l'Est.....

### ARCHIVES DU MARXISME :

Grigory Kostliuk - Les Années maudites.....

### NOTES DE LECTURE :

Wang Fan-hsi : Chinese revolutionary Memoirs 1919-1949 ; Léon Trotsky :

OEuvres, tome 9 ; Nadya de Beule : Het Belgisch Trotskisme 1925-1940.....

### ABONNEMENTS : 1 AN, 4 NUMEROS

#### FRANCE

Ab. ordinaire ..... 70 francs français

Ab. soutien ..... 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

FRANCE

#### AUTRES PAYS

Ab. ordinaire ..... 500 francs belges

Ab. soutien ..... 1 000 francs belges

Par avion ..... 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le

compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

12, rue de la Buanderie

1000 BRUXELLES

BELGIQUE

AUTOGESTIONS

revue trimestrielle

N° 5

printemps 81

numéro spécial

**POLOGNE : LA BRECHE ?**

- Articles de J.Kuron, K.Modzelewski ,
- W. Kuczynski, etc. Documents inédits •
- Débat avec K.Pomian, D.Singer et
- A.Smolar •

Editions PRIVAT, 14 rue des Arts, 31.000  
Toulouse.

Abonnements 1981 : 100 F.(indiv.) et  
120 F. (inst.) France. 110 F (indiv.)  
et 140 F. (inst.) Etranger.

Prix au numéro : 30 F. Vendue en librairie

ne les satisfaisaient pas. Et cet ultimatum devait expirer le 1er avril, c'est-à-dire au lendemain du début de la grève générale prévue par Solidarité...

Les récents événements survenus à Otwock, dans la banlieue de Varsovie, où des centaines de manifestants se sont regroupés à deux reprises aux abords d'un commissariat après que des miliciens aient exercé des brutalités contre deux ivrognes — et où seule l'intervention des militants de « Solidarité » de Varsovie, en particulier des deux « bêtes noires » de la police, Jacek Kuron et Adam Michnik (1), a pu empêcher le lynchage des miliciens —, ne peuvent que renforcer de tels courants dans la milice (MO). En effet, la preuve a été faite que, alors que l'exécution des ordres venus d'en haut et la participation à la répression font des miliciens des boucs émissaires commodes pour la bureaucratie, seul « Solidarité » est capable d'assurer leur sécurité...

La prolongation par les forces du Pacte de Varsovie des manœuvres militaires *Soyouz-81* (2) sur le territoire polonais, les menaces à peine voilées de recours à l'intervention militaire, ont poussé le syndicat « Solidarité » à s'adresser aux soldats, à notre connaissance pour la première fois depuis août 1980. Le Comité central de grève a ainsi demandé à tous les MKZ de lancer des appels aux soldats.

Celui de Szczecin écrivait : « *Le pouvoir veut nous diviser. (...) Nous pensons que vous ferez tout pour que le sang ne coule pas.* »

Le MKZ de Wrocław, dans une longue analyse de la situation en cas de déclenchement de l'état d'urgence ou d'intervention étrangère, demandait de « *tout mettre en œuvre pour s'y opposer* ». Les indications des tâches revenant aux soldats et aux fonctionnaires de MO et de SB étaient les suivantes : « *Si les centres de décision sont dans les mains des forces anti-nationales, chaque soldat ou milicien doit leur opposer une résistance. Les fonctionnaires de la milice (MO) et de la sécurité (SB) doivent détruire tous les documents permettant l'extermination des Polonais. (...) Toute autre attitude serait un crime et constituerait un acte de trahison.* »

Cette sollicitude, qui faisait écho aux rumeurs (répandues mais non confirmées) concernant un appel de 81 officiers généraux, qui auraient annoncé qu'ils étaient prêts à s'opposer à toute intervention étrangère, et avec le foisonnement des motions émanant des structures de base du parti (y compris dans l'armée) exigeant que la crise soit résolue politiquement, a conduit à l'apparition — au sein même de l'armée — de réunions de discussions sur le rôle de celle-ci et sur la situation faite aux soldats.

Cela d'autant que les récentes manœuvres militaires leur ont permis de comparer leur situation à celle des autres soldats du Pacte de Varsovie. Ainsi, près de Tarnobrzeg, les manœuvres ont-elles dégénéré en bataille rangée entre soldats soviétiques et polonais. Motif : la pitance des premiers étant de bien meilleure qualité que la leur, les soldats polonais

voulaient faire une cuisine commune... S'il n'y a pas eu de morts à cette occasion, cela n'est dû qu'au fait que les deux camps n'avaient pas de munitions pour leurs armes.

La différence de traitement des soldats des armées alliées du Pacte de Varsovie avait d'ailleurs favorisé le développement d'un vaste commerce de troc, dans lequel les soldats polonais étaient victimes des échanges inégaux : près de Kielce, les Soviétiques proposaient de l'or à la population en échange d'alcool à 95 degrés ; près de Myslenice, un demi-litre de vodka se négociait contre un sac à dos plein de conserves à base de viande (produits en Pologne, mais qu'on ne peut trouver ni dans les magasins publics ni dans les cantines de l'armée polonaise). Et 40 litres d'essence soviétique valaient une bouteille de vodka.

Cette fois-ci, le dernier compromis signé entre « Solidarité » et le gouvernement n'a pas suffi à mettre fin au mouvement d'opposition dans les casernes. Les organisations du parti et de la jeunesse — le service militaire est un canal privilégié de recrutement pour le POUP — se sont emparées du débat préparatoire au prochain Congrès du POUP, et ont commencé à mettre en avant leurs propres revendications.

Le mouvement a pris de l'ampleur, comme en témoigne un article paru dans *Zolnierz Wolnosc*, le quotidien de l'armée, qui s'est jusqu'ici fait remarquer par sa stricte orthodoxie stalinienne, comme si rien n'avait changé depuis le mois d'août 1980. Ce quotidien fait état du développement d'une « *large discussion* » parmi les soldats et les officiers au sujet des « *lacunes et difficultés* » de l'institution militaire... « *Aujourd'hui*, écrit *Zolnierz Wolnosc* dans un long article, *on ne rencontre plus de ces mises en scène de conférences et débats, on ne désigne plus ceux qui vont prendre la parole et on ne prépare plus les interventions à l'avance. Néanmoins, nous n'avons pas encore su surmonter certaines méthodes (...) de manipulation des organisations du parti...* »

Un tel aveu montre bien que la hiérarchie a été débordée, et qu'elle doit même l'admettre. « *Dans l'armée, qui s'appuie sur une structure hiérarchique*, écrit le quotidien, *un soin tout particulier doit être consacré au renforcement des principes d'égalitarisme au sein du parti (...) indépendamment du grade de ses membres.* »

L'organe de la hiérarchie militaire, inspiré probablement par ceux qui dans l'armée suivent le général Jaruzelski, Premier ministre, appelle de ses vœux le débat : « *Un tel débat est d'autant plus nécessaire qu'au sein de l'armée, aussi, la notion de "renouveau socialiste" (...) peut être interprétée de plusieurs manières.* » La première manière serait celle d'« *une partie, restreinte il est vrai, des cadres qui ne perçoivent pas le besoin de "renouveau". Ce qui signifie, on s'en serait douté, que le général Jaruzelski doit, dans l'armée aussi, faire face à l'opposition d'une fraction « dure ». Mais c'est la*

seconde « déviation » critiquée par le quotidien de l'armée qui témoigne de "renouveau" ». Ce qui signifie, on s'en serait douté, que le général Jaruzelski doit, dans l'armée aussi, faire face à l'opposition d'une fraction « dure ». Mais c'est la seconde « déviation » critiquée par le quotidien de l'armée qui témoigne de l'ampleur véritable de la crise : il s'agirait « *des jeunes moins expérimentés qui voudraient tout changer sans toujours prendre en compte la spécificité des forces armées* ».

Et *Zolnierz Wolnosc* appelle de ses vœux, pour mieux couper l'herbe sous les pieds à cette dangereuse opposition, la « *démocratisation* » de l'armée qui consiste à « *réduire la distance entre les supérieurs et les subordonnés, en combattant fermement les reliquats du capitalisme, et en ayant recours à la consultation collective avant de prendre les décisions...* ».

## « SOLIDARITÉ » DEVANT UNE LOURDE RESPONSABILITÉ

L'apparition de tous ces remous au sein même des piliers de l'ordre bureaucratique exige une attitude nouvelle de la part des travailleurs. Jusqu'ici, en dehors des périodes où l'affrontement était immédiatement à l'ordre du jour, « Solidarité » s'est désintéressé des revendications des soldats et des miliciens.

En particulier, si le syndicat s'est battu pour que le personnel civil de l'armée et de la milice puisse se syndiquer, il n'a pas avancé l'exigence du droit d'organisation syndicale pour les travailleurs sous l'uniforme ni pour les fonctionnaires des forces de l'ordre. Cela un nom du « respect de la légalité » — la loi ne prévoit pas le droit d'organisation syndicale pour ces catégories —, et parce que « Solidarité » ne connaissait pas de précédents dans d'autres pays socialistes. Enfin, nombre de travailleurs appréhendaient de voir se créer des syndicats corporatistes, qui pourraient souder les rangs de la police et de l'armée sous le drapeau de la lutte contre « Solidarité ».

L'apparition aujourd'hui de courants critiques au sein de ces institutions, démontre que de telles craintes n'étaient pas fondées. Et rien ne doit s'opposer à ce que, à l'image des soldats de certains pays européens (aux Pays-Bas en particulier) et comme les policiers de la majeure partie des pays occidentaux, ces travailleurs puissent aussi se syndiquer en Pologne. Et il revient à « Solidarité » de veiller à ce que ce droit permette au plus grand nombre de rejoindre ses rangs et non ceux de syndicats croupions corporatistes. Pour cela, la mobilisation active des travailleurs est la meilleure garantie. ■

Cyril SMUGA  
13 mai 1981.

1. *Inprecor* a publié dans son numéro 97, du 16 mars 1981, « Halte aux menaces contre Jacek Kuron et Adam Michnik ! »

2. *Soyouz* est la traduction russe de « solidarité »...

# « Quelquefois, il faut reculer d'un pas pour gagner... »

## Un entretien avec Lech Walesa

La signature du compromis qui a mis fin à la préparation de la grève générale le 31 avril dernier, par Lech Walesa et les experts — dans le dos du syndicat —, a ouvert un très large débat dans « Solidarité ». Le fonctionnement du syndicat, de ses structures nationales, le rôle des experts dans les négociations — en un mot : la démocratie syndicale — y tiennent une large place.

Deux courants sont apparus au cours de cette discussion au sein de la Commission nationale de coordination (KKP) :

« DIE PRESSE » : Lech Walesa, vous avez dit : " Nous vaincrons, fût-ce sur les genoux ! ". Les derniers succès de " Solidarité " constituent-ils déjà la victoire ?

— Lech WALESA : Cela fait un certain temps que nous sommes en train de vaincre, mais la lutte sera encore longue.

— Pouvez-vous imaginer — à long terme — que syndicat et gouvernement en viennent à collaborer ?

— Si vous avez lu la définition que nous donnons du syndicat, vous savez qu'il ne peut y avoir collaboration avec le gouvernement, mais seulement défense des intérêts de nos membres. Cela, nous le ferons aussi à l'avenir. Pour le moment, nous ne sommes pas encore un syndicat, mais seulement un mouvement syndical. Nous constatons l'absence d'autres organisations qui pourraient nous soulager d'une partie de nos charges actuelles. Une telle organisation est déjà née, pour citer cet exemple, c'est le Syndicat des paysans indépendants « Solidarité ». Cela crée une deuxième force qui peut nous soulager d'une partie du travail. Ensuite, viendra la libération des prisonniers politiques, et cela fera disparaître un autre problème. C'est ainsi que nous nous développerons pas à pas en syndicat.

— Jusqu'ici, le moyen d'action principal de « Solidarité » a été la confrontation. L'avenir réclame-t-il une autre tactique ?

— L'avenir réclame d'autres moyens et nous avons déjà fait la preuve qu'on peut atteindre des résultats d'une autre manière. Nous utiliserons des méthodes qui permettront de résoudre nos problèmes sans confrontation.

— Cela signifie-t-il que « Solidarité » a besoin d'un autre type de militant ?

celui des « radicaux », dont l'intervention de Karol Modzelewski à la réunion de la KKP est sans doute l'expression la plus achevée (1) ; et celui des « modérés », qui regroupe une bonne partie des experts et Lech Walesa, mais dont l'influence au sein de la KKP, au vu des dernières décisions prises par cet organisme (2), n'est pas majoritaire.

L'interview de Lech Walesa que nous publions ci-dessous permet de se faire une idée des projets de ce courant au sein de « Solidarité ».

— Oui, et les élections apporteront déjà ce type de militant.

— Quel devront être les caractéristiques de ce nouveau type de militant ?

— Il devra être bon tacticien, bon organisateur, bon calculateur, il devra distinguer ce qu'on peut régler aujourd'hui et ce qui ne pourra être réglé que demain. C'est de ce type de militant dont nous aurons besoin.

— Cela signifie-t-il un changement dans la composition de la direction de « Solidarité », des lutteurs vers les tacticiens ?

— Nous n'en avons pas beaucoup. La plupart des dirigeants sont apparus portés par la vague de protestation. Cette vague est terminée. Maintenant vient le temps du travail. Maintenant il faut ajouter à ces militants des tacticiens. Beaucoup de militants surgis au cours des confrontations se réorienteront. Il n'y aura que quelques individus qui en seront incapables. Ceux-là, on pourra les laisser tomber. Mais leur nombre, on pourra le compter sur les doigts de la main.

— L'évolution de la situation en Pologne a rencontré beaucoup de publicité et un grand soutien à l'étranger. Quel a été le rôle de ce facteur pour vous ?

— Vous avez fait du très bon travail. Mais cela ne signifie pas que nous vous disions « merci » dès maintenant. Nous vous prions de nous aider davantage.

— Que pensez-vous des syndicats à l'Occident ?

— Je constate que les syndicats occidentaux sont devenus quelque peu politiques. Cela signifie en même temps qu'ils sont devenus indépendants. Il faut s'orienter vers des syndicats politiquement indépendants, et qui défendent

toujours les intérêts de leurs membres. Dans ce sens, je crois que dès que nous aurons réglé nos propres affaires, nous aurons aussi un certain effet sur l'Occident.

— Quel a été en fait votre motivation personnelle pour que vous soyez engagé avec tant de force, pour que vous preniez tant de risques et fassiez tant d'efforts ?

— Il y a toujours quelqu'un qui doit en fin de compte un jour dire « Non ». Pendant treize ans j'ai dit « Non ». Au cours de la treizième année, j'ai dit « Non » avec beaucoup plus de force.

— Quelle est votre situation personnelle en ce moment ? Dans le passé vous avez parlé à plusieurs reprises de votre démission, dès que le but serait atteint.

— J'ai déjà presque atteint le but. Mais comme je vois le danger qui menace « Solidarité », je suis arrivé à la conclusion que je devrais continuer à y œuvrer encore pendant un certain temps. Le danger vient surtout des « faucons » qui recherchent à tout moment la confrontation. Nous avons besoin de courage, mais combiné avec la raison. Le courage seul ne peut remplacer la raison. Vu la situa-

1. Le texte de cette intervention a été reproduit dans *Rouge*, hebdomadaire de la LCR, numéro 976, du 30 avril 1981. *Inprecor* avait publié dans son numéro 91, du 15 décembre 1980, « Un entretien à bâtons rompus avec Karol Modzelewski ».

2. Une Commission de contre-experts, dirigée par la camarade Jadwiga Staniskis a été nommée ; de plus a été adoptée une liste de principes de négociations qui prévoit notamment que celles-ci doivent se dérouler — dans leur phase finale — devant toute la direction du syndicat, qui seule est habilitée à prendre des décisions, ce qui relègue les experts au rôle de conseillers qui aurait toujours dû rester le leur. Lire dans *Inprecor*, numéro 99, du 13 avril 1981, un entretien avec Jadwiga Staniskis, « Certains experts de " Solidarité " n'ont pas vraiment conscience des intérêts des ouvriers... ».



Lech Walesa pendant un office religieux. (DR)

tion et les dangers que je vois, je resterai encore au syndicat pendant un certain temps. Je ferai tout pour que la raison s'associe au courage. Alors je m'en irai, que cela plaise à certains ou pas.

— Vos photos se trouvent dans les devantures des magasins à Gdansk. Vous être désigné comme l'« homme de l'année ». On parle de vous comme « le dirigeant des ouvriers ». Peut-on renoncer à un tel succès, quand on l'a vécu une première fois ?

— Je peux m'imaginer que oui. J'avais déjà connu plusieurs changements dans ma vie quand j'ai pris cette décision. Cette fois encore, rien ne m'empêchera de la mettre en pratique. Ce que je fais actuellement ne me plaît absolument pas.

— Ne sera-ce pas difficile d'en revenir à ce qu'on appelle « la vie quotidienne normale », après tout ce que vous avez vécu ?

— Non. Ma foi et le but que je me suis fixé viennent à mon aide. Dès que mon but sera atteint, je ne me vois plus ici.

— Ces derniers temps, des critiques se sont élevées dans vos propres rangs à l'égard de votre style personnel. Qu'est-ce que vous dites de ces critiques ?

— Elles viennent surtout des « faucons » de « Solidarité ». Dès qu'ils sortent les armes, ils veulent tirer. Je crois qu'on peut sortir les armes et les rentrer de nouveau par la suite. Je peux être un candidat au suicide mais pas un criminel.

L'essentiel, c'est de gagner. Quelquefois, il faut reculer d'un pas pour gagner la lutte. Dans ce cas, il faut rentrer dans le bunker et rassembler les forces. Voilà ce que je fais. D'autres croient qu'il faut toujours avancer en courant. Je reste au syndicat pour que cela n'arrive pas.

— La critique ne porte cependant pas seulement sur des questions tactiques mais également sur des questions personnelles. Ne comporte-t-elle pas un élément de jalousie concernant votre rôle en tant que symbole du mouvement ?

— Il y a beaucoup de facteurs qui contribuent à la critique de ma personne. Y compris la jalousie. Tout m'est attribué, alors que je ne fais pas tout moi-même. Alors, sans doute, la jalousie humaine joue-t-elle un rôle. En même temps, j'ai un jugement de la situation qui diffère de celui de certains autres militants. Ces militants qui ont critiqué le dernier accord de Varsovie, avaient raison dans la mesure où ils ne considéraient que ce que nous avons accepté. Mais je vois l'affaire différemment. A l'occasion de la

signature de ce petit accord, il est arrivé pour la première fois qu'un tiers des conseillers populaires de Bydgoszcz se sont assis à la même table avec nous. Pour la première fois, le comité provincial du POUP de Gdansk a appuyé notre attitude et celle des militants de « Solidarité » de Bydgoszcz. Cela fut aussi le cas de plusieurs autres comités de ville du parti et de très nombreux comités d'entreprises du parti. Si nous étendons l'accord à toutes les organisations et à toutes les personnes qui se sont réveillées et qui ont mûri, et qui se sont ralliées à nous, alors il s'agit d'une grande conquête. C'est pourquoi j'insiste encore une fois que les conquêtes sont importantes, bien que l'accord soit critiqué à juste titre, puisque, en tant que tel, il est modeste. Il n'y a jamais trop de critique. Je parle de la critique constructive. J'ai commis beaucoup d'erreurs et je ne suis pas le seul à en avoir commis. Pareille critique m'est fort utile. Je ne me sens pas insulté.

— Suivez-vous des exemples, des personnalités qui vous ont particulièrement impressionné ?

— Non, je n'en ai pas. Je suis Lech Walesa... (et comme à ce moment-là Bogdan Lis entre dans la pièce, il poursuit en riant) ...et Bogdan Lis et d'autres ouvriers, dont j'imites ce qu'il y a de bon et dont j'exploite les côtés utiles. Voilà l'art. Je suis un type malin, pas vrai ?

— Vous occupez-vous de politique internationale ?

— Pour le moment, je n'en ai pas le temps. Un jour, quand je serai vieux et sclérosé, je m'en occuperai.

— Au cours des derniers mois, vous n'avez pratiquement pas eu de vie privée. Votre famille manifeste-t-elle de la compréhension pour une telle situation ?

— Oui, elle veut faire la grève.

— Quelle attitude avez-vous vis-à-vis de l'Amérique, le pays où vit votre père ?

— (Lech Walesa répond en riant, mais en russe) J'aime l'Amérique !

— Comment vous êtes-vous formé en matière de psychologie pratique de masses ?

— Par la vie. J'ai travaillé pendant 21 ans « en bas ». La vie et la misère m'ont formé.

— Quel est le secret de votre succès personnel ?

— La chance...

Propos recueilli par le quotidien *Die Presse* publié à Vienne (Autriche), 28 avril 1981.

## Les limites de l'«ouverture» et la riposte ouvrière

Mise en place sur instructions de l'impérialisme, la nouvelle politique du régime tunisien — qui veut se donner une image démocratique — commence à connaître ses propres limites.

Se drapant dans de nouveaux habits, le pouvoir vient d'adopter un ensemble de mesures de « libéralisation » destinées à donner un gage de bonne volonté à l'opposition bourgeoise et à la bureaucratie syndicale, afin de s'occuper leurs services : libération de syndicalistes emprisonnés puis réintégration de certains d'entre eux dans leurs droits syndicaux ; intégration de certains éléments démocrates-socialistes (1) dans l'appareil d'Etat ; élimination du clan Sayah, suivie d'évictions et de condamnations de ceux qui ont été le plus directement impliqués dans le coup de force du 26 janvier 1978 ; suppression du poste de procureur général de la République,

### LA LIBÉRALISATION ET LE CONTEXTE POLITIQUE DANS LA RÉGION

Face au danger persistant du mouvement de masse et de la tension avec le régime libyen, la tactique utilisée par l'impérialisme semble avoir trouvé un écho auprès des bourgeoisies algérienne et marocaine.

La Tunisie doit servir d'exemple et un processus analogue se dessine, quoique plus timide encore, en Algérie et au Maroc : celui d'alterner une répression insidieuse avec l'amorce d'une façade démocratique. La libération de Mohammed Ben Bella et Tahar Zbiri (2) ainsi que la libération des détenus des émeutes de Kabylie en Algérie, la libération de certains prisonniers politiques l'été dernier et le maintien du jeu de l'opposition dans le cadre du régime marocain, tout cela montre cette volonté de changement politique destinée à canaliser de larges secteurs du mouvement de contestation, dans le but d'œuvrer à la mise en place de nouvelles stratégies anti-ouvrières, d'un plan d'attaque contre le mouvement de masse en général.

Les difficultés rencontrées dans la restructuration de la bourgeoisie en Algérie, l'usure de l'assise de la monarchie alaouite au Maroc face aux coups de boutoir du Front POLISARIO et à la recrudescence des mouvements de grève, parallèlement à une dynamique de restructuration syndicale dans ces deux pays, expliquent la volonté des deux régimes d'accélérer le règlement de la question du Sahara occidental.

écartant du même coup celui qui a eu la haute main sur tous les procès politiques depuis 1956 et les condamnations à mort ; vellétés de s'attaquer aux pesanteurs bureaucratiques, etc.

Parallèlement, la mise sur pied d'une Commission nationale syndicale, les manœuvres autour de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), la répression de certains mouvements de lutte (aciéries d'El Fouledh et Chemins de fer SNCFT) ainsi que la dissolution de certaines sections de base, attestent des limites de cette « libéralisation ».

Par ailleurs, l'appui militaire de l'impérialisme français pour consolider d'Etat bourgeois est couplé à une aide économique dans le cadre de la préparation du VI<sup>e</sup> Plan, afin de donner au pouvoir les moyens de faire face au mouvement de masse et notamment à l'effervescence ouvrière.

dangers que représentent les tensions sociales intérieures.

De son côté, le régime algérien est en butte à une crise politique, sociale et économique sans précédent. Le secteur des hydrocarbures a certes pu lui donner une marge de manœuvre et une certaine autonomie face à l'impérialisme, mais il accentue en même temps sa dépendance par rapport au marché capitaliste mondial ; fonctionnant selon sa propre logique, drainant la plus grosse partie des investissements industriels, il renforce par là même le sous-développement des autres secteurs.

L'échec patent de la politique agricole et la perspective, aujourd'hui affirmée, de la privatisation des grandes sociétés nationales et l'attitude à prendre face aux mobilisations de masse ne peuvent qu'accroître les contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie.

Il s'agit aujourd'hui de parer au plus pressé : restructurer un Etat fort autour du FLN et du président Ben Jedid Chadli, afin de faire face à la radicalisation du mouvement de masse qui a permis l'émergence d'une nouvelle génération de militants syndicaux combattifs qui, à travers leur lutte contre la bureaucratie, posent le problème de la restructuration et de l'autonomie de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

L'exemple du 26 janvier 1978 est toujours présent à l'esprit, et l'affaire de Gafsa (3) devrait inciter les deux régimes à plus de sollicitude l'un envers l'autre.

La coopération avec la bourgeoisie tunisienne se situe surtout au niveau du renforcement des dispositifs répressifs au niveau des frontières, et par rapport aux opposants l'expulsion d'Algérie de Ben Salah et de Brahim Toubal (4).

1. Il s'agit de membres du parti bourgeois d'opposition dénommé Mouvement des démocrates socialistes.

2. Mohammed Ben Bella a été l'un des chefs de l'insurrection algérienne (1954). Détenue en France à partir de 1956 à la suite du détournement de l'avion marocain qui devait le conduire en Tunisie, il a été libéré au moment des accords d'Evian de 1962. Président du Conseil puis président de la République algérienne (1963), il fut renversé par le coup d'Etat dirigé par le colonel Boumediène en 1965. Maintenu au secret à partir de cette date, il n'a été libéré qu'en 1980.

Tahar Zbiri, ancien colonel de l'Armée nationale populaire, auteur d'une tentative avortée de coup d'Etat contre le président Houari Boumediène en 1967.

3. L'opération de Gafsa s'est déroulée le 27 janvier 1980. Lire à ce propos *Inprecor*, nu-

méro 70, du 21 février 1980. Déclaration commune du GMR tunisien et de la LCR française, « Halte aux interventions de l'impérialisme français ! » ; et numéro 71, du 6 mars 1980. Déclaration du GMR tunisien, « L'opération de Gafsa et ses conséquences sur la situation politique en Tunisie ».

4. Ben Salah, ancien ministre de l'Economie de Bourguiba, limogé en 1969, condamné à 10 ans de travaux forcés, évadé en 1973 ; fondateur du Mouvement d'unité populaire (MUP), formation social-démocrate liée à l'Internationale socialiste et au président autrichien Bruno Kreisky.

Brahim Toubal est un opposant nationaliste arabe au régime tunisien, qui a résidé de longues années en Algérie, jusqu'à ce que les relations entre les autorités algériennes et tunisiennes s'améliorent.

C'est face à ces dangers que les différents régimes du Maghreb optent aujourd'hui, même si c'est d'une façon différenciée, et avec l'aide de l'impérialisme,

pour un renforcement et une modernisation de l'appareil d'Etat, en même temps que pour un processus de « libéralisation » politique.

n'étaient que de 2 % au cours de la dernière décennie).

Entre les vœux pieux de la bourgeoisie tunisienne et la réalité effective

## POLITIQUE IMPÉRIALISTE ET CAPITAUX FINANCIERS ARABES

Les aspects importants de l'« aide » américaine se situent d'abord sur le plan militaire. Quoique moins importante et moins directe que celle de l'impérialisme français, elle n'en confirme pas moins le soutien actif au gouvernement en place afin de défendre la stabilité du régime.

Le projet du Congrès américain voit l'accroissement de l'aide militaire aux pays du Tiers Monde qui lui sont soumis : mis à part Israël et l'Égypte qui bénéficient d'une aide importante, la Tunisie bénéficiera, tout comme le Maroc, la Thaïlande et le Soudan, d'un accroissement de l'assistance militaire américaine, dont le total aux pays « les plus en besoin » est de l'ordre de 1,7 milliard de dollars.

Par le biais de l'« assistance technique », l'impérialisme maintient et renforce la présence de ses organismes, tel l'AID (5), dans les projets agricoles du nord-ouest de la Tunisie et le planning familial. L'octroi de crédits et de dons financiers par la Banque Mondiale est conçu comme un soutien direct au régime et au gouvernement en place.

Par ailleurs, l'aide militaire française et américaine, qui a commencé à s'affirmer depuis la préparation du coup de force du 26 janvier 1978, s'est pleinement renforcée lors de l'opération de Gafsa, et n'est que l'affirmation du « soutien total à la Tunisie et à son régime face à la menace de déstabilisation » (déclaration du Premier ministre français Raymond Barre lors de sa visite à Tunis le 25 octobre 1980). Elle confirme à la fois l'importance qu'accorde l'impérialisme français à la stabilité du régime tunisien, et son soutien à la politique d'« ouverture » prônée par le gouvernement de Mohammed Mzali.

Sur le plan économique, et mis à

part les nouveaux investissements accordés pour financer le VI<sup>e</sup> Plan (1981-1986), de nouvelles institutions mixtes sont créées : une banque d'investissements mixte (30 % de capitaux français, 30 % de capitaux arabes et 40 % de capitaux tunisiens), ainsi que des sociétés mixtes pour la pêche.

Quant aux pétro-dollars arabes, leurs investissements sont tournés vers l'infrastructure routière et surtout l'hôtellerie : création du complexe d'El Kantoui, projet de complexe intégré El Kahéna (coût 21 millions de dinars, avec financement à 80 % étranger et surtout arabe).

C'est surtout la création de banques arabo-tunisiennes, ainsi que d'importantes institutions financières, telles la fusion Confitour-SIAT dans la BDET, qui attestent des nouvelles velléités d'autonomie financière de la part de la bourgeoisie tunisienne. Cette dernière fusion, même si elle ne se réalise pas dans l'immédiat, constitue néanmoins une des perspectives concrètes que se donne la bourgeoisie tunisienne afin de jouer un rôle d'intermédiaire dans le « trilogue » franco-arabo-africain proposé par le président français Valéry Giscard d'Estaing.

L'impérialisme français, en misant sur la stabilité du régime tunisien et en la renforçant, pousse dans cette direction, afin d'orienter et d'encadrer les investissements des capitaux arabes en Afrique Noire.

D'autre part, face à la politique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et à la perspective de la diminution substantielle de la rente pétrolière, l'Etat tunisien mise sur le renforcement et la rationalisation du secteur touristique, afin d'accroître les investissements provenant de ce secteur (qui

La crise du système capitaliste mondial et les mesures protectionnistes de la Communauté économique européenne (CEE) poussent les bourgeoisies des pays du Maghreb à réviser les termes de la dépendance afin de contourner le problème en mettant en avant certains projets périphériques par rapport aux centres impérialistes.

Les difficultés d'exportation de certains produits et le manque de débouché sur le marché local trop étroit, poussent la bourgeoisie tunisienne et son homologue algérienne à opter pour la « coopération bilatérale », dans le but de diversifier les produits à exporter et d'affronter de cette manière, ensemble, les difficultés sur le marché européen. Cela suppose la création de sociétés mixtes et d'échanges industriels (dans la mécanique et l'industrie électrique par exemple).

Ce qui est réalisable aujourd'hui, et la bourgeoisie tunisienne devrait se tenir à l'évidence, c'est, avec l'apport des investissements arabes, de combler le déficit des sociétés nationales les plus importantes, telles El Fouledh, les Industries chimiques maghrébines (ICM), la SIAT, etc. Ce qui suppose en retour une rationalisation importante et une restructuration amenant une compression du personnel, mis en chômage technique ou au chômage tout court.

## « LIBÉRALISATION » ET AUSTERITÉ

Il faut ajouter à cela les sombres perspectives qu'offre le VI<sup>e</sup> Plan tant sur le plan économique que sur le problème de l'emploi, et les objectifs non atteints dans le cadre du Ve Plan ; la diminution (voulue ?) de la production pétrolière dans les années à venir et la recherche de palliatifs pour la rentrée de devises, toujours les mêmes : industries manufacturières et tourisme (cf. interview du ministre de l'Économie Azouz Lasram dans *La Presse* du 23 octobre) ; la diminution de la consommation d'énergie et de la consommation des ménages. Toutes ces conditions et ces mesures toucheraient directement les couches les plus défavorisées et surtout la classe ouvrière.

Ce à quoi il faut déjà s'attendre dans les prochains mois, c'est à une nouvelle flambée des prix touchant l'essence, le sucre (marché mondial) et d'autres produits de base, l'augmentation des prix des transports urbains et la réduction de l'intervention de la Caisse de compensation dans le maintien des tarifs des denrées de base.

C'est pour cela que le pouvoir mise avant tout — depuis 9 mois déjà avec l'accession de Mohammed Mzali à la tête du gouvernement — sur l'accélération de

Habib Bourguiba et Raymond Barre. (DR)



5. Agence internationale pour le développement nord-américaine (US-AID).

la remise en marche de la centrale ouvrière (UGTT) ainsi que de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET).

Car rien n'est plus dangereux pour un tel régime, qui aujourd'hui opte pour la façade démocratique, qu'un syndicat incapable d'endiguer et de dévoyer l'énergie combative des travailleurs.

### Le projet politique de la bourgeoisie

La politique d'« ouverture » n'est pas une simple politique conjoncturelle entreprise par le régime pour gagner du temps ; on peut la considérer comme une nouvelle tentative destinée à résoudre la crise du régime (6) du Parti socialiste destourien (PSD), apparue dès 1969, aggravée en 1977 et surtout après le 26 janvier 1978. Par cette politique, le régime tente de stabiliser et de consolider les bases pouvant assurer sa continuité. C'est ce que veut exprimer Mohammed Mzali lorsqu'il déclare : « La démocratie renforce le régime, et notre but est le renforcement du régime... » Le régime mettra toute son énergie pour réussir dans cette voie que l'on peut résumer comme suit :

1. — Changer les figures politiques du gouvernement et du parti, rechercher un second souffle. Ce qui a été accompli par l'élimination des responsables directs des massacres du 26 janvier 1978 et par le rappel d'éléments de l'opposition bourgeoise. Le pouvoir continue à accorder à son parti une importance énorme et il tente de le réactiver comme appareil politique dont la tâche est de faire passer sa politique parmi les masses, et d'apparaître comme un parti ouvert aux différentes classes. Cependant, malgré l'éloignement de Mohammed Sayah de la direction du parti, les milices de celui-ci n'ont pas été dissoutes (7). Le régime les a gardées, les a mis en veilleuses afin de les utiliser éventuellement à son secours. L'opération d'assainissement du PSD et sa structuration nouvelle est effectuée conformément à la nouvelle politique menée depuis avril 1980. Mongi Kooli a été désigné à la tête du parti comme nouveau directeur pour poursuivre cette politique au niveau des cellules et des comités de coordination, et pour la faire entériner au Congrès d'avril 1981.

2. — Restructurer l'UGTT et mettre en place une direction syndicale bénéficiant d'une relative influence auprès des travailleurs, mais partageant les choix du régime (soutenant la politique d'ouverture et acceptant — directement ou non — la tutelle du parti). Ce projet s'est imposé lorsque la Commission nationale syndicale (CNS) a été mise en place avec à sa tête un haut responsable du Parti socialiste destourien. Le but de cette CNS étant de récupérer d'anciens cadres de l'UGTT et de préparer un Congrès extraordinaire de l'UGTT sous son contrôle. Cependant, les congrès syndicaux préparatoires ont vu émerger, dans quelques secteurs importants, des syndicalistes indépendants refusant les directives de la CNS ou du Bureau exécutif de l'UGTT qui doit sortir du prochain Congrès.



Les événements du 26 janvier 1978 à Tunis. (DR)

3. — Quelques aménagements peuvent avoir lieu sur le plan politique général, comme, par exemple, permettre aux courants politiques qui soutiennent la politique d'« ouverture » une activité légale dans des partis reconnus, tout en contrôlant leur activité, ou bien autoriser la parution de nouveaux journaux tout en se réservant la possibilité de les interdire si le besoin s'en fait sentir.

Tout cela ne signifie pas que le pouvoir ait renoncé à utiliser la répression et qu'il laissera la classe ouvrière et les autres catégories sociales s'organiser impunément. Ainsi, en même temps qu'il pratique l'« ouverture », le pouvoir n'a pas dissout les corps de répression tels que les BOP (Brigades d'ordre public), la DST (Direction de la sécurité du territoire — police politique), mais il les a renforcés. De même, le renforcement de l'armée se poursuit avec l'aide de l'impérialisme. La réussite de cette politique n'est cependant pas assurée. Et si le pouvoir ne parvient pas à contenir les mobilisations de masse et à imposer son influence politique, il n'hésitera pas à mettre fin à celle politique, à limiter l'« ouverture » et à perpétuer de nouveaux massacres. La nature du régime n'a pas changé comme

voudraient le faire croire les organes officiels d'information. Cela impose à la classe ouvrière et à ses avant-gardes de ne pas tomber dans les illusions sur la « démocratie », de s'organiser et de préparer leurs forces pour faire face à toute éventualité.

### La situation de la classe ouvrière

Ni le coup de force du 26 janvier 1978 (destruction syndicale et massacre), ni l'atmosphère qui a régné autour de l'opération de Gafsa (répression, quadrillage, « union nationale »), n'ont pu entamer durablement la combativité ouvrière.

Au lendemain du coup de force du 26 janvier 1978, la classe ouvrière, du moins dans sa composante la plus radicale, a opposé une résistance sous toutes les formes : reprise du mouvement revendicatif avec de nouvelles formes de luttes ; contacts, réunions et structurations horizontales au niveau syndical ; refus général du syndicat fantôme et appel en faveur d'un Congrès extraordinaire démocratique...

Au lendemain de l'opération de Gafsa, faisant fi des balivernes sur l'« union nationale », les travailleurs de la SNT et

6. Le Destour est le parti politique issu du « Mouvement jeune-tunisien » qui réclamait une Constitution insistant sur l'émancipation du peuple tunisien et la fin du protectorat français. Après les émeutes de 1920 et 1921, ses dirigeants furent exilés et le parti s'affaiblit en même temps que de multiples conflits internes aboutissaient à la scission de 1934. De jeunes intellectuels occidentalisés favorables à un Etat laïque fondèrent alors le Néo-Destour tandis que les partisans de la restauration de la Tunisie traditionnelle, islamique et arabe, se regroupaient dans le Vieux-Destour.

S'appuyant sur les aspirations des masses à l'indépendance, le Néo-Destour mena avec plus de vigueur la lutte contre le colonialisme français. Fortement structuré, il s'implanta dans tout le pays et s'engagea dans l'action clandestine quand il fut mis hors-la-loi. En 1937 et 1938, diverses grèves et émeutes amenèrent l'incarcération de ses chefs. Autorisé en 1954 (gouvernement Mendès-France), le parti Néo-Destour

tour joua un rôle décisif dans l'instauration de la République tunisienne (1957) sous la direction de son chef Habib Bourguiba qui l'imposa rapidement comme le parti unique du nouvel Etat indépendant. Malgré des affrontements sanglants avec la France en 1961 au sujet de l'évacuation de la base militaire géante de Bizerte, le régime a maintenu d'excellentes relations avec l'ancienne puissance coloniale. Depuis 1964, le Néo-Destour possède la dénomination de Parti socialiste destourien (PSD), et son leader historique, Habib Bourguiba, s'est fait élire président de la République à vie en 1974.

La haute hiérarchie du PSD comprend le président (Habib Bourguiba), le secrétaire général (le Premier ministre en exercice), le directeur, puis les sous-directeurs.

7. Mohammed Sayad, ancien directeur du PSD, bien que limogé de ses hautes responsabilités à la tête du parti, reste ministre de l'Équipement.

de la SNCFT lançaient un avertissement au pouvoir en reprenant la lutte pour leurs propres revendications.

Aujourd'hui, avec la politique de « libéralisation » prônée par Mohammed Mzali, qui veut faire avaler la pilule aux travailleurs, la relance des mouvements de grève atteste de la combativité et de la détermination de larges secteurs de la classe ouvrière.

La plupart des revendications reprennent des thèmes déjà développés avant le 26 janvier 1978, et dont bon nombre d'acquis ont déjà été laminés par l'inflation et l'augmentation du coût de la vie (application des conventions collectives ; statuts ; augmentations salariales uniformes...) ; d'autres objectifs, eux, sont toujours maintenus : la restructuration syndicale et l'autonomie de l'UGTT par exemple.

Autour de ce combat, des luttes contre les licenciements et pour la réintégration des syndicalistes, ainsi que la dénonciation des agissements des sbires du parti, se développent.

La politique d'« ouverture » a été accueillie par les travailleurs par une grande vague de grèves — sans précédent depuis le 26 janvier 1978 — pour réclamer l'amélioration de leurs conditions de vie. Ces grèves ont débuté en mars 1980 et se sont poursuivies jusqu'en novembre 1980 ; elles ont touché d'importants secteurs et entreprises comme la Société nationale des transports tunisiens (SNT), les Chemins de fer (SNCFT), la Pharmacie Centrale, la Société tunisienne d'industrie automobile, le Confort, le Gaz et l'Électricité, El Fouledh (complexe sidérurgique), etc. Ces grèves ont été caractérisées par leur dureté et par la combativité des travailleurs : à la Pharmacie Centrale la grève a duré 12 jours, au Confort plus d'un mois, à la Société tunisienne d'Électricité et de Gaz 4 jours...

Les travailleurs ont parfois réussi à obtenir quelques succès. Mais le pouvoir — à partir de juin 1980 — a durci sa position par rapport aux grèves et a donné des instructions aux directions des entrepri-

ses pour les inciter à refuser de négocier avec les représentants des travailleurs et à exercer la répression. Au cours de ces luttes, sont apparues de nouvelles formes d'organisation, en particulier la mise en place de comités de travailleurs ou de comité de grèves dans plusieurs usines et établissements, sous le contrôle des travailleurs. Ce phénomène revêt une importance extrêmement grande, dans la mesure où il exprime l'apparition d'avant-gardes nouvelles par rapport à celles apparues avant le 26 janvier 1978. Ces nouvelles avant-gardes, malgré le spontanéisme qui est le leur et leurs limites politiques, sont appelées à jouer un rôle important dans les luttes à venir.

Ces grèves ont fourni la preuve indiscutable du degré de vitalité des mouvements des travailleurs, de leur radicalisation et de leur combativité. Cette combativité que les massacre et la répression du 26 janvier 1978 n'ont pas réussi à détruire et qui réapparaît après une relative accalmie de près de deux ans. Et, si ces grèves ont relativement échoué au cours des quatre mois allant de novembre 1980 à février 1981, cela est dû à l'expectative qui prévaut dans le cadre de la préparation des congrès syndicaux. Dans leur majorité, les travailleurs ont bien accueilli l'élimination de Tijani Abid (le secrétaire général imposé à la tête de l'UGTT après le coup de force de janvier 1978) et ont perçu la préparation du Congrès extraordinaire comme une occasion de reprendre en main leur organisation dévoyée, avec la préoccupation de l'utiliser dans leurs luttes quotidiennes ; et cela, malgré la manière dont s'est constituée la CNS, malgré son lien avec le PSD et ses pratiques bureaucratiques. Cela a été confirmé clairement par la vague d'adhésions à l'UGTT de dizaines de milliers de travailleurs manuels et intellectuels, et par leur participation aux congrès syndicaux de base.

Cette participation ne signifie pas un appui aux orientations de la CNS. Car, malgré les manœuvres de cette CNS et les provocations du pouvoir, les travailleurs

ont réussi dans de nombreux secteurs, usines et régions, à imposer leurs propres représentants dans les élections syndicales. Les résultats de ces élections montrent que d'importants secteurs ont échappé au contrôle direct de la CNS. Cette situation, sans menacer directement le succès prévisible de cette dernière lors du prochain Congrès de l'UGTT, exprime cependant son relatif échec à accomplir sa mission.

#### La dernière crise et les perspectives de la politique d'ouverture

D'importantes grèves se sont déclenchées au cours de la dernière période. Dans la Société nationale des transports (SNT), malgré les appels de la CNS et ceux de la direction de la Fédération de transports (connue pour sa fidélité à Habib Achour et élue presque à l'unanimité des travailleurs), la grève s'est poursuivie durant 6 jours, ce qui se produit pour la première fois à Tunis. Cela montre le degré atteint par le mécontentement des travailleurs des transports face à la dégradation de leur pouvoir d'achat et face aux promesses non tenues depuis un an.

Il en fut de même lors des grèves des cheminots (SNCFT), bien que les directions régionales du syndicat (alignées sur la CNS) aient réussi dès le troisième jour à porter un coup d'arrêt à la grève, en organisant une grande assemblée générale où fut fixé un délai pour la satisfaction des revendications...

Ces mouvements revendicatifs se sont accompagnés d'une vague de grèves et de manifestations dans les lycées à partir du mois de janvier 1981. Ces mouvements lycéens exprimaient l'échec de la politique d'éducation et le refus par la jeunesse de l'avenir que lui prépare le pouvoir. Les mots d'ordre des manifestations lycéennes demandaient des débouchés conformes aux spécialités étudiées, un syndicat indépendant et dénonçaient la répression. Ces manifestations ont pris rapidement un caractère ouvertement hostile au pouvoir ; celui-ci a répondu par les BOP et les exclusions des écoles et aussi par quelques concessions partielles.

Malheureusement, l'absence de perspectives politiques et organisationnelles du mouvement lycéen, et la léthargie que connaît encore le mouvement étudiant, font que le pouvoir pourra sans doute surmonter cet obstacle malgré les difficultés.

La conjonction des luttes ouvrières et lycéennes a créé la première crise grave du gouvernement Mohammed Mzali et pose plusieurs questions sur l'avenir de la politique d'« ouverture ». Quelle sera la position du pouvoir face à l'aggravation de la situation sociale ? La dernière crise a en effet mis le pouvoir devant le choix suivant :

- ou bien le recours à quelques concessions pour contenir le mouvement de masse, accompagnées d'une répression des éléments radicalisés ;
- ou bien l'application d'une politique violemment répressive face au dé-

La répression à Tunis le 26 janvier 1978. (DR)



veloppement de tout mouvement de masse ; ce qui signifierait renoncer à poursuivre la politique d'« ouverture » et la remplacer par une politique fondée sur la répression directe et généralisée.

Le premier choix est le plus probable aujourd'hui, malgré les obstacles, les difficultés et dangers qu'il comporte pour les autorités. Le pouvoir s'engage actuellement dans cette voie. Ainsi, il a décidé une augmentation des salaires, il s'emploie à organiser la tenue du Congrès de son parti, il essaie de se présenter comme une force politique renouvelée en récupérant des éléments de l'opposition bourgeoise et de la bureaucratie syndicale. Dans le même temps, il a fait des pressions sur la CNS pour qu'elle se hâte de tenir, elle aussi, le Congrès de l'UGTT. Cela d'autant que l'absence d'une direction syndicale au plein sens du terme à l'heure actuelle, ne peut que favoriser les actions ouvrières.

Toutefois, si la politique d'« ouverture » ne réussit pas à court ou à moyen terme à consolider les bases du régime et à garantir une paix sociale relative, il ne fait pas de doute que la bourgeoisie tunisienne l'abandonnera et tombera son masque « démocratique » pour adopter une politique de répression directe et générale, comme elle l'a fait par le passé.

#### L'orientation politique des marxistes révolutionnaires en Tunisie

Face aux changements intervenus sur la scène politique tunisienne, il revient aux marxistes révolutionnaires de fixer clairement les tâches qui s'imposent afin de pouvoir influencer sur les événements et montrer la voie aux travailleurs. En effet, sans analyse détaillée de la situation, il existe un risque sérieux de se heurter à l'un des écueils suivants :

— le premier est de ne pas comprendre les nouveaux développements politiques et de continuer à brandir les mêmes slogans que par le passé comme si rien ne s'était passé ;

— le deuxième est de tomber dans le piège de la politique d'« ouverture » sans être capable d'avancer une alternative politique de classe.

Le problème qui se pose à la classe ouvrière tunisienne dans ce contexte est celui de se saisir des libertés partielles qu'elle peut obtenir pour s'organiser sur le plan syndical et politique, afin d'élever son degré de conscience de classe et de préparer ses forces pour les luttes à venir. Ce qui signifie agir dans les directions suivantes :

1. — Lutter pour la satisfaction des revendications ouvrières, pour l'augmentation des salaires ; pour l'échelle mobile ; contre les licenciements et pour imposer le contrôle des travailleurs sur les usines et les établissements.

2. — Continuer la lutte pour l'indépendance de l'UGTT et sa démocratie interne en insistant sur la nécessité de cons-

truire une tendance syndicale de « lutte de classes » et anti-bureaucratique.

3. — Poursuivre la lutte pour les libertés démocratiques.

Cependant, ces axes sont insuffisants. Face au regroupement des différents secteurs de la bourgeoisie autour de la politique d'« ouverture » et à leur tentative d'entraîner les travailleurs à leur suite, il s'agit d'élaborer une riposte de classe qui fasse apparaître la classe ouvrière comme une force indépendante sur le terrain politique. Les luttes et les expériences de la classe ouvrière tunisienne depuis 1977, tout comme les caractéristiques particulières de la situation politique actuelle, fondent la nécessité de mettre à l'ordre du jour le mot d'ordre « *Construction du parti des travailleurs* ».

« MAL AMAL »

Journal du Groupe marxiste  
révolutionnaire tunisien (GMR-t)  
28 mars 1981.

PS : Au dernier Congrès du Parti socialiste destourien (PSD), tenu le 10 avril 1981, le pouvoir a annoncé son acceptation conditionnelle du multipartisme, il a même envisagé la dissolution du Parlement et l'organisation d'élections législatives (prévues depuis un certain temps déjà).

Ces mesures viennent confirmer que le pouvoir est à l'heure actuelle décidé à poursuivre la politique d'« ouverture », malgré la crise qu'il a connu en février 1981, ainsi que les marxistes révolutionnaires tunisiens l'avaient prévu dans leur analyse de la situation politique.

Les dernières décisions concernant

le pluralisme sont assorties de conditions en contradiction avec le respect des libertés démocratiques les plus élémentaires (obligation de reconnaître la légitimité du régime de Bourguiba et du Néo-Destour, absence de liens idéologiques avec l'« extérieur »). Ces conditions privent les courants ouvriers et marxistes de leurs droits à l'organisation politique légale.

La réponse des marxistes révolutionnaires tunisiens à ces mesures est la dénonciation des conditions posées par le régime et la lutte pour imposer la reconnaissance de tous les courants politiques sans limitation ni condition.

Au moment même où les diverses composantes de l'opposition bourgeoise obtiennent le droit à l'organisation politique, les marxistes révolutionnaires considèrent que le mot d'ordre de « *Construction du parti des travailleurs !* » revêt une importance extrêmement grande, qu'il faut le construire rapidement et qu'il faut mobiliser toutes les énergies dans cette perspective pour permettre à la classe ouvrière de s'imposer sur le terrain politique.

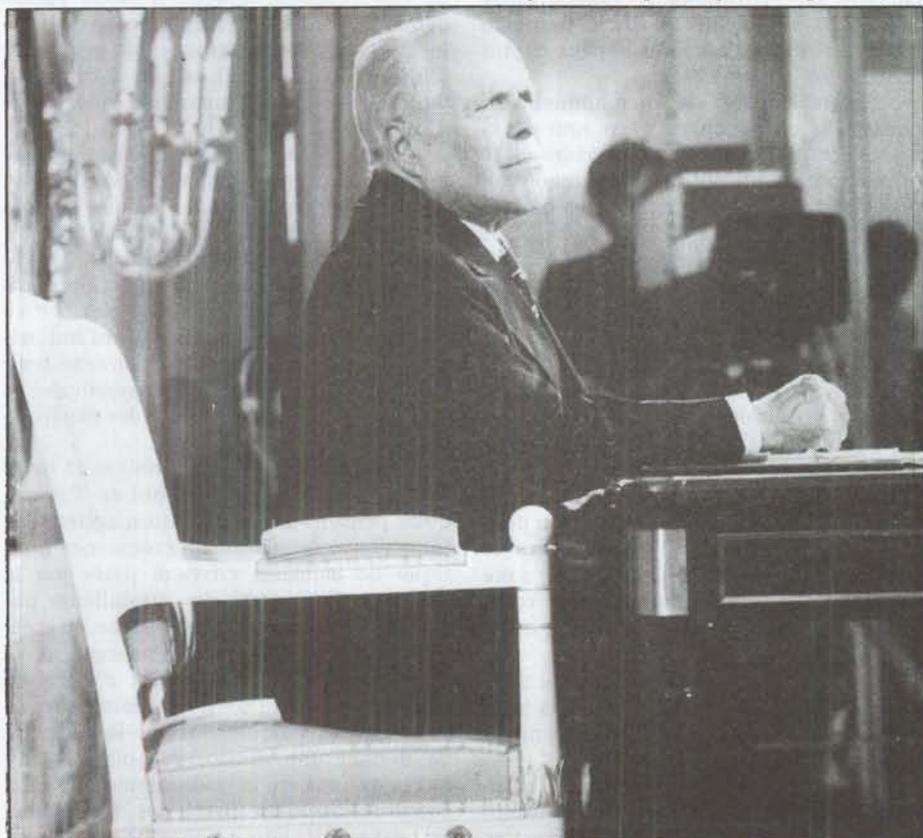
Quant aux élections législatives, elles doivent être l'occasion de mener la bataille autour des axes suivants :

1. — Refus du cadre tracé par le régime pour ces élections et l'appel à des élections libres à une Assemblée constituante.

2. — Présentation d'une liste ouvrière indépendante qui soit un point de départ pour la construction du parti des travailleurs. ■

GMR-t  
6 avril 1981.

Quelle relève pour l'après-Bourguiba ? (DR)



# La nécessité de construire le parti des travailleurs

Un article de «Mal Amal»

La question syndicale revêt une très grande importance en Tunisie. Depuis l'époque de sa création, l'UGTT a joué un rôle important dans la lutte de libération nationale, et elle a participé de manière déterminante à la lutte contre le colonialisme français.

Dès 1956 pourtant, le parti au pouvoir, le Néo-Destour, a cherché à lui imposer sa loi et à la caporaliser, à tel point qu'elle a fini par perdre, au cours de la deuxième moitié des années 1960, l'audience de masse dont elle jouissait auparavant et qu'elle s'est trouvée pratiquement dépouillée de tout caractère syndical.

Mais, à partir du début des années 1970, l'augmentation du nombre de travailleurs dans les entreprises, la montée des luttes ouvrières et la prolongation de la crise du régime apparue en 1969, vont permettre à l'UGTT de reconstituer progressivement ses forces, et d'apparaître comme une organisation de masse capable de regrouper les forces ouvrières et d'organiser en son sein des centaines de milliers de travailleurs. Cette période a été caractérisée par une vague de radicalisation ouvrière couronnée en 1977 par un large mouvement de grèves qui a débouché sur un affrontement violent entre l'UGTT et le pouvoir et sur la première grève générale qu'a connu le pays depuis 1956, le 26 janvier 1978.

Malgré le coup de force auquel s'est heurtée la classe ouvrière ce jour-là, la lutte s'est poursuivie dans le cadre de la « résistance syndicale ». Après une accalmie relative, d'importantes grèves ont été déclenchées au cours de l'année 1980, et les travailleurs n'ont jamais cessé de lutter pour se réapproprier leur organisation syndicale dévoyée et contrôlée depuis le 26 janvier 1978.

La radicalisation continue des luttes ouvrières, la vitalité et le haut niveau de l'activité syndicale — avant comme après le 26 janvier 1978 —, ne s'est pas exprimée au plan politique. Tout au long de cette période, la classe ouvrière n'a pas été en mesure de traduire sur le plan politique sa combativité en termes de conscience et d'organisation. Et elle a été incapable d'apparaître comme une force indépendante des forces politiques bourgeoises.

Ce décalage entre le haut niveau de la lutte syndicale et le bas niveau de la lutte politique de la classe ouvrière s'est manifesté à de nombreuses occasions.

En janvier 1978, l'affrontement entre les travailleurs et le pouvoir était essentiellement un affrontement politique. Cet

affrontement s'est polarisé autour de la question de l'indépendance de l'UGTT. L'offensive répressive à laquelle s'est heurté le syndicat a montré clairement les limites de l'organisation syndicale et de sa direction, et son incapacité à préparer la classe ouvrière à l'affrontement qui était prévisible avec les forces de répression. La direction syndicale n'a même pas songé un seul instant à préparer les travailleurs à faire face au complot que le pouvoir tramait, elle s'est trouvée dépassée par les événements. Les différentes expériences de lutte et les multiples formes de l'activité syndicale n'ont pas permis l'émergence d'une alternative politique capable d'offrir des perspectives à la classe ouvrière et de l'armer pour la poursuite de la lutte malgré la répression dont elle est la cible.

Aujourd'hui, le pouvoir a entrepris de mettre en œuvre une nouvelle politique, la politique dite d'« ouverture ». Le mouvement syndical a été incapable d'affronter cette nouvelle politique de manière claire et dans l'unité, et il a laissé l'initiative politique au pouvoir qui est parvenu à semer des illusions sur la « démocratie » et l'« ouverture ». Le pouvoir a réussi à remettre en cause le principal acquis de ces dernières années, à savoir l'indépendance de l'UGTT, en imposant à la tête du syndicat un responsable provisoire (Noureddine Hached) issu de la direction du PSD et n'ayant aucun lien avec le syndicalisme.

Dans cette situation, la classe ouvrière semble frappée d'apathie politique et se trouve engagée dans la logique du soutien à telle ou telle fraction de la bourgeoisie (Mzali, Belkhoja, Mestiri). Elle s'avère incapable de présenter une alternative ouvrière à la politique d'« ouverture ».

Il est par conséquent aujourd'hui nécessaire de rechercher un débouché politique aux luttes ouvrières et syndicales et de traduire au plan politique les expériences de ces dernières années.

En partant de cette analyse et de la réalité des classes aujourd'hui en Tunisie, nous pensons que la solution appropriée pour élever le niveau de conscience politique de la classe ouvrière passe par la création d'un parti des travailleurs qui soit un parti de classe, de masse et indépendant de toute influence bourgeoise.

Le fait d'avancer le mot d'ordre de construction d'un parti des travailleurs ne s'appuie pas uniquement sur la nécessité de donner une dimension politique aux luttes qui ont été menées depuis 1977. La construction d'un parti des travailleurs est, dans la situation politique actuelle en

Tunisie, la meilleure réponse à la politique d'« ouverture ». Nous avons indiqué en de nombreuses occasions que « l'ouverture ne correspond nullement aux libertés démocratiques pour lesquelles nous luttons et (qu')elle n'a changé en rien la nature du pouvoir. » Cela étant dit, il faut profiter de toutes les occasions et de toutes les possibilités qui peuvent se présenter pour permettre aux travailleurs de s'organiser et d'élever leur niveau de conscience tant syndicale que politique.

Déjà, sur le plan syndical, après la mise sur pied de la Commission nationale syndicale (CNS), on a pu voir des dizaines de milliers de travailleurs adhérer à l'UGTT et participer activement aux divers congrès syndicaux. Il est nécessaire que cette dynamique se poursuive sur le plan politique avec la construction d'un parti de travailleurs, de classe et de masse.

## NATURE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

Le parti des travailleurs dont nous proposons aujourd'hui la construction en Tunisie ne peut, dans les conditions actuelles, être un parti révolutionnaire. Mais il ne doit pas être un parti réformiste.

Ce parti des travailleurs ne peut pas être un parti révolutionnaire, car de larges secteurs de la classe ouvrière ne sont pas encore convaincus de la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le régime capitaliste bourgeois, ni de la nécessité de s'organiser dans les rangs d'un parti ouvrier révolutionnaire dont le but est la destruction du capitalisme. Aujourd'hui, la classe ouvrière est organisée essentiellement dans les syndicats et non dans les organisations révolutionnaires. Même ses éléments les plus avancés en sont parfois seulement à un niveau de conscience syndicale. Il ne sert à rien de nier cette évidence et de sauter par dessus le niveau de conscience atteint par la classe ouvrière.

Dans la situation actuelle, alors que le mot d'ordre de construction du parti révolutionnaire ne touche que les cercles restreints des groupes révolutionnaires, il faut trouver les médiations nécessaires pour faire avancer le niveau de conscience politique et d'organisation des travailleurs. Le mot d'ordre de parti des travailleurs part de la réalité des luttes, de la trame des expériences et du niveau de conscience atteint aujourd'hui par la classe ouvrière.

Cette perspective ne signifie en rien qu'il faille renoncer à la construction du parti révolutionnaire et se laisser aller sur

la pente glissante du réformisme. Bien au contraire, la construction d'un parti des travailleurs peut être une médiation vers la constitution d'une avant-garde ouvrière révolutionnaire. C'est pour cela qu'il faut insister sur la fonction transitoire d'un tel mot d'ordre, que nous avançons dans les conditions qui sont aujourd'hui celles de la lutte des classes en Tunisie, et qui ne peut être avancé en tout lieu et en tout temps.

Cependant, si l'idée de la création d'un parti des travailleurs trouve un écho auprès de secteurs importants de la classe ouvrière, ce parti verra le jour dans un environnement politique où des forces bourgeoises ne manqueraient pas d'essayer de le dominer et de faire avorter toutes ses potentialités de transformation en parti révolutionnaire. C'est pour cela que le mot d'ordre de parti des travailleurs ne doit pas être avancé seul, mais accompagné d'autres mots d'ordre visant à stopper net toute tentative de marquer ce parti d'une empreinte réformiste.

— Ce parti doit être construit sur une base de classe et de masse ; il doit s'appuyer dans l'action sur les larges masses travailleuses.

— Le parti des travailleurs doit être jaloux de son indépendance et refuser toute mainmise de la part des forces bourgeoises, qu'elles appartiennent au pouvoir ou à l'opposition.

— Le programme de ce parti doit être le plus avancé possible et reprendre les revendications ouvrières les plus radicales.

— Le parti des travailleurs doit respecter en son sein la démocratie ouvrière et permettre aux courants qui le composent d'exprimer leurs positions en toute liberté ; il doit s'opposer à toutes les pratiques bureaucratiques.

Bien entendu, avancer aujourd'hui l'idée de construire un parti des travailleurs ne signifie pas participer à la mise sur pied d'un parti réformiste qui serait un obstacle à la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

L'évolution du parti des travailleurs et sa transformation possible en parti révolutionnaire dépendent dans une grande mesure des facteurs suivants :

— Le premier facteur réside dans le niveau d'activité et de lutte des travailleurs, et dans leur détermination à construire et à soutenir un tel parti ; les dangers réformistes qui le guettent seront d'autant plus faibles que la mobilisation ouvrière sera importante.

— L'intervention des militants révolutionnaires dans cette organisation sera déterminante ; s'ils participent efficacement à la construction d'un tel parti, en avançant à chaque étape de la lutte les mots d'ordre adéquats, leur audience au sein de larges secteurs de la classe ouvrière s'élargira, permettant la transformation de ce parti, soit partiellement soit peut-être dans sa totalité, en parti révolutionnaire.

Il faut rappeler à cet égard que Habib Achour avait proposé, à la fin de 1977, la



construction d'un parti ouvrier avec l'aide de certaines fractions de la bourgeoisie. A l'époque, la majorité des composantes de la gauche révolutionnaire avait rejeté cette idée en affirmant son refus de participer à un parti réformiste. Cette position était une erreur. Il aurait fallu soutenir cette idée de construction d'un parti ouvrier, tout en insistant sur la nécessité de l'indépendance à l'égard de l'opposition bourgeoise. La bonne réponse était : « *Oui au parti ouvrier, mais sans participation de forces bourgeoises !* »

## COMMENT CONSTRUIRE LE PARTI DES TRAVAILLEURS

La question du parti des travailleurs en est encore au stade du débat entre les militants politiques et syndicaux, et il est évident que la création d'un tel parti ne pourra pas se faire à partir d'une simple décision proclamatoire.

La construction d'un parti des travailleurs de classe et de masse ne peut être envisagée qu'avec la participation active des militants syndicalistes et en relation directe avec les luttes des travailleurs.

Mais il n'est pas nécessaire que ce

projet soit préalablement adopté par la direction du syndicat UGTT, il suffit que cette initiative soit reprise par quelques secteurs syndicaux relativement importants.

Nous en sommes aujourd'hui aux discussions préliminaires sur cette initiative que nous proposons. Les militants révolutionnaires et l'avant-garde syndicale doivent en discuter. En avançant cette perspective, nous rappelons que les événements qui se déroulent à un rythme effréné nous imposent de prendre à bras-le-corps ce débat dès à présent et de travailler à l'élaboration d'une plate-forme qui trace les grandes lignes de la construction du parti des travailleurs.

C'est là la seule solution qui permettra à la classe ouvrière d'affronter la situation complexe que nous vivons aujourd'hui et d'avancer une alternative de classe à la politique d'« ouverture » de la bourgeoisie.

« MAL-AMAL »  
Journal du GMR-t  
numéro 1, mars avril 1981.  
Traduit de l'arabe.



**Achetez !**

REVOLUTION SOCIALISTE ARABE

Bulletin des marxistes révolutionnaires de la région arabe en France. Abonnement : 30 FF. Pour tout contact et toute correspondance : « RSA », 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

# Le Congrès extraordinaire de l'UGTT

## Une nouvelle tentative d'intégration de l'UGTT par le régime du Destour

Nabil SAID

Le Congrès de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT) qui s'est tenu à Gafsa les 29 et 30 avril 1981 aurait été caractérisé — selon la presse internationale (*le Monde, Jeune Afrique*) — par le caractère démocratique de ses travaux et par l'affirmation « avec éclat » de l'indépendance de la nouvelle direction qui en est issue. En fait, la réalité est tout autre, et l'événement marquant de ce Congrès a été incontestablement le geste spectaculaire d'environ un tiers des

congressistes qui se sont retirés pour marquer leur opposition aux ingérences flagrantes du pouvoir dans les affaires de leur organisation syndicale, et protester contre l'exclusive dont continue à être frappé Habib Achour (1), dont la candidature au Bureau exécutif (BE) a été refusée sur ordre de Bourguiba.

Cet événement traduit les profondes mutations qu'a connues l'UGTT depuis quelques années, et la résistance d'un large secteur du mouvement syndical au projet de recomposition et d'intégration syndicale envisagé par le pouvoir.

### CREATION DE LA COMMISSION NATIONALE SYNDICALE

Le Congrès extraordinaire de l'UGTT devait, dans l'esprit du pouvoir et de la Commission nationale syndicale (CNS) qui l'a organisé, être le couronnement du processus de règlement à la « crise syndicale » issue des affrontements de janvier 1978. On se rappelle en effet qu'à la suite de la grève générale décrétée par l'UGTT le 26 janvier 1978, une grande vague de répression s'est abattue sur le mouvement syndical tunisien : plusieurs centaines de morts, des milliers d'arrestations, la torture utilisée massivement, plusieurs procès dont le plus important a été celui qui s'est tenu devant la Cour de Sécurité de l'Etat à la fin septembre 1978, au cours duquel les principaux dirigeants de l'UGTT ont été condamnés à des peines de prison variant de 5 à 10 ans.

Entre-temps, le pouvoir a mis à la tête de l'UGTT une nouvelle direction qui lui était totalement inféodée, en espérant qu'elle serait finalement, bon gré mal gré, acceptée par les travailleurs. Mais un large mouvement de résistance syndicale s'est organisé en Tunisie, et un vaste mouvement de solidarité s'est développé à l'échelle internationale, contribuant à isoler totalement la direction fantoche et à faire échouer les plans du pouvoir en matière de normalisation syndicale.

Deux ans après, et dans le cadre de la nouvelle politique d'« ouverture démocratique » entamée par le gouvernement Mohammed Mzali à partir d'avril 1980, le pouvoir a fini par reconnaître que la direction qu'il avait imposée à la tête de l'UGTT ne représentait pas les travailleurs, et il a pris contact avec la direction écartée le 26 janvier 1978 en vue de trouver une solution à la « crise syndicale », mais en posant un certain nombre de conditions visant à lui permettre de gar-

der le contrôle de la dynamique de la réorganisation syndicale.

Après plusieurs mois de contacts officieux et de négociations au cours desquels le pouvoir a successivement soufflé le chaud et le froid, la majorité de la direction écartée le 26 janvier 1978 a accepté de participer à la formation d'une Commission nationale syndicale (CNS) chargée de préparer un Congrès extraordinaire de l'UGTT, appelé à trancher définitivement la question de la représentation syndicale. Trois membres du Bureau exécutif (BE), dont le secrétaire général Habib Achour, et la majorité des membres de la Commission administrative (CA), ont refusé de cautionner cet accord, en fondant leur attitude sur la fameuse motion de la CA adoptée à l'unanimité le 21 septembre 1980 et qui pose un certain nombre de conditions préalables avant de participer au processus menant au Congrès extraordinaire. Les quatre conditions étaient les suivantes :

- Levée de l'exclusive à l'égard des responsables syndicaux condamnés après le 26 janvier 1978 ;
- Libération totale des responsables syndicaux encore soumis au régime de la résidence surveillée ;
- Réintégration de tous les ouvriers licenciés après le 26 janvier 1978 pour leurs activités syndicales ;
- Annulation de toutes les poursuites judiciaires à l'égard des syndicalistes.

C'est le 1er octobre 1980 qu'est annoncée officiellement la formation de la Commission nationale syndicale (CNS), présidée par Noureddine Hached, directeur-adjoint du PSD et fils de Farhat Hached, le fondateur de l'UGTT. Elle est

composée de 9 membres du Bureau exécutif écarté en janvier 1978, de 7 membres du Bureau exécutif fantoche, et de deux anciens syndicalistes. Sa mission est de procéder au renouvellement des instances de tous les syndicats de base, des fédérations et des unions régionales, et de préparer le Congrès extraordinaire de l'UGTT.

### POURQUOI LA CNS ?

La situation de crise sociale et politique que connaît le pays, la flambée des grèves ouvrières du printemps et de l'été 1980, ont fait la démonstration de l'isolement total de la direction imposée à la tête de l'UGTT, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Tunisie, et de son incapacité totale à contenir et à canaliser les mouvements des travailleurs. C'est ce qui a convaincu définitivement le pouvoir d'envisager son remplacement et de négocier le retour à la tête de l'UGTT de la direction écartée le 26 janvier 1978. Mais, pour garder le contrôle du processus de recomposition syndicale, il a posé trois conditions essentielles.

Il fallait d'abord que la future direction de l'UGTT cautionne les grandes orientations du régime, soutienne sa politique d'« ouverture » et accepte d'être contrôlée par le parti au pouvoir, le PSD, tout en maintenant une apparente indépendance. Le pouvoir espérait réussir ainsi une grande opération politique, en faisant croire qu'il reconnaissait l'indépendance de l'UGTT tout en continuant à influencer directement sur ses décisions et ses orientations.

Tirant le bilan de l'échec des rapports organiques qui liaient l'UGTT au Néo-Destour auparavant (le secrétaire général de l'UGTT était membre du BP du PSD), c'est incontestablement une nouvelle forme d'intégration de l'UGTT qu'il essaie de mettre en œuvre. Une intégration moins voyante mais tout aussi réelle. Dans le cadre de ce projet, la direction de l'UGTT pourrait disposer d'une certaine marge de manœuvre, d'une autonomie re-

1. Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT de 1963 à 1965, puis à partir de 1970. Arrêté à la suite de la grève générale du 26 janvier 1978, condamné à 10 ans de travaux forcés en octobre 1978, mis en liberté conditionnelle le 3 août 1979, mais maintenu depuis en résidence surveillée. Il reste aujourd'hui le seul dirigeant syndical à ne pas avoir retrouvé sa liberté et à ne pas avoir été réintégré dans ses droits.

lative, mais elle est néanmoins appelée à être le relais de la politique sociale du pouvoir.

Cette condition a été d'autant plus facilement acceptée que, d'une part les responsables les plus directement impliqués dans les massacres du 26 janvier 1978 ont été écartés et que l'aile « libérale » est revenue au pouvoir, que d'autre part la majorité du Bureau exécutif estime que la politique offensive menée par l'UGTT en 1977 était une erreur à ne pas reproduire.

D'ailleurs, dès sa formation, la CNS a montré ce dont elle était capable : elle a contribué à briser la grève des cheminots de Sfax en octobre 1980, celle des travailleurs de l'aciérie El Fouledh en novembre, puis celle de la Société nationale des transports et des cheminots de Tunis au début mars 1981. Elle a soutenu sans réserve et sans la moindre critique toutes les mesures sociales décrétées par le gouvernement Mohammed Mzali au cours de ces derniers mois.

La deuxième condition concernait la récupération de la grande majorité des cadres syndicaux ayant collaboré avec la direction fantoche, qui sont directement contrôlés par le pouvoir et qui peuvent continuer à lui rendre des services. La re-composition d'un appareil syndical solide — condition indispensable à toute re-composition contrôlée de l'UGTT —, rendait nécessaire la prolongation du service de ces bureaucrates qui ont trahi ouvertement le mouvement syndical le 26 janvier 1978. Cette condition n'a pas été, elle non plus, difficile à obtenir, et on a vu les fantoches et les « légitimes » de la CNS collaborer ouvertement et étroitement.

Enfin, la troisième et dernière condition concernait Habib Achour. Le pouvoir s'est refusé à envisager le retour de Habib Achour à la tête de l'UGTT, non en raison d'un prétendu conflit personnel entre lui et Habib Bourguiba, mais fondamentalement pour des raisons politiques. Avec Habib Achour à sa tête, l'UGTT pourrait redevenir une grande force politique, concurrencer dangereusement le PSD et se présenter comme une alternative crédible au pouvoir actuel. C'est ce qui explique l'acharnement du pouvoir contre cet homme qui est bien loin d'être un révolutionnaire. L'exclusive contre Habib Achour a été difficile à faire accepter à ses anciens lieutenants, en raison de l'autorité que celui-ci continue à garder au sein du mouvement syndical.

#### DE NOUVEAUX CLIVAGES DANS L'UGTT

La CNS a été constituée, on l'a vu, avec la participation active de la majorité du Bureau exécutif issu du XIVe Congrès de l'UGTT de mars 1977, sans que les conditions préalables définies dans la motion du 21 septembre 1980, et adoptées à l'unanimité, aient été réalisées dans leur intégralité. Cette situation a entraîné l'apparition de nouveaux clivages au sein du mouvement syndical.

Après le 26 janvier 1978, la principale ligne de clivage séparait tous ceux qui

s'étaient opposés au coup de force, regroupés dans les « structures syndicales légitimes », et les fantoches qui collaboraient ouvertement avec le pouvoir. Après octobre 1980, le mouvement syndical va se polariser entre les partisans et les adversaires de la CNS, entre ceux qui acceptent le compromis proposé par le pouvoir et ceux qui estiment qu'il était possible de faire plus.

Dans le camp des adversaires de la CNS, on retrouve la gauche syndicale avec ses différentes composantes ; cette gauche est parvenue à conquérir un certain nombre de positions à travers le rôle qu'elle a joué dans la « résistance syndicale » au coup de force du 26 janvier 1978. Mais le gros des troupes est représenté par le courant syndical regroupé autour de Habib Achour, lequel a été exclu de la solution de la crise syndicale concoctée par le pouvoir. Ce courant est lui-même très hétérogène, allant de certains bureaucrates syndicaux tentés en permanence par le ralliement à la CNS, à des éléments radicalisés très fortement influencés par la gauche syndicale. L'opposition à la CNS est pratiquement majoritaire dans les grandes villes (Tunis, Sousse et Sfax), et dans les

branches professionnelles où l'activité syndicale est la plus avancée.

Dans le camp des partisans de la CNS, on retrouve, en plus des anciens collaborateurs de la direction fantoche ralliés en masse à la CNS, les cadres syndicaux les moins avancés, ce qu'on peut appeler l'« aile droite » des « structures légitimes ». Le courant favorable à la CNS est majoritaire à l'intérieur du pays dans les zones rurales, là où le contrôle du PSD est le plus fort, et dans certaines fédérations.

Le conflit qui a traversé les « structures légitimes » à la suite de la mise en place de la CNS n'était pas un conflit conjoncturel, puisque, loin de s'atténuer au fil des mois, il n'a fait que s'aggraver, contribuant ainsi à une cristallisation des positions des deux camps et à une bipolarisation du mouvement syndical.

Les sept mois qui ont séparé la mise en place de la CNS (octobre 1980) du Congrès extraordinaire de l'UGTT ont été des mois d'intense activité syndicale, au cours desquels plusieurs batailles successives ont été engagées entre la CNS et l'opposition.

La première bataille a été celle des

Habib Hachour. (DR)



commissions sectorielles et régionales. A l'image de la CNS, il a été décidé de créer dans chaque région et dans chaque branche professionnelle une commission dont la tâche est de superviser les élections des syndicats de base. Ces commissions disposent d'un grand pouvoir et permettent à ceux qui en ont le contrôle d'influer directement sur les résultats électoraux.

L'opposition à la CNS a été presque systématiquement écartée des commissions régionales et sectorielles, malgré la forte pression et la mobilisation qu'elle a déclenchée pour tenter de se faire représenter à ce niveau.

Dès l'installation de la CNS, de nouvelles adhésions à l'UGTT ont commencé à arriver par vagues successives. Cette vague d'adhésions n'était pas vue d'un très bon œil par la CNS en raison de la proximité des élections syndicales, à tel point que les bulletins d'adhésion furent distribués au compte-goutte, en particulier aux opposants à la CNS.

C'est à partir du 15 novembre 1980 qu'a commencé le renouvellement des instances des syndicats de base. La CNS a imposé des conditions draconiennes pour le déroulement des congrès syndicaux : pas de débats, pas de motions. Les conditions requises pour la candidature (deux ans d'adhésion à l'UGTT), qui ont été appliquées de manière très stricte aux opposants, étaient discriminatoires et ont servi à éliminer un grand nombre de militants ouvriers apparus après le 26 janvier 1978 et qui avaient refusé d'adhérer à l'UGTT du temps où elle était dirigée par les fantoches.

Malgré la loi du silence imposée par la CNS, dans un grand nombre de syndicats de base, des débats ont été imposés par l'assistance et ont pu avoir lieu. Parfois même, des motions et des recommandations ont été votées. Dans un grand nombre de cas, des syndicalistes connus pour leur indépendance ont même été élus.

La troisième bataille a été engagée à partir de février 1981 pour le renouvellement des bureaux des fédérations et unions régionales. Etant donné l'importance de l'enjeu, la lutte est devenue plus âpre. La CNS a pesé de tout son poids et a utilisé des moyens de pression inimaginables pour empêcher la victoire de l'opposition dans certaines grandes fédérations et unions régionales.

Le rapport des forces lui était favorable dans les gouvernorats (départements) de l'intérieur et dans quelques fédérations importantes comme celle des Mines, de la Santé, etc. Par contre, il lui était plutôt défavorable dans les grandes villes et dans plusieurs autres grandes fédérations. L'opposition à la CNS a remporté une victoire totale dans les fédérations de l'Agriculture, des Banques, des PTT, de l'Enseignement secondaire et technique, et une victoire partielle dans les fédérations du Textile, des Professions diverses, de la STEG (Electricité et Gaz), et de la Pétrochimie, etc. Au niveau des unions régionales, à Sfax et à Sousse — respectivement deuxième et troisième ville du pays —, l'opposition a réussi à faire élire certains de ses militants à la direction sans parvenir pourtant à arracher la majorité.

Enfin, le congrès de l'union régionale de Tunis (qui compte le tiers du total des adhérents de l'UGTT) qui s'est déroulé le 16 avril 1981 devait servir de test du rapport de forces global entre la CNS et l'opposition. De part et d'autre, d'importants moyens furent mobilisés. Après une lutte très serrée entre deux listes bloquées, la CNS n'est parvenue à obtenir la majorité que de justesse en faisant élire six de ses candidats tandis que l'opposition réussissait à en faire élire trois.

## LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'UGTT

La bataille pour le Congrès extraordinaire de l'UGTT s'est engagée début avril 1981 après le renouvellement de la quasi-totalité des fédérations et unions régionales autour de deux thèmes principaux.

L'opposition estimait que la responsabilité de l'organisation du Congrès devait revenir non pas à la CNS mais à la Commission administrative (CA) de l'UGTT composée des secrétaires généraux des fédérations et des unions régionales élus quelques semaines plus tôt, et ce conformément aux statuts de l'UGTT qui sont très clairs sur cette question. La CNS, qui ne l'entendait pas ainsi, a refusé de convoquer la CA à cet effet.

D'un autre côté, Habib Achour, depuis sa résidence surveillée, a fait parvenir, à la fin du mois de mars, une déclaration dans laquelle il annonce son intention de présenter sa candidature au Bureau exécutif qui devait être élu par le Congrès. Trois jours plus tard le Premier ministre Mohammed Mzali, après une entrevue avec Habib Bourguiba, déclare qu'il est interdit à Habib Achour d'assumer des responsabilités syndicales.

Une forte pression s'est exercée sur la CNS pour qu'elle convoque la CA pour décider du lieu, de la date et de toutes les

## La déclaration à la presse de la minorité

Cette déclaration a été distribuée aux journalistes présents lors de la conférence de presse tenue à l'hôtel Jughurta de Gafsa le 29 avril 1981 par les délégués au Congrès extraordinaire de l'UGTT qui s'en étaient retirés.

*« Nous sommes venus à Gafsa avec la volonté de contribuer à la solution de la crise que connaît l'UGTT. Mais nous sommes venus à ce Congrès en nous considérant engagés par les décisions que nous avons prises ensemble en tant que structures légitimes le 21 septembre 1980, puis par les résolutions adoptées par les congrès de nos instances syndicales tenus au cours des dernières semaines. »*

*« Notre fidélité à ces engagements signifie que le Congrès national extraordinaire que nous voulons, doit permettre à la base syndicale de prendre librement ses décisions et d'élire une direction de l'UGTT sans aucune intervention extérieure ni mainmise d'où qu'elles viennent. »*

*« Dans cet esprit et sur cette base, nous avons posé dès l'ouverture du Congrès, ce matin, la question de la levée de l'exclusive comme question fondamentale et préalable, et nous avons demandé à la CNS de prendre ses responsabilités concernant ce problème et de trancher quant à la candidature de Habib Achour. Nous avons affirmé solennellement que, fidèles aux résolutions votées par la base syndicale, nous considérons que la levée de l'exclusive et la garantie de l'acceptation de toutes les candidatures sans exception, constituent un préalable à commencement effectif des travaux du Congrès et à notre participation à ses travaux. »*

*« A notre grande surprise, nous nous sommes heurtés, de la part de la CNS, à un refus catégorique de prendre position sur cette question et de se prononcer sur la régularité de la candidature du camarade Habib Achour. »*

*« En outre, nous avons été surpris par l'atmosphère créée, dans la salle du Congrès, les pratiques d'obstruction, les pressions morales et matérielles exercées sur les congressistes et les menaces, les intimidations et les agressions physiques. »*

*« Face à cette grave et regrettable situation, en particulier :*

*« — Le refus de la CNS de prendre ses responsabilités en ce qui concerne la candidature du camarade Habib Achour. »*

*« — Les pratiques préjudiciables qui ont marqué l'ouverture du Congrès et qui ont créé un climat qui est en contradiction avec les principes syndicalistes et qui constitue une atteinte au prestige de l'UGTT. »*

*« Aussi, avons-nous décidé de nous retirer des travaux du Congrès. »*

*« Cette décision est conforme à celle des congressistes signataires d'une pétition. »*

*« Nous tenons à réaffirmer notre attachement à notre centrale syndicale et à ses structures représentatives, sur la base de l'autonomie de l'organisation syndicale et de la démocratie en son sein et compte tenu des intérêts de la classe ouvrière et du pays. »*

Cette déclaration solennelle portait la signature de 187 délégués. Le lendemain, 30 avril, le boycott du Congrès extraordinaire de l'UGTT était observé par 127 délégués.

modalités d'organisation du Congrès, et pour qu'elle accepte la candidature de Habib Achour malgré l'opposition ouvertement déclarée de Habib Bourguiba. Plusieurs rassemblements de cadres syndicaux ont même eu lieu devant le siège de l'UGTT pour appuyer ces exigences.

Mais la CNS a décidé de passer outre. Elle a refusé de prendre position sur la question de la candidature de Habib Achour, ce qui était implicitement un refus, et elle a décidé de convoquer le Congrès de l'UGTT pour les 29 et 30 avril 1981 à Gafsa, ville minière à 400 km au sud de Tunis.

Sur décision de la CNS — et contrairement aux Congrès précédents —, la répartition des mandats ne s'est pas faite sur la base combinée des fédérations et des unions régionales, mais exclusivement sur une base régionale, ce qui a abouti à une sur-représentation des unions régionales les plus conservatrices et à une sous-représentation des fédérations. Le choix de Gafsa devait permettre à la CNS d'exercer un contrôle très strict sur le Congrès, dans la mesure où l'union régionale lui était totalement acquise. Elle a même mobilisé à cet effet un important service d'ordre de 300 personnes avec l'aide de la section locale du PSD. Durant les travaux du Congrès, la ville de Gafsa a été soumise à un important quadrillage policier avec contrôles d'identité à tous les coins de rue.

Face à cette situation, l'opposition à la CNS, au cours d'une réunion de coordination tenue trois jours avant l'ouverture du Congrès, a décidé d'aller à Gafsa pour poser la question de l'exclusive maintenue contre Habib Achour et, à travers elle, la question de l'indépendance de l'UGTT par rapport au régime. En cas de refus, et pour donner plus d'éclat et de relief à la dénonciation de l'exclusive, il a été décidé de boycotter le Congrès.

Le Congrès extraordinaire de l'UGTT s'est ouvert le mercredi 29 avril et il a été marqué, dès la séance inaugurale houleuse, par le fait qu'une importante minorité de congressistes (environ le tiers) n'a cessé de réclamer bruyamment la levée de l'exclusive contre Habib Achour. Devant le refus de Nouredine Hached, président de la CNS et président du Congrès, de répondre, cette minorité s'est retirée en début d'après-midi et a tenu une conférence de presse dans la soirée pour expliquer le sens de son retrait du Congrès. Le retrait en soi n'était pas une surprise, mais on ne s'attendait pas à ce qu'il soit aussi important.

Le boycott du Congrès avait pour objectif de protester contre les ingérences du pouvoir dans les affaires de l'UGTT. Il n'a jamais été question de scissionner et de créer une nouvelle organisation syndicale. L'attachement à l'unité de l'UGTT est très fort et les congressistes qui se sont retirés ont clairement indiqué qu'ils n'envisageaient en aucune manière de quitter l'UGTT.

L'autre surprise du Congrès a été l'élection de Taieb Baccouche, professeur d'université, au poste de secrétaire général. Avant le Congrès, le nom de ce dernier ne circulait pas comme un des candi-

dates possibles à ce poste. Au sein de la CNS existait une rivalité entre Abdelaziz Bouraoui et Houcine Ben Guaddour ; il n'y avait pas de divergences d'ordre politique ou syndical entre eux, mais les deux postulaient à la direction de l'UGTT et estimaient que le secrétariat général devait leur revenir... Devant l'importance de la contestation qui s'est développée au Congrès, et comprenant que, dans ces conditions, l'UGTT serait difficile à gouverner, ils ont refusé de se présenter au poste de secrétaire général et ont, chacun de leur côté, décidé d'attendre des jours meilleurs. Et c'est un troisième personnage, Taieb Baccouche, pouvant jouer les conciliateurs — aussi bien au sein de la CNS qu'avec l'opposition — qui a été finalement choisi.

Les remous qui ont agité le Congrès et le départ du tiers des congressistes traduit l'échec — au moins relatif — du projet du pouvoir visant à régler définitivement la question syndicale telle qu'elle était posée à la suite du 26 janvier 1978. La CNS tablait sur la politique du fait accompli et escomptait que l'essentiel des forces de la centrale syndicale finiraient par se ranger sous sa bannière. Or il n'en a pas été ainsi. Le pouvoir, malgré ses déclarations satisfaites, a en fait très sérieusement pris la chose. Le premier jour du Congrès, la télévision tunisienne (RTT) a fait le *black-out* sur l'événement et s'est contentée d'indiquer que « *les travaux du Congrès de l'UGTT se déroulent dans une atmosphère favorable* ». Le lendemain, elle a été obligée de reconnaître que l'atmosphère n'était pas si favorable que cela puisqu'une importante minorité de congressistes avait manifesté avec éclat son opposition au *diktat* du pouvoir en quittant le Congrès.

L'élection de Taieb Baccouche au poste de secrétaire général traduit le caractère transitoire de la situation qui prévaut dans l'UGTT à l'issue du Congrès. Celui-ci n'est pas tout à fait l'homme qu'il faut au pouvoir pour diriger l'UGTT, affronter les luttes ouvrières et la contestation syndicale. La situation d'attente continuera donc, au moins jusqu'au prochain Conseil national (CN) prévu pour novembre prochain.

Le Congrès de l'UGTT est le reflet déformé de la formidable mutation intervenue au sein du mouvement syndical depuis 1977. Le temps où l'appareil bureaucratique pouvait tout contrôler et empêcher l'expression de toute contestation est désormais révolu, et il est apparu qu'une nouvelle génération de syndicalistes, qui n'hésitent pas à braver ouvertement le pouvoir, est en train d'émerger et de se développer. Tous les observateurs ont été frappés par la jeunesse des congressistes qui se sont retirés, par leur dynamisme et leur détermination. Même si l'opposition à la CNS reste hétéroclite et regroupe, entre autres, de vieux cadres syndicaux fortement marqués par leurs anciennes pratiques bureaucratiques et leur attachement personnel à Habib Achour, il n'en reste pas moins que leur opposition et leur résistance à l'intégration revêt une grande signification et peut

contribuer à la radicalisation des éléments les plus avancés parmi eux.

A l'issue du Congrès de l'UGTT, trois questions restent posées. Quelle sera l'attitude de la classe ouvrière ? L'attente et l'expectative qu'elle a manifestées pendant les sept mois de renouvellement des structures syndicales et de préparation au Congrès vont-ils se poursuivre ? La combativité ouvrière a-t-elle été désamorcée par les augmentations de salaires intervenues en mars 1981 ? Même s'il est difficile de répondre dès à présent à cette question avec précision, on peut estimer qu'une reprise des luttes ouvrières, plus ou moins importante, ne manquera pas de se produire dans les prochains mois.

Quelle sera l'attitude du pouvoir ? Quelles leçons va-t-il tirer du déroulement du Congrès ? Va-t-il continuer à miser sur la CNS ou sera-t-il amené à négocier avec Habib Achour son retour à l'UGTT ? En fait, les obstacles politiques au retour de Habib Achour ne sont pas encore levés et on voit mal pour l'instant le pouvoir se résoudre à une telle hypothèse qui présente de sérieux dangers pour lui.

Enfin, que va faire Habib Achour ? Va-t-il chercher à composer avec le pouvoir ou va-t-il continuer sur sa lancée en envisageant par exemple la création d'un Parti ouvrier, et en présentant des candidats aux prochaines élections législatives ?

Le Congrès extraordinaire de l'UGTT ouvre une nouvelle période dont les caractéristiques diffèrent considérablement de celle qui a suivi le 26 janvier 1978. La tâche de l'heure n'est plus la « résistance syndicale » mais la construction d'une tendance syndicale « lutte de classes » et l'élaboration d'une plate-forme syndicale reprenant les revendications des travailleurs.

Cette plate-forme doit s'articuler autour des axes suivants :

— Refus de la paix sociale et de la collaboration de classe que défend aujourd'hui ouvertement la CNS ;

— Lutte pour la démocratie syndicale au sein de l'UGTT ;

— Lutte pour l'indépendance de l'UGTT et le refus de toute ingérence du pouvoir dans ce domaine.

Ce sont ces thèmes qu'il faut développer au sein de l'UGTT et plus particulièrement au sein de l'opposition à la CNS. Tout en soutenant fermement la levée de l'exclusive contre Habib Achour, tout en comprenant correctement la portée et les limites de l'opposition à la CNS et au pouvoir du courant regroupé autour de Habib Achour et tout en pratiquant l'unité d'action avec ce courant chaque fois que c'est possible, il faut éviter tout suivisme et faire apparaître la gauche syndicale comme un courant autonome avec ses propres propositions. Les clarifications nécessaires au sein de l'opposition à la CNS pourront ainsi s'opérer dans les conditions les plus favorables. ■



La veste et la valise